

(N° 340)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUIN 1924.

PROJET DE LOI PORTANT CRÉATION DE NOUVELLES RESSOURCES FISCALES.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Pour la première fois depuis l'armistice apparaît la nécessité de démontrer que les impôts que nous demandons sont réellement nécessaires.

Le fait lui-même mérite de retenir l'attention.

Il prouve que la restauration financière du pays a progressé au point qu'une partie de l'opinion peut se demander si de nouveaux sacrifices sont encore indispensables. N'est-ce pas un hommage que la Nation, dont l'effort a seul permis cette restauration, se rend inconsciemment à elle-même ?

Et, heureusement, s'il faut encore quelques impôts — nous le démontrerons dans un instant — nous pouvons du moins affirmer que ces impôts peuvent et doivent être les derniers.

Si vous les votez, notre outil fiscal sera dès 1925 suffisant pour couvrir tous nos besoins normaux et permanents. Il nous procurera même la marge nécessaire pour assurer, grâce au seul développement des impôts existants, l'accroissement des dépenses publiques, ininterrompu depuis la fondation du Royaume et qui est la rançon du progrès. Il remettra nos finances dans une situation analogue à celle d'avant-guerre. Et dès lors, le salut immédiat, et mieux encore l'avenir du Pays, se trouveront grâce à vous, définitivement assurés. Seule une politique déraisonnable pourrait désormais les compromettre.

C'est donc avec confiance que je vous propose la création de nouvelles ressources fiscales.

* .

Une autre raison de confiance réside dans la modération même du projet qui vous est soumis.

Certes, on doit regretter que de nouveaux impôts soient nécessaires. Il y a un an, on pouvait espérer s'en passer. Mais depuis est intervenue cette contraction du crédit que vous connaissez tous : elle s'impose aux États comme aux hommes et nous ne pouvons nous dérober aux devoirs qu'elle nous dicte.

Le pays l'a senti d'ailleurs, et il en a témoigné avec cette tendance à l'exagération qui caractérise souvent les manifestations collectives. Sous l'impression d'événements qui se déroulaient à l'étranger, certains même ont pressé le gouvernement de prendre des mesures immédiates. Nous avons résisté à l'entraînement, nous méfiant de toute solution hâtive insuffisamment étudiée.

Nous avons préféré préparer dans le calme de nouvelles lois fiscales et nous vous disons dans la déclaration ministérielle du 18 mars au sujet du montant à

« Il est indispensable que, pour le Budget de 1925, le pays couvre par ses ressources ordinaires la totalité des intérêts des capitaux empruntés pour la restauration, ainsi que les pensions aux victimes militaires et civiles de la guerre. Autant qu'il est possible de fixer, dès à présent, un chiffre pour l'année 1925, il faudra, pour atteindre ce but et pour pourvoir aux répercussions que la cherté de la vie exercera sur notre Budget, prévoir environ 400 millions de ressources nouvelles. De cette façon, les versements de l'Allemagne et la contre-valeur de ses livraisons en nature pourront être exclusivement affectés aux dommages non encore réparés, à la réduction de notre dette flottante et au remboursement à l'Institut d'émission. »

Et nous précisons comme suit notre but :

« En dehors des dépenses d'administration de l'État et du Budget de la Dette publique belge, nous aurons organisé la couverture par nos propres ressources de l'entière des charges permanentes du Budget des Réparations, assumées pour compte de l'Allemagne ».

Fort heureusement, le chiffre de 400 millions que nous citions en mars, à l'époque où la crise des changes atteignait son apogée, portant le dollar au delà de 31 francs et la livre à 135 francs, ne devra pas être atteint et nous pourrions nous contenter de 170 millions d'impôts nouveaux.

Trois facteurs concourent à cette réduction :

La détente des changes d'abord ; « les répercussions que la cherté de la vie exerce sur notre Budget » ont pu s'atténuer ;

Le développement de nos recettes fiscales ensuite.

Enfin, la création de la Caisse Nationale des pensions de guerre qui doit diminuer de 100 millions environ « les charges permanentes du Budget des Réparations assumées pour le compte de l'Allemagne ». De 700 millions en 1924, elles passeront à 600 millions environ au Budget de 1925.

Reste à montrer que les 170 millions que nous vous demandons sont inévitables.

Nous nous reporterons à cet effet au Budget de 1924.

Il comporte :

— Comme dépenses ordinaires :

1 Dette publique et pensions	1,384 millions.
2° Dépenses d'administration	1,622 id.
3° Non-valeurs et remboursements	383 id.
Soit, ensemble :	3,389 millions.

mais nous devons y ajouter, nous en avons expliqué les raisons :

B. — Comme charges permanentes
des réparations :

Emprunts spéciaux de réparations et pensions de guerre.	700 millions.
TOTAL.	4,089 millions.
Du côté recettes nous trouvons au Budget des Voies et Moyens.	3,346 millions.
Nous pouvons y ajouter de 550 à 600 millions de plus valeur fiscales, soit	575 id.
TOTAL.	3,921 millions.

Comme on le voit, il s'en faut de près de 170 millions que l'équilibre soit atteint.

Il n'est évidemment pas possible d'apporter dès à présent des précisions pour 1925.

Dès que les Budgets de 1924 seront votés, le Gouvernement s'occupera de dresser les projets de Budgets de 1925, mais il paraît à priori certain que le montant des crédits sollicités ne subira guère de modifications importantes.

Certes, la création de la Caisse Nationale des pensions de guerre, dont nous avons déjà parlé, entraînera une économie de 100 millions environ, mais l'élévation des traitements des fonctionnaires sur la base de la péréquation, qui sera achevée dans quelques semaines, doit coûter 150 millions et, si l'on tient compte du fait que l'indemnité du treizième mois figure déjà au Budget de 1924 pour 50 millions, on voit que nos dépenses d'administration seront grevées d'une surcharge de 100 millions en 1925.

L'économie faite d'une part est absorbée par un accroissement de dépenses consenti d'autre part.

Dans un autre ordre d'idées, les plus values fiscales elles-mêmes entraînent une augmentation des versements aux provinces et aux communes et, par voie de conséquence, une élévation du Budget des Non-Valeurs et Remboursements.

Il faut donc de toute nécessité que nous parions sans attendre à l'insuffisance de recettes signalée et, nous vous le demandons, certains d'être compris de tous.

Une fois le dernier effort accompli, effort léger si on le compare à ceux de ces dernières années, le crédit de la Belgique sera définitivement rétabli, car notre équilibre budgétaire ne dépendra plus en rien de versements dont les montants et les dates ne peuvent être fixés avec précision.

C'est le but que nous nous assignions dans notre déclaration ministérielle du 18 mars dernier et vous l'avez approuvé à une importante majorité.

* * *

Le projet groupe des dispositions d'ordres divers ; il comprend :

1° Contributions directes proprement dites.

Le produit d'une taxe spéciale sur la valeur des actions et parts y assimilées est évalué approximativement à 35 millions.

Une redevance proportionnelle sur les mines doit donner au profit de l'État 5 millions environ.

Des modifications à apporter à la législation instituant un impôt sur le revenu peuvent donner 5 millions de ressources nouvelles auxquelles viennent s'ajouter 2 millions par les modifications à la taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

2° Droits d'enregistrement, timbre, greffe, etc.

L'établissement d'un droit de mise au rôle produira approximativement 13 millions.

Des modifications proposées aux droits d'enregistrement : 5 millions.

Des droits de timbre : 53 millions.

Une augmentation des amendes pénales : 2 millions.

3° Droits d'accises.

Les droits sur les alcools prévus au projet déposé à la séance de la Chambre du 19 juin doit donner pour cette catégorie d'impôts une ressource nouvelle de 50 millions environ.

Soit au total environ 170 millions, pour l'ensemble des impôts proposés.

TITRE PREMIER.**Droit de timbre.**

Le titre premier du projet tend à relever le taux du droit de timbre sur les actions et obligations de société, à créer un régime parfaitement ordonné pour toutes les obligations de sommes sous quelque forme qu'elles se présentent, à mettre un terme à certaines pratiques qui commencent à s'implanter et dont le but est d'énervier la perception du droit proportionnel sur les effets de commerce, à atteindre les opérations de report ainsi que les opérations de change, à modifier dans le sens souvent préconisé par les intéressés la perception du droit de timbre sur les titres étrangers, enfin à frapper du droit de timbre fixe de 10 centimes, établi par la loi du 28 août 1921 sur les opérations de banque, certains écrits qui, jusqu'à ce jour, étaient exonérés.

* .

Par une faveur tout exceptionnelle, le taux du droit de timbre applicable aux actions et obligations de sociétés belges est, jusqu'à ce jour, resté au chiffre fixé par une loi du 21 mars 1839. Il n'y a rien d'excessif de le porter au double, comme le font les articles 1 et 2 du projet.

* * *

L'article 3 étend aux obligations non négociables le tarif fixé par l'article 8 de la loi du 24 octobre 1919 pour les effets négociables ou de commerce et rétablit ainsi entre les unes et les autres une communauté de régime qui avait existé sous l'empire du Code du timbre du 25 mars 1891.

D'après la législation actuelle, les prêts consentis sur la simple signature de l'emprunteur ou avec la garantie d'une caution sont assujettis à un droit de timbre proportionnel, tandis que les prêts qui sont garantis par un gage ou un nantissement ne sont frappés que du droit de timbre de dimension. Il y a là une véritable anomalie qui s'est créée sous l'influence de cette circonstance que le prêt sur nantissement a le caractère d'une convention synallagmatique à raison des obligations réciproques qu'il engendre, savoir, de la part de l'emprunteur, l'obligation de rembourser la somme prêtée et, de la part du créancier, l'obligation de restituer le gage.

L'article 4 du projet fait disparaître cette anomalie.

Il va de soi que le droit de timbre de 50 centimes par 500 francs dont seront désormais passibles les prêts sur nantissement frappe l'opération et non chacun des doubles de l'écrit qui est dressé pour faire preuve du contrat. C'est pourquoi l'article 6 dispose que la perception du droit proportionnel exclut l'exigibilité de tout droit de timbre sur le double de la convention, qui est destiné au débiteur. Il sera d'ailleurs loisible au Gouvernement, usant des pouvoirs que lui donne la loi du 10 août 1923 de prescrire pour le paiement de ce droit l'usage exclusif du timbre adhésif et de régler l'emploi de ce timbre par l'apposition d'une moitié sur chacun des doubles du contrat.

En abaissant à 25 centimes par 1,000 francs le taux du droit applicable aux prêts sur nantissement consentis par les banquiers et qui sont faits pour 20 jours

au maximum, l'article 30 du projet tient compte de ce que c'est sous cette forme que se pratique le report dans certains établissements financiers. On le verra plus loin, cette disposition s'impose dans le cadre de la législation proposée pour le report en général.

Si, par dérogation à l'article 2074 du Code civil, la preuve du gage commercial peut être faite par tous moyens, sur le terrain de la pratique, il est de règle de dresser un écrit. La prescription contenue au troisième alinéa de l'article 5 ne créera donc aucune obligation nouvelle pour les intéressés et elle aura le mérite d'empêcher la naissance de tout procédé tendant à faire échec à la loi. Il est entendu d'ailleurs que l'écrit dont la rédaction est imposée ne doit pas nécessairement être un acte en forme, mais peut être un document quelconque constatant l'opération.

Le prêt d'une somme déterminée, remboursable dans un délai fixé et productive d'un intérêt à un taux convenu, est la forme la plus simple des avances de fonds.

Mais à côté de cette forme élémentaire du crédit, il en existe une autre, infiniment plus souple, se prêtant admirablement aux besoins du commerce ou de l'industrie : c'est l'ouverture de crédit et, plus généralement, l'ouverture en banque de tous comptes qui se traduisent par des découverts. Ces comptes comportent des mouvements alternatifs de débit et de crédit, de sorties et d'entrées de capitaux. Alors que dans le prêt, l'avance de fonds se produit à l'état d'opération isolée, d'opération une fois faite, conclue dans un but unique, dans les comptes en banque, au contraire, elle se détruit et se renouvelle constamment.

Frapper cette succession d'avances du droit ordinaire de 4 franc pour 1,000 francs, établi pour les obligations de sommes, eût été excessif. Les laisser en dehors du champ d'emprise du droit proportionnel, serait établir une inégalité choquante entre les diverses formes de crédit en banque et négliger celle de ces formes qui élargit le mieux les moyens d'action et la puissance de production de l'emprunteur.

Par le jeu d'une taxe périodique de 25 centimes par 1,000 francs, perçue sur le relevé trimestriel du compte et calculée sur le découvert moyen résultant des opérations traitées au cours du trimestre, l'article 7 du projet fait du droit de timbre sur les avances en compte un impôt parfaitement modelé aux fluctuations incessantes du compte.

Le Gouvernement s'est particulièrement attaché à trouver une formule simple qui permettrait à la fois de déterminer aisément le découvert moyen et de l'imposer en fonction tant de son importance que du temps pendant lequel il a été maintenu.

Ce résultat est atteint en prenant pour base la somme dont le compte est débité à titre d'intérêts lors de chaque clôture trimestrielle. Cette somme est constituée par la balance débitrice entre les intérêts produits en faveur du banquier par les postes débiteurs et ceux que rapportent les postes créditeurs en faveur du client. Elle est capitalisée au taux stipulé pour les intérêts débiteurs. Le problème consiste donc à rechercher le capital qui, au taux convenu, et pour

une période de trois mois, aurait produit une somme d'intérêts égale à celle dont le client est débité.

Si, par hypothèse, le solde débiteur d'intérêts est de 56 francs et le taux de 7 %, le découvert moyen est, par application de la formule courante de la règle de trois, $\frac{100 \times 360 \times 56}{7 \times 90} = 3,200$ francs et la taxe de 4,000 francs à fr. $0,25 \text{ ‰} = 1$ franc.

Si l'on analyse cette équation, on constate que le découvert est représenté par 400 fois le quotient de la division de l'intérêt par le taux. En effet, ces deux derniers éléments constituent les seules données variables de la formule. Celle-ci, primitivement représentée par $\frac{100 \times 360 \times 56}{7 \times 90}$, peut donc se décomposer en $\frac{100 \times 360}{90} \times \frac{56}{7}$, c'est-à-dire $400 \times \frac{56}{7}$. Or, la taxe étant de fr. $0,25 \text{ ‰}$, soit $\frac{1}{4,000}$ du découvert, son montant est de $\frac{1}{4,000}$ de $400 \times \frac{56}{7}$, soit $\frac{1}{10}$ de $\frac{56}{7}$.

En d'autres mots et d'une façon générale, l'impôt nouveau peut être calculé d'une façon abrégée, en divisant le solde débiteur des intérêts par le taux décuplé.

Dans le cas posé, la taxe est donc de $56 : 70 = 80$ centimes, chiffre qui doit être arrondi au multiple supérieur de 25 centimes, puisque le droit se liquide de 1,000 en 1,000 francs.

Cette formule extrêmement simple sera suivie dans tous les cas, que le taux des intérêts soit le même pour les postes débiteurs et les postes créditeurs ou qu'au contraire des intérêts différents aient été stipulés.

A côté des avantages qu'il présente pour la détermination arithmétique de la taxe, le système d'imposition proposé a le mérite de n'atteindre que les comptes qui répondent à l'idée d'une ouverture de crédit. Seuls ces comptes, en effet, présentent un solde débiteur d'intérêts. En principe, les comptes courants de dépôt, s'ils viennent à accuser un découvert passager ou accidentel, ne seront pas frappés, puisque généralement ce découvert ne fera pas que la balance trimestrielle des intérêts se solde par un débit.

Par cela qu'il a à sa base le montant des intérêts dont le client est débité, le mode de liquidation adopté a le grand mérite d'imposer les découverts figurant dans les véritables comptes d'avances, en proportion à la fois de leur importance et de leur durée. Les remises qui seraient faites à la veille de la clôture trimestrielle du compte, ne pouvant engendrer des intérêts que pour la période restant à courir avant la clôture, ne sauraient, de leur côté, faire disparaître la matière imposable résultant des découverts antérieurs, étant donné que si même par ces remises le compte devient créditeur, il accusera néanmoins un solde débiteur d'intérêts.

Du moment que ce dernier élément se rencontre, il y a toujours lieu à la perception de la taxe, quelle que soit la manière dont les avances ont été réalisées — remise d'espèces, virement, transfert, disposition, paiement, etc. — et quel que soit le caractère du crédit ouvert — crédit de caisse, crédit en compte courant, crédit d'escompte, crédit documentaire, crédit d'acceptation, etc.

Si étendu qu'il soit, le principe de l'imposition ne pouvait cependant s'appli-

quer aux relations de comptes qui s'établissent de banque à banque. Celles-ci, en effet, à raison même du caractère des opérations bancaires, sont amenées chaque jour à des règlements entre elles par crédit et par débit, et si ces opérations se traduisent par des découverts de l'une envers l'autre, c'est là simplement le signe extérieur des découverts que la première a elle-même consentis à ses clients. La taxe sera perçue sur les comptes de ceux-ci; elle ne doit pas l'être une seconde fois dans les rapports entre banques.

* * *

Les bulletins de souscription à des titres d'actions ou d'obligations sont assujettis au droit de timbre de dimension en vertu de l'article 9, 25°, de la loi du 25 mars 1891.

En fait, ces écrits ne sont jamais dressés sur timbre. La violation générale et systématique de la loi est due en grande partie à deux causes : d'une part, le droit est relativement élevé, les bulletins de souscription ayant généralement un format d'une assez grande dimension; d'autre part, il y a eu, jusqu'en ces derniers temps, une difficulté pratique résultant de ce que les intéressés n'avaient pas la faculté de faire usage d'un timbre mobile.

Dans le dessein d'assurer le respect de la loi, le projet établit sur les bulletins en question un droit fixe modique de 10 centimes.

Les souscriptions devant être faites en double au vœu de l'article 32 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, chaque double est évidemment passible de ce droit. Quant aux bulletins de souscription qui sont remplis à l'étranger, ils doivent être timbrés dès leur entrée en Belgique.

* * *

Le Gouvernement s'était demandé si le droit de timbre fixe de 10 centimes qui a été créé par l'article 34 de la loi du 28 août 1921 ne devait pas être porté au double. Il lui a paru que mieux valait maintenir dans toute sa modicité le droit établi, sauf à en élargir le champ d'application. Tel est l'objet des articles 9, 11, 12 et 13.

Le premier de ces articles vise des bulletins qui, dans la pratique admise notamment à la Bourse de Bruxelles, s'échangent, sous le nom de contrats, entre professionnels d'opérations de bourse. La rédaction obligatoire d'un bulletin pour chaque opération distincte a été prévue au deuxième alinéa de ce texte, en vue d'empêcher un changement dans la façon de faire actuellement suivie.

L'article 11 vise les ordres de virement et, par une mesure exceptionnelle dictée par les besoins des affaires, il permet au banquier de mettre lui-même en règle avec la loi, avant bien entendu de l'exécuter, l'ordre de virement qui lui serait adressé non timbré.

L'extension du droit de 10 centimes aux avis de crédit ou de débit ainsi qu'à tout extrait de compte qui ne serait pas passible du droit proportionnel de 25 centimes par 1.000 francs prévu à l'article 7 est appelée à donner une augmentation de recette qui n'est pas négligeable. Grâce à la faculté qu'ont les banquiers de faire timbrer à l'extraordinaire, avant emploi, les papiers de l'espèce, la nouvelle charge fiscale ne créera aucun alourdissement dans la marche des affaires.

L'article 14 maintient le régime de faveur dont le législateur a toujours entendu doter le service des chèques postaux et l'article 15 supprime une immunité qui, en présence de la modicité du droit, ne se justifiait pas.

*
*
*

Le but des articles 16 et 17 est de mettre un terme à des abus qui ont été constatés et qui ont pour objet de substituer des titres de paiement, c'est-à-dire des chèques et des quittances, à des titres de crédit, en vue d'éviter la perception du droit proportionnel de 50 centimes par 500 francs qui est établi sur ces derniers. Un commerçant qui est créancier à terme du prix d'une marchandise tire sur son débiteur un chèque postdaté et présente celui-ci à un moment encore éloigné de l'échéance de la dette, à son banquier qui le crédite du montant de l'effet. La concurrence entre banques, le désir de celles-ci de s'attirer la clientèle par une surenchère de facilités et d'avantages, ont créé des pratiques semblables pour de simples quittances. Il en résulte pour l'État un grave préjudice, puisque le Trésor n'encaisse qu'un léger droit de timbre de quittance, droit dont le maximum est actuellement de 5 francs, là où un droit proportionnel de 50 centimes par 500 francs est exigible. Il en résulte également pour les banques une situation dangereuse, car les titres qu'elles acceptent ainsi en portefeuille n'étant pas négociables, ne pourront être endossés par elles à un autre établissement alors même que les besoins de leur trésorerie exigeraient cette négociation.

Le remède à cette situation est tout indiqué. Il consiste à assimiler aux lettres de change, au point de vue du timbre, les chèques autres que ceux tirés sur un banquier et à faire défense aux banques d'accepter aux fins d'encaissement, d'escompte ou d'inscription au compte du créancier, une quittance ou un reçu de sommes qui ne mentionnerait pas la date de l'échéance de la dette ou qui leur serait remis plus de quinze jours avant cette échéance.

En enlevant aux chèques tirés sur les particuliers les avantages fiscaux dont ces écrits ont joui jusque maintenant, le projet n'entrave nullement le développement si souhaitable du chèque, instrument de paiement, organe essentiel du dépôt en banque, supprimant d'inutiles manèges de fonds. Seul le chèque tiré sur un banquier répond à ce rôle économique. Celui-ci a été parfaitement précisé, par le Ministre des Finances Malou, lors des discussions de la loi du 20 juin 1873 relative aux chèques, dans les termes suivants :

« La base du système que nous désirons voir s'introduire et généraliser en Belgique, est le changement des habitudes d'une grande partie des classes riches et des classes industrielles ou commerçantes. Il faut que, comme en Angleterre, on ne garde plus des encaisses chez soi, mais qu'on multiplie les banques de dépôt et que tout le monde prenne l'habitude d'avoir son encaisse chez son banquier.

» Au point de vue de la richesse générale, toutes les encaisses sont ainsi entraînées dans le mouvement de la production et du travail; au point de vue particulier, l'encaisse est rendue productive.

» C'est là qu'il faut arriver, et ce mécanisme, aujourd'hui si parfait et si complet en Angleterre, exerce tout à la fois une influence très féconde pour le travail de la production et pour l'accumulation et la mise en mouvement de tous

les capitaux ; mais en même temps il est fort utile pour tous ceux qui le pratiquent.

» Cela ne s'est point généralisé en Belgique jusqu'à présent, sauf à Anvers.

» Je n'ai pas l'illusion de croire que du jour au lendemain les habitudes vont changer ; mais j'ai considéré comme un devoir d'enlever au moins l'obstacle fiscal qui existait à ce que ces habitudes devinssent plus générales et à ce que le mouvement facile et économique des capitaux ne fut plus ou moins entravé par le droit de timbre légalement exigible et que l'on élude par la forme vicieuse que j'ai indiquée tout à l'heure. » (*Pasinomie*, 1873, pp. 190 et 191, note).

La question s'est posée de savoir s'il faut considérer comme tirés sur un banquier les chèques domiciliés en banque et ceux qui sont tirés sur une banque pour compte d'un tiers donneur d'ordres. Le deuxième alinéa de l'article 16 tranche la question au point de vue fiscal dans le sens de la négative.

. . .

Les articles 18 à 22 s'occupent des reports et des opérations de bourse.

Pour bien comprendre l'économie du projet, un bref rappel de la législation existante est nécessaire.

L'article 11 de la loi du 30 août 1913 assujettit à un droit proportionnel « toute opération d'achat, de vente ou de cession de fonds publics belges ou étrangers, contractée ou exécutée en Belgique, à l'intervention soit de banquiers, agents de change, commissionnaires ou courtiers, soit d'autres personnes faisant habituellement office d'intermédiaires aux fins de ces opérations ».

Le droit primitivement fixé à 15 centimes par 1,000 francs a été porté successivement à 30 centimes et à 50 centimes par 1,000 francs par les lois du 24 octobre 1919 (art. 11) et du 28 août 1921 (art. 23).

Ce droit est dû en cas de vente ou d'achat séparément par le vendeur et par l'acheteur (art. 12, loi du 30 août 1913), c'est-à-dire que toute négociation de titres se décompose en deux éléments, une vente et un achat, et qu'il est perçu un droit distinct sur chacun de ces éléments. L'impôt atteint indistinctement les opérations au comptant et les opérations à terme et il s'acquitte par l'apposition du timbre sur un bordereau dont la délivrance est rendue obligatoire (art. 16).

Deux restrictions sont apportées au principe général de l'exigibilité du droit :

a) Celui-ci n'est pas dû par la ou les parties patentées comme banquiers, agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics (troisième alinéa de l'article 12 de la loi précitée). En conséquence, le professionnel est exonéré soit qu'il traite avec un autre professionnel, soit qu'il traite avec une personne n'ayant pas ce caractère. Si, dans ce dernier cas, il se constitue la contrepartie de l'achat ou de la vente, la taxe n'est donc due que sur un seul des éléments de l'opération ;

b) Si un achat et une vente de fonds publics de même espèce sont opérés au cours d'une même séance de bourse, la taxe n'est établie que sur le solde de ces opérations (deuxième alinéa de l'article 14). Du moment qu'il y a identité entre les valeurs achetées et celles qui sont revendues, et que la double opération d'achat et de vente est faite par le même intermédiaire, le même jour et pour le compte de la même personne, la taxe sur les opérations de bourse se liquide exclusivement sur le solde des opérations.

Le contrat de report qui s'analyse juridiquement en un achat et une revente simultanée de titres de même nature, bénéficie de l'exonération prévue par cette disposition.

Le Gouvernement propose :

1° De porter le droit à 1 franc par 1,000 francs, sauf pour les opérations au comptant ayant pour objet les titres de la Dette publique belge ou congolaise et les obligations à revenu fixe émises par les sociétés et collectivités belges ou congolaises en général (art. 21 du projet) ;

2° De disposer expressément, pour dissiper certains doutes, que le paiement du droit est obligatoire dans les trois jours de la conclusion du marché, qu'il s'agisse d'une opération au comptant ou d'une opération à terme, et d'appliquer ce régime aux opérations à prime (art. 20 du projet).

Dans la doctrine administrative suivie jusqu'à ce jour, le marché à prime n'est sujet à la taxe sur les opérations de bourse que lorsqu'il est consolidé par celui des contractants qui avait la faculté de ne pas l'exécuter. Le projet adopte l'opinion de la plupart des auteurs, selon laquelle le marché à prime est un marché ferme conclu sous condition *résolutoire*, et il l'impose comme tel sans se préoccuper de l'éventualité de la résolution ;

3° Il abroge le deuxième alinéa ci-dessus reproduit de l'article 14 de la loi du 30 août 1913 et dispose que si un achat et une vente de fonds publics de même espèce sont opérés par le même professionnel intermédiaire, le même jour et pour le compte de la même personne, la taxe de 1 franc par 1,000 francs n'est exigible que sur le solde de ces opérations, mais que sur le surplus de celles-ci il sera perçu une taxe réduite de 25 centimes par 1,000 francs (art. 22).

Cette mesure législative n'est nullement exorbitante et apparaît, au contraire, comme très modérée si l'on considère que, très légitimement d'ailleurs, les agents de change perçoivent leur courtage sur les opérations d'achat et de vente qui ont été détruites au cours de la même séance par une opération en sens inverse, aussi bien que sur les transactions dont les effets sont maintenus.

4° Bien que la réforme qui vient d'être précisée ait un cadre infiniment plus large que celui du report, une de ses répercussions eût été d'atteindre ce dernier contrat.

Il a paru toutefois au Gouvernement qu'il y avait lieu de fixer par des dispositions expresses, le régime fiscal du report, étant données les diverses modalités selon lesquelles celui-ci se pratique.

Comme l'avait admirablement mis en lumière M. Wauwermans, dans le rapport fait au nom de la Section centrale sur le projet qui est devenu la loi du 30 août 1913 (*doc. Chambre*, 30 juillet 1913, n° 342), les intéressés peuvent, par des combinaisons différentes, atteindre le but qu'ils poursuivent en recourant au report.

« Reporter » c'est, comme l'indique ce document, porter la réalisation d'une opération, d'une date à une autre : un acheteur vend ou achète des valeurs à terme; le jour de l'échéance venu, il ne veut pas liquider l'opération en livrant ou en levant les titres; il désire obtenir un terme jusqu'à une liquidation prochaine, il cherche à se faire reporter.

Il peut atteindre ses fins :

- a) Soit en obtenant de son cocontractant la prorogation à une nouvelle échéance de l'exécution de son marché;
- b) Soit en revendant au comptant les titres qu'il devait lever et en rachetant une même quantité à terme ou, s'il s'agit de titres qu'il devait livrer, en les achetant au comptant et en revendant pareille quantité à terme;
- c) Enfin, dans le cas d'un achat dont il veut différer le paiement du prix, en se procurant des fonds par la voie d'un prêt à la garantie duquel les titres levés sont donnés en nantissement.

Ces diverses opérations se font généralement pour une période de quinze jours, et sont susceptibles de se renouveler successivement pour des périodes égales.

L'article 5 du projet établit un droit proportionnel sur les prêts sur nantissement consentis par les banquiers et autres personnes se livrant habituellement à ce genre d'opérations et fixe ce droit à 25 centimes par 1,000 francs si les prêts sont faits ou continués pour 20 jours au maximum. C'est dans ce texte que la troisième combinaison indiquée ci-dessus trouve son statut fiscal. Quant aux modalités de perception à appliquer aux deux premières combinaisons, il convient de les rechercher en tenant compte des conditions particulières dans lesquelles celles-ci se traitent.

Certains reports se pratiquent en bourse, d'autres se traitent en banque. Les premiers doivent être régis au point de vue fiscal par les règles établies pour les opérations de bourse en général et l'impôt perçu sur des bordereaux dont la délivrance est rendue obligatoire; les seconds, par cela qu'ils sont généralement l'objet de contrats en forme, offrent tout naturellement, comme document imposable, le titre lui-même du contrat. Tel est l'objet de la distinction faite par les articles 18 et 19.

Le second de ces articles, qui est relatif au report en banque, ne paraît guère nécessiter de développement. Le report conclu par le banquier est frappé du droit de 25 centimes par 1,000 francs sur le montant des sommes à acquitter par le reporté. Il en est ainsi, que le contrat soit conclu avec un particulier ou avec un agent de change disposant de ses propres valeurs ou des titres qu'il a reportés pour ses clients.

Une difficulté se présente au sujet de la perception à établir sur le report en bourse.

Le report, au sens strict du mot, est une convention par laquelle une personne achète au comptant des titres ou valeurs et revend simultanément à terme à son vendeur une même quantité de titres de même espèce. Deux opérations distinctes d'achat et de vente sont gémées en un seul contrat. Il y a, si l'on décompose l'opération de la manière suivie pour la perception de la taxe sur les opérations de bourse en général, quatre éléments imposables : un achat, une vente, un rachat, une revente.

Ce procédé de décomposition aboutit à des résultats inadmissibles, car le report constitue, en définitive, une opération unique et indivisible tendant à différer l'exécution d'un marché.

Si l'on considère que le report intervient entre deux parties contractantes entre lesquelles se place un intermédiaire, l'agent de change, et si l'on s'inspire de l'économie de la législation du 30 août 1913 qui organise la perception de la taxe sur les opérations de bourse, on en arrive nécessairement à la conception du projet de percevoir un droit à charge de chacune des parties contractantes, droit qui couvre la double opération faite par chacune d'elles, et d'exonérer l'agent de change intermédiaire.

Le droit exigible à charge de chacune des parties contractantes est porté à 25 centimes par 1,000 francs par l'article 18 du projet et est calculé sur le montant total des sommes en capital et intérêts à acquitter par le reporté.

Il va de soi que si l'agent de change fait, pour son propre compte, la contrepartie de l'opération, il ne sera dû qu'une seule taxe, et que, dans l'hypothèse relativement fréquente où, pour trouver la contrepartie du report qu'il a consenti à son client, l'agent de change vend les titres au comptant à l'un et les rachète à terme à un autre, ceux-ci restent passibles, pour l'opération distincte qu'ils ont faite, du droit ordinaire de 1 franc par 1,000 francs établi sur les opérations au comptant ou à terme.

Si la taxe sur les reports a paru pouvoir être fixée à la somme extrêmement modeste de 25 centimes par 1,000 francs, c'est en considération de la courte durée que la pratique a assignée à ce genre de contrat. Mais le texte prend soin de stipuler qu'en cas de reports successifs, chaque renouvellement engendre une nouvelle taxe, et en disposant en ce sens, il s'inspire de la jurisprudence qui décide que chaque renouvellement constitue une opération nouvelle absolument indépendante de la convention primitive de report (arrêts de la Cour de cassation de France des 1^{er} mars 1897, 6 février 1901, 7 mai 1902, 28 octobre 1902, 30 juin 1909, *Dalloz* pér. 1897, I, 444; 1902, I, 575; 1903, I, 99; 1904, I, 86; 1910, I, 15).

Quant à la première des trois combinaisons exposées plus haut, c'est-à-dire celle où les parties prorogent à une nouvelle échéance l'exécution d'un marché à terme, l'article 18, antépénultième alinéa, l'assimile au report proprement dit. Les textes de la loi du 30 août 1913, qui prévoient notamment la délivrance obligatoire d'un bordereau timbré, sont rendus applicables.

* * *

L'article 23 du projet modifie le régime auquel les warrants sont assujettis par la législation sur le timbre.

Le warrant, aussi longtemps qu'il n'est pas séparé de la cédule, est un simple certificat constatant que le détenteur du titre a la propriété des marchandises déposées. Endossé séparément de la cédule, il devient l'instrument d'un prêt et présente tous les caractères d'un effet négociable.

Par application des principes généraux, le warrant et la cédule devraient être assujettis au timbre de dimension au moment de leur création, sauf exigibilité sur le warrant du droit proportionnel de 1 franc par 1,000 francs, établi sur les effets négociables, le jour où il est endossé. C'est le régime qui est en vigueur en France.

Dans notre pays, l'article 11 de la loi du 24 mars 1891, qui se borne à reproduire sur ce point l'article 22 de la loi du 18 novembre 1862, a soumis les warrants et les cédules à un droit de timbre fixe de 25 centimes.

Nous pensons que tout en maintenant ce droit de timbre fixe exigible au moment de la création du warrant et de la cédule, il y a lieu, dans le cadre des autres dispositions du projet relatives aux obligations de sommes, de percevoir sur le warrant, lorsqu'il devient le titre d'une avance de fonds, un léger droit proportionnel. Nous vous proposons de fixer ce droit à 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs, c'est-à-dire au quart du droit dû sur les effets négociables en général.

* . *

Il a été proposé plus haut (voir articles 1 et 2) de porter au double le droit de timbre sur les actions et obligations des sociétés belges. Le droit de timbre sur les titres étrangers paraît pouvoir être rehaussé dans la même mesure : il serait ainsi porté à 2 francs par 100 francs. Toutefois, le Gouvernement croit devoir apporter à cette réforme trois correctifs :

1° Afin de ne pas surcharger les titres dépréciés et les coupures et scripts d'un faible montant, le droit serait réduit à 50 centimes pour les titres dont la valeur ne dépasse pas 25 francs et à 1 franc pour ceux dont la valeur dépasse 25 francs sans excéder 50 francs.

2° Sous l'empire de la législation actuelle, le droit de timbre sur les titres étrangers se calcule pour les obligations sur le capital nominal et pour les actions ou parts d'intérêts sur le capital nominal ou sur le taux d'émission si celui-ci est supérieur au capital nominal; ce n'est qu'à défaut de l'une de ces bases que le droit est liquidé sur la valeur réelle des titres à déclarer sous le contrôle de l'administration. Ce mode de perception a donné lieu à de fréquentes et légitimes réclamations. D'une part, en effet, la valeur nominale d'un titre n'est pas en rapport, le plus souvent, avec la valeur réelle au jour du timbrage. D'autre part, la recherche du taux d'émission, lorsqu'il y a eu plusieurs émissions d'une même catégorie de titres, donne lieu à de réelles difficultés. Aussi le Gouvernement a-t-il pensé que le mieux serait de prendre comme base de perception la valeur réelle du titre, au jour du timbrage, d'après le dernier prix-courant publié par le Gouvernement, et, pour le cas où le titre ne serait pas coté au prix-courant, la valeur réelle à déclarer par les intéressés, sous le contrôle de l'administration.

3° Enfin, le Gouvernement vous propose de supprimer, ainsi que cela a été souvent demandé, le droit de timbre qui est actuellement perçu sur les feuilles de coupons. Dans une action ou obligation, le principal est évidemment le titre, la feuille de coupons représentative des intérêts du capital étant l'accessoire. Il ne se conçoit guère que l'on perçoive un droit sur le principal, le titre, et un autre droit sur l'accessoire, la feuille de coupons. Cette double perception est contraire à l'adage, d'application constante en matière d'impôt, *non bis in idem*.

Les articles 24 et 27 du projet modifient la législation en vigueur sur ces différents points.

* . *

Le Gouvernement propose de frapper d'une taxe de 40 centimes par 1,000 francs toute opération de vente ou d'achat de devises ou monnaies qui est effectuée, pour leur compte personnel ou pour le compte de tiers, par des

banquiers, agents de change ou autres professionnels se livrant habituellement à pareilles opérations.

Cette taxe s'appliquera non seulement aux opérations conclues par le professionnel avec un particulier, mais aussi aux opérations entre deux professionnels; elle s'étendra aux ventes et aux achats effectués par le professionnel belge avec l'étranger, y compris les achats et les ventes de francs belges effectués sur une place étrangère; les arbitrages de devises contre devises seront également atteints. Le simple encaissement, sans transformation, de chèques en monnaies étrangères dont le montant serait porté au crédit d'un compte ouvert en ces mêmes monnaies ne sera pas soumis à l'impôt, pas plus que les prélèvements effectués par virements ou par chèques sur les comptes en devises ouverts en Belgique.

La taxe sera due par le professionnel tant pour les opérations d'achat que pour les opérations de vente conclues par lui pour son compte ou pour le compte de ses clients. Ainsi lorsqu'un banquier interviendra entre deux particuliers dont l'un est vendeur et l'autre acheteur de change, il acquittera deux fois la taxe : une fois pour l'achat, une seconde fois pour la revente. Si deux professionnels sont intervenus pour une cession de change d'un particulier vendeur à un autre particulier acheteur, chaque professionnel acquittera deux fois la taxe chacun d'eux ayant effectué un achat et une vente. Si le banquier achète des devises à l'étranger, il paiera la taxe sur cet achat et, ensuite, sur la vente des mêmes devises; s'il fait à l'étranger des arbitrages sans passer par le franc belge, par exemple s'il vend des florins à Paris contre des dollars, il acquittera deux fois la taxe savoir, sur la vente des devises sorties et sur l'achat des devises rentrées.

Le courtier en change, s'il ne vend ni n'achète pour son compte aux particuliers, mais se borne à mettre en contact un professionnel et un particulier ou deux professionnels, sans autre bénéfice qu'un courtage et sans différence de cours, n'est pas astreint au paiement de l'impôt.

La taxe sera acquittée, d'après l'article 28 du projet, sur le montant total des diverses opérations effectuées dans le courant de chaque journée.

Par arrêté royal, le Gouvernement règlera le mode de perception de la taxe et, aussi longtemps que sera maintenu le contrôle sur l'importation, l'exportation et le transit des valeurs qui est établi par l'arrêté royal du 10 août 1923 (*Moniteur* du 11 août 1923, n° 223), il adaptera la perception de la taxe à la réglementation existant en cette matière.

* * *

Les lois d'impôts et spécialement les lois sur le timbre sont, en règle générale, scrupuleusement observées par les établissements sérieux qui placent la correction et la loyauté au-dessus des avantages pécuniaires que peut présenter, pour eux ou leurs clients, le recours à des pratiques illicites. Mais très justement ces établissements demandent que la loi soit égale pour tous et qu'une question d'ordre fiscal ne vienne pas rompre le jeu naturel de la concurrence. De son côté, le Gouvernement estime qu'il est absolument nécessaire de donner à l'Administration de l'Enregistrement le droit de s'assurer du respect de la loi du timbre chez les banquiers, agents de change, changeurs et agents d'affaires, mais que l'exercice de ce droit doit être entouré des plus grandes garanties. Ce qu'il

importe de réaliser, c'est un système qui crée pour l'administration la possibilité d'intervenir efficacement en tout temps là où la chose se révèle comme nécessaire. Il ne s'agit donc point d'organiser un contrôle permanent qui entraînerait l'intrusion des agents fiscaux dans les affaires de banque et de bourse, il s'agit simplement de prévoir une intervention exceptionnelle. Divers textes en vigueur, dont l'application n'a jamais soulevé la moindre critique, ont déjà réalisé la même conception. L'article 19 de la loi du 30 août 1913, l'article 33 de la loi du 11 octobre 1919 et l'article 20 de celle du 10 août 1923 subordonnent le droit d'intervention de l'Administration de l'Enregistrement à une autorisation spéciale délivrée par le chef de cette administration. C'est à cette formule sage que recourt le projet.

TITRE II.

Droits d'enregistrement et d'hypothèque.

L'article 18, 3^e de la loi du 28 août 1921 a exonéré du droit proportionnel d'enregistrement de fr. 0.30 %, établi sur les mainlevées d'inscriptions hypothécaires, « les actes ne portant mainlevée d'une inscription hypothécaire que sur une partie des biens grevés, si le créancier réserve expressément dans l'acte ses droits personnels ».

Cette disposition ne visant par son texte que les actes portant mainlevée *partielle* d'une inscription, il s'ensuit que, dans le cas où une créance est garantie par plusieurs inscriptions hypothécaires, *tout* acte par lequel le créancier — même s'il réserve expressément ses droits personnels — donne mainlevée *totale* de l'une de ces inscriptions, est passible du droit de fr. 0.30 % sur le montant de la créance et de ses accessoires, quelque minime que soit la valeur des biens dégrevés (voy. art. 16 de la dite loi).

Un pareil système est de nature à entraîner un cumul de perceptions qui peut être fort onéreux pour le contribuable.

Aussi le Gouvernement propose-t-il de modifier le texte de la disposition légale susvisée de façon à faire bénéficier de l'immunité du droit proportionnel toute mainlevée d'une inscription, qu'elle soit totale ou partielle, du moment que le créancier réserve expressément ses droits personnels et que la mainlevée ne porte que sur une partie des biens grevés.

*
* * *

Tel est le but de l'article 34 du projet.

L'article 3 de la loi du 30 août 1913 modifiant le régime fiscal de l'ouverture de crédit a assimilé ce contrat, pour la perception du droit d'enregistrement, au prêt de sommes d'argent : d'où la conséquence que le droit proportionnel est exigible lors de l'enregistrement de l'acte, sans attendre la réalisation du crédit.

Dans la logique de cette conception, comme aussi dans la pensée des promoteurs de la loi, la perception immédiate de l'impôt devait s'appliquer non seulement au droit dû sur le contrat d'ouverture de crédit, mais aussi sur les garanties fournies par des tiers pour assurer l'exécution de ce contrat.

La jurisprudence s'étant prononcée en sens contraire par le motif que l'ar-

ticle 3 de la loi du 30 août 1913 vise uniquement le contrat d'ouverture de crédit sans faire allusion au cautionnement presté à la garantie des engagements du crédité, nous estimons qu'il y a lieu de modifier le texte du dit article 3 pour lui donner la portée qu'il doit logiquement avoir et qui, nous le répétons, était dans les vœux du Gouvernement en 1913. Tel est l'objet de l'article 35 du projet.

* * *

La loi du 6 août 1887 avait frappé les baux d'un droit d'enregistrement de fr. 0.20 % qui se percevait sur le prix cumulé de toutes les années du bail et sur les charges imposées au preneur; le droit était de 0.40 % pour les baux de 27 ans et plus, les baux à vie et ceux à durée illimitée.

Le législateur réduisit, en 1913, les droits à des taux des plus minimes, savoir :

- fr. 0.50 pour les baux dont le prix annuel ne dépasse pas 500 francs ;
- fr. 1.00 si le prix dépasse 500 francs sans excéder 2,000 francs ;
- fr. 2.00 si le prix dépasse 2,000 francs sans excéder 10,000 francs ;
- fr. 3.00 si le prix dépasse 10,000 francs.

Ces taux ont été portés au double par la loi du 28 août 1924, art. 6. Ils sont donc aujourd'hui respectivement de 1, 2, 4 et 6 francs.

Vu les besoins du Trésor, le Gouvernement a pensé qu'on pourrait relever le droit d'enregistrement en en revenant au tarif proportionnel. Il vous propose de fixer ces droits respectivement à fr. 0.25 % pour les baux ne dépassant pas neuf ans, c'est-à-dire les baux d'une durée normale, et de fr. 0.50 % pour les baux de plus de neuf ans. Pour les baux de chasse et de pêche (objets de luxe) le droit serait fixé dans tous les cas à 1 franc par 100 francs.

Les articles 36 à 42 réalisent cette réforme.

* * *

Les bois sur pied ayant la nature d'immeubles, le droit de mutation doit, en cas de vente d'une propriété boisée, être payé sur la valeur tant du bois que du sol, au taux fixé pour les transmissions immobilières.

Pour éluder ce droit sur la valeur du bois, on a recours au procédé suivant : le propriétaire vend par un acte ostensible le fond en se réservant le bois; ensuite, il vend celui-ci à l'acquéreur du sol, lequel n'est astreint du chef de cette acquisition qu'à la taxe de transmission (1 %); et si même les parties dressent un acte authentique pour constater la transmission du bois, cet acte n'est sujet qu'au droit d'enregistrement établi sur les transmissions *mobilières* (arrêt cass. b., 25 octobre 1860, *Pas.*, p. 371).

L'article 20 de la loi du 31 mai 1824 permet à l'Administration de déjouer la fraude lorsque l'acquisition du bois a précédé l'acquisition du fonds. Cet article, en effet, dispose : « Si celui qui a acquis par acte entre vifs la propriété de bois sur pied, acquiert dans l'intervalle des dix-huit mois suivants et avant que les bois ne soient entièrement abattus, la propriété du sol, il sera tenu de payer le droit d'enregistrement au taux fixé pour les mutations immobilières, sur la valeur de l'intégralité du bien, d'après la nature de la transmission, tant du bois

que du sol, à peine du double droit, sauf déduction toutefois du droit qui aura été perçu précédemment à raison de l'acquisition des bois. »

Mais le dit article ne prévoit pas l'hypothèse contraire : celle où l'acquisition du fonds a précédé l'acquisition du bois.

Nous estimons qu'il y a lieu de compléter l'article 20 susvisé de manière à mettre fin aux abus que nous venons de signaler. Tel est l'objet du premier alinéa de l'article 43 du projet.

Le deuxième alinéa du dit article a pour but d'enrayer la fraude qui consiste à éluder le droit de mutation immobilière exigible sur les objets immobilisés par destination en cas de transmission à la même personne d'un établissement industriel et des objets servant à son exploitation.

*
*, *

Par les articles 44 à 47, le Gouvernement propose d'apporter certaines modifications aux règles qui régissent, quant au droit d'enregistrement, les titres de valeurs de bourse et les actes qui ont pour objet de constater la cession de ces valeurs.

Ces règles sont rendues particulièrement compliquées par la diversité des régimes auxquels les titres et les actes en question sont assujettis par la législation actuelle. De plus, dans certains cas, sur le terrain de l'équité, elles prêtent à des critiques auxquelles il convient de les soustraire.

Le projet de loi ne tend qu'à remédier à ce double reproche. Le Gouvernement n'attend des dispositions nouvelles aucun supplément de ressources; peut-être même celles-ci se traduiront-elles dans l'ensemble par un léger dégrèvement.

Titres. — Sont actuellement exemptés de la formalité de l'enregistrement les titres de la Dette publique belge et congolaise et les actions émises par les sociétés dont le siège est en Belgique. On considère aussi comme exemptés de la formalité, à la faveur du texte qui exonère les actions, les obligations au porteur émises par les sociétés qui ont leur siège en Belgique.

Quant aux autres titres, ils sont assujettis à l'enregistrement lorsqu'il en est fait usage soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée (art. 23 de la loi du 22 frimaire an VII).

Dans cette éventualité on applique :

Aux obligations au porteur des provinces et des communes belges ainsi qu'aux obligations de sociétés étrangères le droit de fr. 0.80 %;

Aux obligations nominatives de sociétés belges le droit de fr. 1.80 %;

Et le droit fixe de 5 francs aux titres de la Caisse d'annuités dues par l'Etat, aux obligations nominatives des provinces et des communes belges et du Crédit communal de Belgique, aux titres d'emprunts d'Etats étrangers, de provinces et communes étrangères et aux actions de sociétés étrangères.

Enfin les obligations de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux sont enregistrables gratis.

Le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu de généraliser l'exemption de la formalité de l'enregistrement en l'étendant à tous les fonds publics belges et étrangers, nominatifs ou au porteur, et notamment aux titres de la Dette publique belge et congolaise, y compris ceux de la Caisse d'annuités dues par l'État, aux titres d'emprunt émis par les provinces et les communes tant du pays que de l'étranger et par les gouvernements étrangers, les actions et obligations nominatives ou au porteur des sociétés ou collectivités belges ou étrangères, les certificats d'actions ou d'obligations nominatives.

Il est entendu que le projet n'entend pas comprendre dans sa nomenclature les actes qui ont pour objet de constater des emprunts individuels contractés par une administration publique ou une société envers telle ou telle personne déterminée.

Actes portant cession à titre onéreux des susdits titres. — TAUX DU DROIT. — L'enregistrement de ces actes est actuellement soumis au droit de fr. 3.50 % lorsqu'ils ont pour objet des titres de rentes de l'État belge ou d'États étrangers, au droit de fr. 1.80 % lorsqu'ils ont trait à des obligations à terme des mêmes États, d'obligations de provinces, communes ou sociétés belges ou étrangères. Toutefois, si la cession a lieu par adjudication publique, les droits de fr. 3.50 % et de fr. 1.80 % sont réduits à fr. 0.80 % pour les titres d'États étrangers, de provinces, communes ou sociétés étrangères. D'autre part, le droit est de fr. 0.80 % pour les cessions d'actions de sociétés belges ou étrangères. Il est de 5 francs fixe pour les cessions de titres de la Caisse d'annuités dues par l'État.

Le projet fait table rase de ces difficultés en soumettant tous les actes de vente de fonds publics, sans distinction ni exception, au droit établi par l'article 69, § 3, n° 3, de la loi du 22 frimaire an VII pour les cessions de créances en général, droit qui s'élève à fr. 1.80 %.

Ce taux sera appliqué non seulement aux cessions d'actions dans les sociétés par actions, mais aussi à celles de parts dans les sociétés de personnes et, plus généralement, dans toutes sociétés ou associations jouissant de la personnalité civile.

BASE DU DROIT. — Sous le régime actuel, la base du droit sur les actes de cession de fonds publics varie également suivant de nombreuses distinctions. Si la vente a lieu par adjudication publique, le droit se calcule dans tous les cas sur le prix et les charges stipulés. Si elle a lieu de gré à gré, l'impôt est liquidé, savoir :

Pour les cessions de rentes ou obligations de l'État belge, de provinces, communes ou sociétés belges, sur le capital nominal ou sur le taux d'émission s'il est inférieur au capital nominal, sans égard au prix stipulé ;

Pour celles d'actions de sociétés belges, sur le prix stipulé ;

Pour celles de titres d'obligations d'États étrangers, provinces, communes ou sociétés étrangères, sur leur valeur telle qu'elle résulte de leur cotation au prix-courant publié par le Gouvernement belge, et, lorsqu'elles ne figurent pas au

prix-courant, sur leur capital nominal ou leur taux d'émission s'il est inférieur au capital nominal;

Pour celles d'actions de sociétés étrangères, sur la valeur des titres d'après leur cotation au prix-courant et, à défaut, sur le prix stipulé.

On le constate, dans plusieurs cas le droit à percevoir est liquidé, quels que soient la valeur du titre et le prix convenu, sur le capital nominal ou sur le taux d'émission s'il est inférieur à ce capital. Or, la dépréciation subie en ces dernières années par la plupart des titres d'emprunts d'États, de provinces, communes et sociétés, tant belges qu'étrangers, rend cette perception particulièrement onéreuse pour le contribuable.

Pour faire disparaître cette injustice, comme aussi dans un but de simplification, le projet de loi, disposant pour tous les fonds publics en général, de même que pour les parts dans toutes sociétés possédant la personnification civile, stipule que le droit est liquidé sur le montant du prix et des charges, sans que la base de l'impôt puisse être inférieure à la valeur qui serait fixée par le dernier prix-courant publié par le Gouvernement belge avant la date de l'exigibilité du droit.

Actes portant cession à titre gratuit. — Ces actes tombent sous l'application du tarif établi pour les donations en général.

Relativement à la base du droit, la législation actuelle prête à la même critique qu'en ce qui concerne la base de perception des actes portant cession à titre onéreux. En effet, sauf pour les actions de sociétés, la base du droit de donation des fonds publics est déterminée par le capital nominal ou par le taux d'émission, s'il est inférieur au capital nominal.

L'article 46 du projet dispose que le droit d'enregistrement sur les donations entre vifs des fonds publics est liquidé sur la valeur fixée par le dernier prix-courant, publié par le Gouvernement belge avant la date de l'exigibilité et, à défaut, sur la valeur à déclarer par les parties sous le contrôle de l'Administration.

L'article 47 du projet, qui renferme des dispositions préventives de la fraude, ne nécessite aucun commentaire.

. . .

D'après la législation existante, les cessions de navires et de bateaux sont assujetties à la taxe de transmission de 1 %. Si, après avoir acquitté cette taxe, les parties jugent à propos de constater leur convention, soit par un acte authentique, soit par un acte sous seing privé, qu'elles soumettent à la formalité de l'enregistrement, il est en outre perçu au profit du Trésor un droit d'enregistrement de mutation de 1 %.

Cette double perception est injustifiable. Aussi le Gouvernement a-t-il pensé qu'il importait de modifier le régime en vigueur.

Que fallait-il faire dans cet ordre d'idées?

Il est certain que les navires et bateaux ne peuvent pas être assimilés aux meubles ordinaires; ils constituent parmi les meubles une catégorie très spéciale;

on peut même dire qu'ils se rapprochent beaucoup plus des immeubles si l'on considère, d'une part, que la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » ne leur est pas applicable et, d'autre part, que comme les biens immeubles ils sont susceptibles d'hypothèque.

Cela étant, le Gouvernement a pensé qu'il conviendrait de soustraire les cessions de navires et bateaux à la taxe de transmission. Par contre, s'inspirant de ce qu'a fait antérieurement le législateur pour les transmissions d'immeubles et pour les cessions de fonds de commerce et de clientèle, il a estimé qu'il serait expédient de rendre obligatoire, dans un délai prefix, l'enregistrement des actes sous seing privé portant cession de navires et bateaux (voir article 48 et suivants du projet).

Le taux du droit d'enregistrement actuellement perçu pourrait sans inconvénient être fixé à 2 %. Ce taux n'a absolument rien d'excessif si on le compare au droit de fr. 3.50 %, actuellement exigible sur les cessions de fonds de commerce ainsi qu'au droit de 8 % auquel sont assujetties les transmissions immobilières. Au surplus, nous avons la conviction que ce droit de 2 % ne peut en aucune façon entraver le trafic maritime et fluvial.

Nous signalons qu'en France le droit d'enregistrement sur les cessions de navires et de bateaux a été porté à 5 % par la loi du 25 juin 1920.

L'obligation de faire enregistrer dans un délai déterminé tous les actes portant transmission de navires et de bateaux aura cet heureux résultat d'assurer la publicité des dits actes, publicité qui est indispensable si l'on veut asseoir, comme il convient, le crédit fluvial et maritime. Actuellement, l'inscription à la conservation des hypothèques des actes translatifs des navires et bateaux n'a pas lieu dans la plupart des cas, parce qu'elle doit nécessairement être précédée de l'enregistrement de l'acte et que cette dernière formalité oblige l'acquéreur à verser au Trésor le droit proportionnel de mutation. Si la formalité de l'enregistrement est rendue obligatoire, les acquéreurs n'auront plus aucun intérêt à ne pas faire inscrire leur titre de propriété à la conservation des hypothèques et on peut tenir pour certain que cette inscription ne tardera pas à devenir la règle.

On remarquera que le projet vise non pas tous les navires et bateaux qui, au moment de la mutation, se trouveraient dans les eaux belges, mais seulement les bâtiments qui peuvent en quelque sorte être considérés comme portion du territoire national, c'est-à-dire, pour les navires de mer, ceux qui naviguent ou sont destinés à naviguer sous pavillon belge (voir art. 3 de la loi du 10 février 1908 sur la navigation maritime et la navigation fluviale); en ce qui concerne les bateaux d'intérieur, qui eux ne portent pas de pavillon, nous nous sommes rattachés, à défaut d'autres éléments caractéristiques de leur situation, au domicile des parties contractantes.

. * .

Sous l'empire de la législation actuelle, les autorisations d'addition à un nom patronymique donnent lieu à la perception d'un droit d'enregistrement de 300 francs; il n'est dû qu'un seul droit, quel que soit le nombre des membres d'une même famille à qui l'autorisation est accordée par le même arrêté royal.

Le Gouvernement a pensé que la faveur qui s'attache au permis d'addition à un nom de famille justifie l'augmentation dans une forte proportion du droit actuellement perçu : il vous propose de porter ce droit à 5,000 francs et de décider qu'un droit sera dû par chaque bénéficiaire de l'autorisation.

Par contre, le permis de *changer* de nom de famille, qui actuellement est soumis également au droit d'enregistrement de 300 francs, nous a paru trop lourdement frappé. Le plus généralement, la personne qui demande à substituer un nom à celui qu'elle porte n'agit pas par caprice ou vanité, mais obéit à de bonnes raisons. Aussi le Gouvernement vous propose-t-il de réduire le droit à 100 francs, sous cette réserve que, comme pour les autorisations d'addition à un nom de famille, il serait dû un droit par chaque bénéficiaire.

Tel est l'objet des alinéas 1 et 2 de l'article 56 du projet.

Les concessions de titres de noblesse sont actuellement assujetties à un droit d'enregistrement de 1,000 francs. Nous vous proposons de le porter à 5,000 francs comme les permis d'addition à un nom de famille.

En outre, afin de couvrir les frais qu'entraîne pour l'État la Direction de la Noblesse, le Gouvernement se propose d'établir sur les reconnaissances et les concessions en matière de noblesse, des droits de chancellerie qui, dans sa pensée, seraient gradués d'après l'importance des faveurs nobiliaires accordées. Le dernier alinéa de l'article 56 du projet donne au Gouvernement la délégation nécessaire à cette fin, ainsi que cela a été fait par la loi du 28 juillet 1849 pour les droits de chancellerie à percevoir du chef des visas de passeports et des légalisations de pièces.

L'article 57 a pour but de relever de 1,000 à 2,000 francs le droit d'enregistrement sur la grande naturalisation.

Le quatrième alinéa du dit article 57 instaure un droit modéré sur les déclarations acquiesitives de la qualité de belge, lorsque ces déclarations sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire.

Les facilités données périodiquement à certaines catégories d'étrangers par la réouverture des délais légaux d'option de patrie, leur font éviter la voie beaucoup plus longue et plus difficile de la naturalisation.

Les lois actuellement en vigueur entourent la plupart de ces déclarations de formalités et de garanties tout à fait justifiées, mais dont l'observation entraîne l'intervention à multiples reprises de diverses autorités judiciaires et administratives.

Il en résulte, pour l'État, des frais considérables qu'il est logique et juste de faire supporter par les étrangers qui en profitent. Cependant il convient d'exempter de ce droit nouveau les comparants qui justifient de leur état d'indigence.

TITRE III.

Droit de greffe.

Le titre III du projet, qui est relatif à l'établissement d'un droit proportionnel de greffe sur la mise au rôle des causes contentieuses dans les cours et tribunaux, est la reproduction du projet de loi qui a été déposé à la séance de la Chambre

des Représentants du 11 mai 1920, et qui est devenu caduc par l'effet de la dernière dissolution des Chambres.

Le nouveau projet ne diffère du premier que sur les points suivants : le taux du droit proportionnel à percevoir, au lieu d'être différentiel selon les tribunaux devant lesquels le litige est porté, est le même dans toutes les juridictions (art. 58); la perception s'effectue, non pas de 1,000 en 1,000 francs, mais de 100 en 100 francs (art. 59); enfin, le droit minimum exigible a été quelque peu rehaussé, sous cette réserve toutefois que le minimum à percevoir dans les tribunaux de commerce, qui sont souvent appelés à connaître d'affaires peu importantes, a été fixé comme dans les justices de paix.

Pour le surplus, le Gouvernement se réfère à l'exposé des motifs qui accompagnait le premier projet (*Doc. parl.*, n° 271), et il vous prie de vouloir bien vous y reporter.

* * *

La Commission technique pour l'étude des services administratifs de l'État, après enquête dans les greffes des tribunaux, a conclu à un vaste programme de réformes, au nombre desquelles figure la réorganisation de la perception des droits de greffe.

Le Ministère des Finances, dans la mesure où la chose le concerne, est décidé à entrer dans les vues de la Commission.

A cette fin, il propose :

1° La perception des droits de greffe au moyen de timbres adhésifs et, pour faciliter ce mode de perception, il ramène à fr. 1.50 et à 1 franc deux droits s'élevant actuellement à fr. 1.70 et à fr. 1.06 ;

2° L'augmentation du nombre de syllabes que peut contenir un rôle d'expédition. Il est à remarquer que les taux relevés qui sont proposés à l'article 67, représentent exactement les droits actuels pour la même quantité de syllabes.

TITRE IV.

Disposition commune aux droits de timbre, d'enregistrement et de greffe.

La loi du 23 octobre 1919 sur le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerciale et industrielle a, notamment, organisé une procédure simple pour le recouvrement des facturés ne dépassant pas 500 francs.

Le législateur voulant que cette procédure fût peu coûteuse disposa dans l'article 23 : « Tous les droits et salaires dus à raison des procédures prévues à la présente loi sont réduits de moitié ».

Bien que la procédure instituée par la susdite loi réalise une économie notable sur les frais des instances ordinaires, il reste que cette loi n'a pas donné ce qu'en attendaient ses promoteurs et ce par la raison que les droits de timbre, d'enregistrement et de greffe exigibles sur les divers actes de la procédure, quoique réduits de moitié, sont encore trop élevés dans l'ensemble.

D'autre part, le régime fiscal créé par l'article 25 susvisé ne cadre pas avec l'économie générale de nos lois d'impôts. Notamment, la perception de droits de timbre réduits de moitié est de nature à présenter de graves inconvénients dans la pratique.

Aussi le Gouvernement a-t-il pensé qu'il était désirable, tant dans l'intérêt du service que dans l'intérêt des contribuables, de reviser le texte du dit article 25.

Tel est le but de l'article 69 du projet de loi, dont la caractéristique est la suivante : les faveurs fiscales, au lieu de s'étendre à tous et à chacun des actes des procédures organisées par la loi du 25 octobre 1919 et au lieu de porter sur la moitié seulement des droits exigibles d'après les principes généraux, sont limités à certains des dits actes, mais comportent l'immunité absolue, les autres actes restant placés sous le régime du droit commun.

TITRE V.

Droit de succession.

En vertu de l'arrêté royal du 29 décembre 1843, le prix courant des effets publics, actions et intérêts est publié le mardi de chaque *semaine*, dans le *Moniteur belge*. Et par application de l'article 11, litt. *D* de la loi du 27 décembre 1817, ce prix courant sert de base à la perception des droits de succession exigibles sur les dits effets en suite des décès survenus dans les *sept jours* qui précèdent celui de l'insertion du prix courant au journal officiel.

La publication hebdomadaire du prix courant entraîne pour l'État, dans les circonstances actuelles, une dépense assez élevée. D'autre part, on n'aperçoit pas l'utilité qu'il y a pour le Trésor à ce que cette publication ait lieu chaque semaine. Il semble qu'il n'y aurait aucun inconvénient à faire une seule insertion *par mois* au *Moniteur*. Cette insertion pourrait avoir lieu le premier mardi de chaque mois; un arrêté royal réglerait ce point. Pour la perception des droits de succession, la valeur des fonds publics serait déterminée par le prix courant publié pendant le mois au cours duquel est survenu le décès.

Cette réforme donnerait satisfaction à ceux qui pensent que la base de la perception des droits de succession sur les effets publics serait plus judicieusement établie si elle représentait le cours moyen des opérations faites en bourse, non pas au cours d'une semaine, mais pendant une période un peu plus longue.

Le premier alinéa de l'article 70 du projet modifie la législation en vigueur sur ce point.

La modification proposée à la loi du 27 décembre 1817 sur le droit de succession entraîne une légère modification à la loi du 25 mars 1876 sur la compétence. Tel est l'objet du deuxième alinéa du dit article.

. . .

L'article 3 de la loi du 27 décembre 1817 accorde au Trésor public, pour garantir le paiement des droits de succession, un privilège général sur tous les biens meubles délaissés par le défunt.

Le régime établi par cette disposition a été complété par l'article 24 de la loi du 17 décembre 1851 : voulant empêcher la personne *habitant l'étranger*, qui hérite dans une succession mobilière, de se jouer du privilège du fisc en vendant les meubles ou en les emportant sans avoir acquitté l'impôt, le dit article 24 lui impose l'obligation de fournir caution pour le paiement des droits de succession, frais et pénalités dont elle pourrait être tenue envers l'État; en outre, il défend aux juges de paix de procéder à la levée des scellés ainsi qu'à tous officiers publics de vendre des biens de la succession ou d'en dresser acte de partage avant qu'il leur soit justifié, par un certificat du receveur des successions, que l'héritier étranger s'est conformé à la loi.

L'expérience a démontré que l'article 24 précité sauvegarde mal les intérêts du Trésor. On a vu des successions importantes recueillies par des étrangers, dont l'actif se composait uniquement de dépôts en banque, qui ont complètement échappé au droit de succession. D'après les renseignements qui nous sont parvenus, le cas se présente fréquemment dans les cercles rédimés d'Eupen et de Malmédy.

Le mal provient de ce que l'article 24 de la loi du 17 décembre 1851, qui est conçu en termes trop limitatifs, laisse en fait aux étrangers, héritiers dans une succession ouverte en Belgique, la latitude d'emporter les valeurs mobilières que le défunt avait mises en dépôt ou placées dans un coffre-fort en banque, sans avoir fourni de garantie au Trésor. Le remède consiste à compléter l'article 24 susvisé en interdisant, avant la prestation du cautionnement prévu par cette disposition, non seulement la levée des scellés ainsi que la vente et le partage des meubles dépendant de la succession, mais aussi :

1° La restitution ou le paiement par les banques et autres détenteurs ou débiteurs dénommés à l'article 29 de la loi du 11 octobre 1919 des titres, sommes ou valeurs délaissées par le défunt;

2° La prise de possession par les ayants droit des titres, sommes ou valeurs contenus dans un coffre-fort qui était tenu en location par le défunt chez une des personnes dénommées à l'article 30 de la même loi.

Tel est l'objet de la disposition de l'article 71.

TITRE VI.

Amendes pénales.

Aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 1, de la loi du 24 juillet 1921 établissant des décimes additionnels sur les amendes pénales, « le montant des amendes pénales prononcées par les cours et tribunaux en vertu des dispositions du Code pénal et des lois et règlements particuliers, est majoré de 20 décimes, sans que cette majoration modifie le caractère juridique de ces peines ».

Le Gouvernement estime qu'il y a lieu de porter la majoration à 30 décimes.

Des doutes se sont élevés sur le point de savoir si la loi du 24 juillet 1921 s'applique aux amendes portées par des lois ou règlements postérieurs.

Ils ont trouvé un écho, notamment dans un arrêt de la Cour de cassation du

17 juillet 1922, qui décide que la majoration ne s'applique pas à l'amende établie par la loi du 18 octobre 1921 sur l'obligation scolaire : la Cour n'invoque pas seulement les travaux préparatoires de cette dernière loi où s'exprime la volonté du législateur d'écarter en cette matière les décimes additionnels ; elle fait valoir, en outre, que la loi du 24 juillet 1921 n'aurait eu pour but, d'après son exposé des motifs, que de remédier à la diminution *actuelle* de la valeur de la monnaie et de restituer aux amendes pénales la valeur répressive qu'elles avaient lors de leur établissement. Cette argumentation porte à croire que la Cour considérerait éventuellement la loi du 24 juillet 1921 comme inapplicable à toutes les amendes portées par des lois ou règlements postérieurs.

Il importe de préciser que la majoration nouvelle s'appliquera à toutes les amendes pénales quelle que soit la date de la loi ou du règlement qui les aura établies : voici une loi de 1900 qui érige un fait en contravention et le punit d'une amende maxima de 25 francs ; le législateur estime que, dans les circonstances actuelles, cette amende doit être portée à 100 francs, sans que cette majoration implique une aggravation du fait lui-même ; celui-ci reste une *contravention*, avec toutes les conséquences qui en résultent, notamment quant à la compétence, à l'emprisonnement subsidiaire et à la prescription.

Voici, d'autre part, que le législateur, postérieurement à la présente loi, estime devoir punir un fait qui présente à ses yeux la même gravité et mérite la même répression ; si la majoration n'y était pas applicable, force serait d'édicter une amende de 100 francs, c'est-à-dire d'ériger ce fait, non en *contravention*, mais en *délit*, avec les conséquences légales qui en résultent : illogisme certain et source de complications le jour où l'on viendrait à modifier d'une façon générale le montant des amendes. Au contraire, toutes les amendes étant fixées par les lois pénales comme si l'argent n'était pas déprécié, et majorées d'après une même règle par une loi spéciale, aucune difficulté ne surgira le jour où la majoration serait abrogée ou modifiée.

Le Gouvernement vous propose, en conséquence, de marquer expressément que la majoration s'applique à toutes les amendes pénales, fussent-elles établies par des lois ou arrêtés postérieurs.

Il va de soi que, conformément aux principes généraux (art. 2 du Code pénal), la « majoration continuera à être de 20 décimes pour les amendes prononcées du chef d'infractions commises antérieurement à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, et postérieurement à la loi du 24 juillet 1921 ».

TITRE VII.

Taxe mobilière spéciale.

Ainsi que le Gouvernement l'a fait connaître dans la déclaration ministérielle, il estime que les nouveaux impôts doivent, en premier lieu, atteindre la richesse acquise.

La législation fiscale considère comme telle les biens immobiliers et les capitaux mobiliers. Pour les premiers, la contribution foncière est de 10 %, mais

elle s'augmente généralement d'additionnels provinciaux et communaux qui la portent en fait à 15 %. Si l'on considère que les communes peuvent, en outre, percevoir une taxe de voirie égale au dixième du revenu cadastral, on constate que celui-ci est souvent grevé à concurrence de $15 + 10 = 25$ %.

Cette charge ne peut normalement être dépassée, d'autant plus que les propriétaires supportent intégralement la supertaxe, tous leurs biens fonciers étant connus.

Il n'en est pas de même quant aux détenteurs de valeurs mobilières. On sait que la taxe mobilière est actuellement fixée à 15 % (10 % + 50 centimes additionnels au profit exclusif de l'État), sauf qu'elle est réduite à 12 % en ce qui concerne les revenus des obligations qui existaient au 28 mars 1923 (date de la loi qui a établi les dits additionnels), pour autant, bien entendu, que la société débitrice ne supporte pas l'impôt ou l'augmentation d'impôt.

Il serait inopportun d'aggraver la situation des porteurs d'obligations ou des titulaires de dépôts, qui ne jouissent que d'un intérêt fixe et souvent réduit. Mais un supplément d'imposition semble, en toute justice, pouvoir être réclamé aux détenteurs d'actions ou de parts y assimilées.

Ce supplément pourrait être obtenu par un simple relèvement du taux de la taxe mobilière sur les coupons, mais on n'atteindrait pas ainsi les détenteurs de titres (parts de fondateur, actions de jouissance, etc.) qui ne rapportent souvent qu'un minime dividende, bien que leur cours soit généralement très élevé à raison des perspectives d'avenir ou des réserves dissimulées par les sociétés.

Dans ces conditions, et à l'instar de ce qui se pratique en France depuis 1857, il paraît utile d'établir une taxe mobilière spéciale sur la valeur des actions ou parts dans les sociétés par actions ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif. Cet impôt est susceptible de produire environ 35 millions.

Aux termes de l'article 74, la taxe spéciale annuelle atteindra la valeur des actions ou parts y assimilées (part de réserves, actions de dividende, parts de fondateur ou tous autres titres, quelle que soit leur dénomination) dans les sociétés par actions ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif. Les obligations sont exclues du champ d'application de la loi parce que les porteurs de ces titres normalement rémunérés ne peuvent guère espérer d'autre plus-value que la prime, connue d'avance, qui sera, le cas échéant, assujettie à la taxe mobilière.

Le taux de la taxe sera de fr. 2 ‰, taux modéré qui sera perçu uniformément quelles que soient la source des revenus de la société ou la situation de ses établissements.

Le nouvel impôt devra, comme la taxe mobilière, être payé par la société, mais celle-ci aura la faculté d'en opérer la retenue sur les revenus de chaque catégorie d'actions ou parts, et ce nonobstant toute opposition des bénéficiaires à quelque nationalité que ceux-ci appartiennent. Il va de soi que si la société n'use pas de la faculté de retenir la taxe spéciale sur les revenus des actions ou parts, ce fait représentera pour les porteurs des titres un profit dont il y aura lieu de majorer le dividende éventuel en vue de l'application de la

taxe mobilière. Lorsque, par exemple, une société a payé 30 francs, à titre de taxe spéciale pour 1924 et 1925, sur la valeur des parts de fondateur et qu'elle attribue à celles-ci en 1926 un dividende de 80 francs qu'elle verse sans retenir la taxe spéciale, le porteur de semblable titre sera considéré comme s'étant vu attribuer un dividende de $80 + 30 = 110$ francs, total sur lequel la taxe mobilière ordinaire sera perçue.

La taxe spéciale ne sera toutefois pas due lorsqu'une société est en perte mais pour autant que l'avoir social soit inférieur au capital versé et non encore remboursé. Il ne paraît pas équitable d'atteindre le porteur d'un titre qui a perdu une partie de la somme versée pour l'acquérir, aussi longtemps qu'il ne se manifeste pas des signes de relèvement. Le fait pour une société de solder incidemment en perte, ne compromet pas définitivement la valeur de ses actions ou parts; de même, la circonstance de solder en bénéfice constitue pour une société dont le capital a été entamé par des pertes antérieures, un signe de relèvement. Pour ces raisons, l'exemption de taxe ne s'appliquerait que lorsque les deux facteurs défavorables se rencontrent simultanément: situation déficitaire et réduction de l'avoir social en dessous du capital versé et non remboursé.

Le § 4 de l'article 74 détermine ce qu'il faut entendre par valeur imposable des actions ou parts: c'est leur cours moyen en Belgique pendant les deux mois qui suivent celui de la clôture de l'exercice social; en d'autres termes, lorsqu'une société clôture son exercice le 15 août par exemple, le cours moyen à envisager est celui des mois de septembre et d'octobre. Le bilan est l'élément qui permet le mieux d'apprécier la valeur intrinsèque d'une entreprise; le cours du titre pendant la période qui suit la clôture de l'exercice social présente dès lors le maximum de garanties d'exactitude.

La procédure à suivre pour fixer le cours moyen sera réglée par arrêté royal; la Commission actuellement chargée d'arrêter chaque semaine le cours des valeurs qui sert de base à la perception des droits de succession, pourrait établir le cours moyen par mois; si les valeurs sont cotées dans différentes bourses belges, y compris celle de Bruxelles, le cours de celle-ci sera déterminant. A défaut de cours dans une bourse belge, il ne sera tenu compte des cours dans des bourses étrangères qu'à titre d'élément de comparaison.

En ce qui concerne les actions ou parts non cotées en bourse, la valeur imposable est fixée en égard à la valeur effective du capital investi à la clôture de l'exercice social; le capital investi est actuellement déjà déterminé pour toutes les entreprises en vue de l'application des impôts sur les revenus.

Les sociétés étant, en principe, redevables de la taxe, le § 5 de l'article 74 leur prescrit de déclarer les éléments nécessaires à l'établissement de l'impôt. Dans un but de simplification cette déclaration sera faite en même temps que celle concernant la perception de la taxe mobilière, c'est-à-dire dans les quinze jours qui suivent l'attribution ou la mise en paiement du dividende. S'il n'y a pas attribution de dividende, la déclaration devra être remise avant le 15 du troisième mois qui suit celui de la clôture de l'exercice social; dans le cas envisagé plus haut, clôture du bilan au 15 août, la déclaration devra, à défaut de dividende, être faite au plus tard le 15 novembre suivant.

Le § 6 de l'article 74 rend applicables, à l'égard de la taxe nouvelle, les dispositions légales concernant les déclarations, l'établissement des cotisations, le recouvrement, les pénalités, les réclamations, le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus et ce, bien entendu, pour autant que le projet ne déroge point aux dites dispositions.

La taxe mobilière spéciale sera appliquée pour la première fois aux sociétés dont les bilans seront clôturés à partir du lendemain de la publication de la loi.

TITRE VIII.

Taxe professionnelle.

ART. 75.

L'article 35 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus prévoit que la taxe professionnelle est perçue par tranches de revenu de 3,000 francs suivant des taux qui s'élèvent progressivement de 2 à 10 %.

Dans un but de simplification, il convient de faire varier cet impôt, comme la supertaxe, c'est-à-dire, par tranches de revenus de 3,000 francs, d'autant plus que désormais ces deux impôts pourront être perçus simultanément à charge des appointés, salariés, pensionnés, etc.

Pour éviter toute diminution importante du rendement de la taxe professionnelle, le taux initial de 2 % croîtrait de 1 %, et non plus de $\frac{1}{2}$ % par tranche de 3,000 francs de revenus.

Le tableau annexe A fait ressortir le montant de l'impôt dans le système actuel et dans celui qui est proposé.

On constate que ce dernier aura pour effet de diminuer apparemment la taxe de 5 ou 10 francs pour les revenus n'excédant pas 11,000 francs; mais, en fait, la diminution sera moindre parce que le nouveau système s'appliquera aussi pour le calcul de l'impôt correspondant au minimum exonéré.

Pour les revenus de 12,000 à 15,000 francs, il n'y aura aucun changement.

A partir de 16,000 francs de revenus, la taxe augmentera d'abord de quelques francs, puis de 15 à 225 francs environ pour les revenus n'excédant pas 45,000 francs.

En ce qui concerne les revenus supérieurs, l'augmentation sera uniformément de 240 francs.

Comme conséquence des modifications qui viennent d'être exposées, on propose de ne plus laisser aux redevables la faculté d'être cotisés par tranches de revenus fixées en fonction du capital investi. Ce régime avantage sans raison les sociétés qui se constituent d'importantes réserves et spécialement les sociétés en nom collectif dont les associés parviennent ainsi à échapper en partie à la supertaxe.

Supposons, à titre d'exemple, qu'une société en nom collectif dont le capital investi est d'un million réalise 200,000 francs de bénéfices; elle ne distribue que 125,000 francs à ses associés et affecte le restant ou 75,000 francs à la constitution d'un fonds de réserve ou de prévision quelconque. Sur les 125,000 francs

— qui leur sont attribués — les associés paieront à la fois les impôts cédulaires et la supertaxe; la société sera assujettie exclusivement aux impôts cédulaires sur la base des 75,000 francs de bénéfices réservés et ce par tranches égales au vingtième du capital investi soit $\frac{1,000,000}{20} = 50,000$ francs; la taxe professionnelle actuellement due par la société sera de 5 % sur la première tranche de 50,000 francs et de 6 % sur les 25,000 francs restants qui font partie de la seconde tranche de 50,000 francs. Elle atteindrait donc $2,500 + 1,500 = 4,000$ francs.

Le texte proposé tend à appliquer à cette société le régime du droit commun, c'est-à-dire à régler l'impôt par tranches de 5,000 francs, ce qui représenterait de 2 à 10 %, sur les premiers 45,000 francs et 10 % sur les 30,000 francs restants. La taxe s'élèverait ainsi à 5,700 francs, soit à 1,700 francs de plus qu'actuellement.

Les changements proposés en matière de taxe professionnelle procureront environ cinq millions.

TITRE IX.

Dispositions diverses.

Intérêts de retard.

ART. 76.

Le paragraphe 2 de l'article 59 des lois coordonnées modifié par l'article 10 de la loi du 20 août 1921, prévoit qu'un intérêt de 6 % sera perçu en cas de paiement tardif des impôts.

Le taux élevé de l'intérêt-procuré par certains placements, de même que l'appât des profits éventuels de spéculations incitent des redevables à reculer jusqu'au moment où ils y sont contraints, le paiement de leurs dettes fiscales, l'intérêt de retard qui leur est réclamé étant inférieur aux ressources qu'ils retirent ou escomptent de leurs placements ou spéculations.

D'autre part, des contribuables n'ayant pas de disponibilités suffisantes, préfèrent eux aussi retarder le paiement de leurs impôts plutôt que d'emprunter les sommes nécessaires, à un taux parfois sensiblement supérieur à celui de l'intérêt de retard.

Quel que soit le mobile qui guide les intéressés, les conséquences de pareille attitude sont les mêmes pour l'État, les provinces et les communes, dont la Trésorerie se trouve ainsi irrégulièrement alimentée.

Pour remédier à cet état de choses, le Gouvernement propose de porter de 6 à 8 % le taux de l'intérêt exigible en cas de paiement tardif des impôts directs et taxes y assimilées, y compris les impôts spéciaux sur les bénéfices de guerre et les bénéfices exceptionnels, non encore acquittés.

TITRE X.

Redevance sur les mines.

ART. 77 à 80.

Antérieurement à la Révolution française de 1789, les mines étaient régies par le droit régalien et leurs produits étaient soumis à l'impôt du dixième ⁽¹⁾.

La loi du 18 juillet 1791 proclama que « les mines sont à la disposition de « la nation », mais elle exagéra les droits des propriétaires de la surface et n'attribua au fisc aucune part du produit des mines.

La loi du 21 avril 1810 a été conçue dans un esprit différent; elle a établi une distinction bien nette entre la propriété de la surface et celle des gisements minéraux concessibles; elle a fait de ces derniers une propriété spéciale dont personne ne peut disposer jusqu'au jour où ils sont concédés; elle a donné au Gouvernement le droit de concéder ces gisements minéraux, d'en surveiller l'exploitation et de prélever une redevance fixe ainsi qu'une *redevance proportionnée au produit net de l'extraction*.

Déjà, au Conseil d'Etat, en 1810, il avait été reconnu que les mines étaient susceptibles de l'impôt, mais que celui-ci devait être *simple et modéré*; il avait été admis aussi *que l'impôt devait être une compensation des dépenses de l'Administration des mines*.

Ces principes furent consacrés par les articles 33 à 39 de la loi de 1810 : ceux-ci établirent une redevance fixe (10 francs par kilomètre carré de l'étendue de la concession) et une redevance proportionnelle aux produits des mines, mais limitée au maximum de 5 % du produit net (art. 34 et 35).

L'article 36 créa 10 centimes additionnels pour la constitution d'un fonds de non-valeurs et l'article 39 stipula que les dites redevances devaient former un fonds spécial à appliquer aux dépenses de l'administration des mines et à celles de recherches pour l'ouverture ou la mise en activité de mines nouvelles.

Le décret du 6 mai 1811 fixa la redevance proportionnelle à fr. 5 %, c'est-à-dire au vingtième, mais la loi du 27 décembre 1822, complétée par celle du 20 février 1833, réduisit le dit impôt à fr. 2 1/2 % du produit net de l'exploitation pendant l'année antérieure.

Ces dispositions restèrent en vigueur jusqu'en 1913, sauf que, conformément aux lois budgétaires et à la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, les deux redevances furent comprises au Budget des Voies et Moyens et confondues avec les autres revenus de l'État. Elles s'augmentaient de 25 centimes additionnels au profit du Trésor (loi du 20 décembre 1872), le fonds de non-valeurs ayant été supprimé à partir de 1873.

En fait, la redevance proportionnelle s'élevait donc à fr. $2.50 + \frac{2.50 \times 25}{100}$ = 3.125 % du produit net de l'extraction, indépendamment des additionnels provinciaux, tandis que le droit de patente des sociétés anonymes n'atteignait, au profit de l'État, que fr. 2 % plus 20 centimes additionnels, soit fr. 2.4 % des bénéfices.

(1) Cet impôt existait déjà en droit romain, si l'on s'en rapporte à une constitution de l'an 382.

Le produit net de l'extraction sur lequel portait la redevance était déterminé d'après certaines règles et pouvait différer et différerait, en fait, généralement des bénéfices commerciaux de l'entreprise.

Un régime spécial existait donc pour les mines.

La loi du 1^{er} septembre 1913, qui a établi la taxe sur les revenus et profits réels, a supprimé la redevance proportionnelle de l'État. Il en résulte que si l'on fait abstraction de la redevance fixe, laquelle est d'ailleurs très faible, les exploitants de mines sont actuellement soumis au régime ordinaire.

Cette situation est contraire aux intentions du législateur de 1810 et aussi à l'équité. L'exploitation des mines, outre qu'elle nécessite une administration spéciale, appauvrit le sol national et il n'est que juste qu'une partie des bénéfices résultant de l'extraction fasse retour à la collectivité; actuellement, les exploitants de mines ne supportent comme impôt spécial, que la redevance fixe qui s'élève, pour tout le pays, à 28,000 francs par an, chiffre évidemment dérisoire, si l'on considère qu'il y a 230,000 hectares exploités.

Diverses formules ont été suggérées pour remédier à cette situation.

D'aucuns ont préconisé l'établissement d'une taxe sur la quantité ou sur la valeur de l'extraction annuelle. Mais un tel impôt augmenterait le prix du combustible et aurait une grave répercussion sur les dépenses d'exploitation des chemins de fer. D'autre part, une taxe à la tonne ne tiendrait pas compte de la différence de productivité des gisements et un impôt sur le prix de vente, outre qu'il ferait le plus souvent double emploi avec la taxe de transmission, avantagerait les exploitants qui utilisent ou transforment le charbon dans des usines annexées à leurs charbonnages.

Une augmentation sensible de la redevance fixe, basée sur la superficie de la concession, ne paraît pas non plus recommandable, car elle atteindrait les exploitations déficitaires comme celles qui sont particulièrement rémunératrices.

Serait également peu pratique ou incompatible avec le nouveau système fiscal, tout impôt assis sur l'étendue des gisements *exploitables*.

Dans ces conditions, il semble que le moyen le plus simple de faire supporter aux exploitants de mines, un impôt supplémentaire en compensation de l'appauvrissement du sol national, serait de remplacer la redevance fixe par une redevance basée sur les bénéfices, distribués ou non, assujettis à la taxe mobilière ou à la taxe professionnelle.

Etant donné que certaines provinces et de nombreuses communes perçoivent des taxes sur l'extraction, taxes qui s'élèvent ensemble à environ 5 millions, on estime qu'il n'y aurait rien d'excessif à fixer à 5 % la nouvelle redevance des exploitants de mines, *y compris les parts des provinces et des communes*. Toutefois, le dit taux serait réduit ou augmenté de 2 %, lorsque les bénéfices par tonne extraite seraient respectivement inférieurs à 5 francs ou supérieurs à 10 francs.

Le nouvel impôt ne frapperait que les bénéfices *provenant de l'extraction*, à la condition que les intéressés justifient de leurs autres bénéfices par une comptabilité régulière.

Il serait entendu toutefois que les bénéfices imposables ne pourraient être inférieurs au produit net de l'extraction, déterminé pour la redevance proportionnelle due aux propriétaires de la surface et qui varie généralement de 1 à 3 %.

La redevance proposée serait assimilée en tous points à la taxe professionnelle, de sorte que seraient applicables en l'espèce, les dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus concernant les déclarations, les cotisations, les rôles, les réclamations et recours, les paiements et poursuites, ainsi que les privilèges et hypothèques.

Toutefois, le nouvel impôt étant une charge supplémentaire d'exploitation, il ne serait pas déduit de la taxe exigible en cas de distribution des bénéfices, sinon, en dernière analyse, les exploitants de mines ne paieraient pas davantage que les autres industriels.

On estime que la redevance proposée appliquée pour la première fois aux bénéfices de 1923 produirait de 13 à 14 millions de francs, ce qui, répartis sur la production totale de la Belgique, au cours de la dite année, représente 60 centimes par tonne.

Cette redevance serait acquise à l'État à concurrence de trois dixièmes, deux dixièmes seraient attribués à la province, et cinq dixièmes aux communes à raison des frais élevés que leur occasionnent les exploitations charbonnières. La répartition se ferait entre les provinces et les communes au prorata de l'exploitation nette sous leur territoire. Cette répartition serait établie pour tout le pays, de manière que les communes à charbonnages pauvres ou médiocres profitent de la situation prospère des autres charbonnages.

Un exemple précisera la portée de ce qui précède.

Un charbonnage n'ayant réalisé aucun bénéfice a, au cours d'une année, extrait 20,000 tonnes de houille sous le territoire d'une commune.

Les charbonnages du pays ont, d'autre part, réalisé des bénéfices tels que la redevance qu'ils auraient à payer, en vertu du présent projet de loi, représente 60 centimes à la tonne. La moitié, soit 30 centimes à la tonne, est attribuée aux communes.

La répartition se faisant entre toutes les communes sous le territoire desquelles on a exploité pendant la dite année, et au prorata des quantités extraites, la commune dont il s'agit recevrait $20,000 \times 0.30 = 6,000$ francs, alors qu'elle ne recevrait rien s'il n'était tenu compte que de la situation du charbonnage exploitant sous son territoire.

Mais les provinces et les communes ne pourraient établir des additionnels à la dite redevance. Il leur serait toutefois loisible de continuer à percevoir une taxe par tonne extraite, mais à la condition que cette imposition soit diminuée de leur part dans la nouvelle redevance sur les mines de l'année antérieure. Un exemple précisera également l'application de cette nouvelle disposition :

Un charbonnage qui n'a réalisé aucun bénéfice, a extrait, en 1923, 60,000 tonnes de houille sous le territoire d'une commune. Celle-ci a été autorisée à établir une taxe de fr. 0,50 par tonne de houille extraite sous son territoire.

En 1924, le charbonnage a payé de ce chef sur l'extraction réalisée pendant l'année 1923, $60,000 \times \text{fr. } 0,50 = 30,000$ francs de taxe.

Si en 1924, la nouvelle redevance, établie sur les bénéfices réalisés par les charbonnages du pays pendant l'année 1923 correspond à fr. 0,60 à la tonne, — la moitié, soit fr. 0,30 à la tonne revenant aux communes, — la part de la

commune dont il s'agit, serait de $60,000 \times \text{fr. } 0,30 = 18,000$ francs. Ces 18,000 francs seraient à soustraire de la taxe de 1925 basée sur l'extraction de 1924; par conséquent à supposer que l'importance de l'extraction reste la même, le charbonnage n'aurait plus à payer à la commune en 1925 que $30,000 - 18,000 = 12,000$ francs de taxe, soit fr. 0,20 à la tonne.

Cette mesure serait donc à l'avantage des charbonnages peu florissants, en ce sens que leurs charges fiscales seraient réduites en raison de l'impôt payé par les charbonnages prospères.

En résumé, le projet tend à accroître au profit de l'Etat, le rendement de la redevance sur les mines, mais à faire bénéficier aussi de l'augmentation, les provinces et les communes, ce qui ne pourra que contribuer à améliorer encore leurs finances.

Le projet aura aussi pour effet d'assurer une meilleure répartition des charges grevant les industries extractives.

TITRE XI.

Taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

ART. 81 A 84.

L'article 10 de la loi du 3 septembre 1913, qui a créé la taxe sur les spectacles cinématographiques, autorisait les provinces et les communes à établir sur cette taxe des additionnels à concurrence respectivement de 25 % et de 75 % au maximum, mais elle interdisait d'autres impositions provinciales ou communales sur ces spectacles; celles qui existaient furent abolies à partir du 1^{er} janvier 1914.

L'arrêté du 23 avril 1916 étendit le dit impôt à tous les spectacles ou divertissements publics et fixa à un huitième et à trois huitièmes du produit de la taxe la part attribuée respectivement aux provinces et aux communes, mais il leur permit d'établir des taxes spéciales, dont étaient toutefois déduites les parts susindiquées. D'assez nombreuses communes perçurent ainsi des taxes atteignant parfois des taux excessifs qui soulevèrent de nombreuses protestations, notamment des exploitants de cinémas. Aussi dans le projet devenu la loi du 28 février 1920, le Gouvernement reproduisit la défense d'établir des taxes spéciales consacrée par la loi de 1913 et l'étendit même aux centimes additionnels, le relèvement du taux de l'impôt entraînant une augmentation des sommes attribuées aux provinces et aux communes.

Mais, en présence de l'opposition de plusieurs membres de la Chambre, cette prohibition fut abandonnée quant aux taxes spéciales et le législateur ne l'a maintenue qu'en ce qui concerne les additionnels. Depuis lors, des provinces et de nombreuses communes ont établi des taxes très élevées sur les spectacles ou sur les assistants, au point que ces impôts cumulés avec ceux qui sont perçus par l'Etat et dont les dites administrations reçoivent respectivement un et trois dixièmes, atteignent des taux sinon prohibitifs, tout au moins exagérés, si l'on considère le minime rendement d'exploitations qui ne sont pas toujours à même de supporter ces taxes à raison des grands frais résultant de la hausse des salaires et du prix de toutes choses.

En outre, l'établissement de taxes provinciales ou communales va, dans maints cas, directement à l'encontre de la volonté du Législateur, puisqu'elles atteignent tous les spectacles sans distinction, même ceux qu'on a entendu encourager et auxquels l'article 2 de la loi du 28 février 1920 permet d'accorder une remise ou modération d'impôt.

Enfin, la multiplicité des taxes entraîne, pour les assujettis, des complications d'écritures et de contrôle, sans compter que la non limitation de ces taxes les expose à de continuelles aggravations de charges qui ne leur permettent pas de prendre des engagements de longue durée et rendent leur exploitation très incertaine.

Cependant, il convient de rendre aux provinces et aux communes une certaine autonomie fiscale. Dans ces conditions, on propose de réduire la taxe et de la percevoir uniquement au profit de l'État, mais de permettre aux provinces et aux communes d'établir des centimes additionnels en nombre limité, suffisant toutefois pour leur éviter tout déficit de ce chef.

ART. 81.

L'article 81 du projet est conçu de manière à maintenir les principes de la déduction de la taxe tels qu'ils résultent des termes mêmes de la loi du 28 février 1920 et des travaux parlementaires qui l'ont précédée.

Cependant, pour éviter toute controverse, le texte nouveau stipule formellement que la taxe atteint non pas uniquement l'organisateur des spectacles ou divertissements, mais aussi celui qui, sans être organisateur, effectue une recette ou obtient une rémunération quelconque à charge des personnes qui assistent ou prennent part aux spectacles ou divertissements.

Il en résulte que la taxe s'applique, entre autres, aux recettes effectuées, même sans l'intervention des organisateurs, à charge de la clientèle des établissements de spectacles ou divertissements et de ceux qui en dépendent, tels les débits ouverts sur des champs de course, sur des foires ou en d'autres lieux d'attractions publiques. Ainsi, sont imposables les recettes effectuées notamment par un concessionnaire ou un sous-traitant dans un théâtre, dans un hippodrome ou sur un champ de foire. La taxe est due même pour les débits, fritures et autres établissements ambulants où ne sont pas organisés des divertissements mais qui sont exploités sur le champ de foire, celui-ci constituant l'attraction qui procure à l'exploitant *l'entière* de ses recettes. Il est donc soumis de ce chef aux mêmes obligations que l'organisateur proprement dit.

Pour plus de clarté, le tableau inséré à l'article 81, groupe, sous les n° 1 à 8, les divers spectacles ou divertissements publics et il réserve au Ministre les nouvelles classifications utiles lorsque les spectacles ou divertissements ne sont pas expressément dénommés à ce tableau; celui-ci apporte, en outre, quelques modifications aux taux actuels de la taxe.

On a cherché surtout à simplifier l'application de l'impôt en le calculant sur les recettes brutes et non plus sur celles-ci diminuées préalablement de la taxe. En d'autres termes, on appliquera, comme pour tous les autres impôts, les règles de l'escompte en dehors plutôt que celles de l'escompte en dedans, d'où légère augmentation de la taxe.

Le tableau ci-dessous indique les taux nominaux et réels actuellement en vigueur et les nouveaux taux proposés.

Il a été jugé opportun de grouper les spectacles par catégories, selon leur nature ou leur caractère tout en respectant les distinctions antérieures. La taxe étant établie au profit exclusif de l'État, les taux ont été fixés de façon à permettre aux provinces et aux communes de se procurer, par l'établissement de centimes additionnels, un surcroît de ressources en compensation de leurs parts dans l'impôt actuel et de leurs taxes spéciales qui, les unes et les autres, seront supprimées, sauf les exceptions prévues à l'article 83. Pour les spectacles cinématographiques, les taux ont été déterminés en tenant compte aussi des 5 centimes additionnels, au profit exclusif de l'État, établis par l'article 12 de la loi du 20 août 1921 en vue de couvrir la dépense qu'occasionne la censure des films; ces additionnels seront supprimés, leur produit étant dorénavant englobé dans l'impôt.

NATURE DES SPECTACLES OU DIVERTISSEMENTS.	TAUX ACTUELS y compris la part des provinces et des communes (1).	TAUX NOUVEAUX au profit exclusif de l'État.
1° Représentations d'art dramatique ou autres du même genre. Conférences littéraires. Récitals ou concerts suivis de bals	15/115	% 8
2° Spectacles comportant, même à titre acces- soire, des projections cinématographiques . . .	15/115, 20/120, 25/125 (2)	12
3° Auditions d'orchestration ou d'autres instru- ments automatiques	15/115	8
4° Bals populaires et soirées dansantes, concerts suivis de bals dans des locaux autres que ceux dési- gnés au 5°	15/115	8
5° Divertissements organisés dans les maisons de danse et dans les débits ou restaurants qui en dépendent	30/130	15
6° Panoramas, curiosités naturelles ou artifi- cielles. Attractions foraines ou autres analogues .	15/115	8
7° Réunions sportives non visées au 8° ci- après	15/115	8
8° Courses de chevaux et de chiens, concours de chants d'oiseaux, exhibitions donnant lieu à des jeux ou paris.	25/125 (3) ou 15/115	15

(1) La part des provinces et des communes est actuellement fixée respectivement à un dixième et trois dixièmes de la taxe.

(2) Le taux de la taxe est porté à 20/120 et à 25/125 selon que le prix des places est supérieur à 1 franc ou à 2 francs. Il est en outre perçu 5 centimes additionnels au profit de l'État en vertu de la loi du 20 août 1921.

(3) La taxe est fixée à 25/125 pour les courses de chevaux et de chiens (art. 1^{er}, § 3, de la loi du 28 février 1920).

Sauf en ce qui concerne les spectacles visés au 4°, 5° et 8°, il paraît équitable de réduire l'impôt d'un quart pour les recettes afférentes aux places dont le prix n'excède pas un franc. Cette mesure encouragera les modestes exploitations fréquentées par la classe ouvrière et la petite bourgeoisie.

Par contre, il semble non moins opportun d'augmenter la taxe d'un quart quant aux recettes afférentes aux places dont le prix est supérieur à 5 francs pour les spectacles cinématographiques et à 10 francs pour les autres spectacles ou divertissements. Il est à considérer, en effet, que dans les cinémas on donne généralement plusieurs représentations par jour, tandis que dans les théâtres on n'en organise habituellement qu'une. Mais, le taux ordinaire restera applicable aux recettes accessoires (vestiaires, buffet, etc.).

D'autre part, à l'instar de ce que pratiquent déjà certaines villes, un impôt modéré sera exigé pour les places occupées gratuitement sans obligation de service : il sera, en principal, de 10 centimes pour les places de 2 francs ou moins et de 25 centimes pour les autres. Ainsi, tous ceux qui, par plaisir ou distraction, assisteront à un spectacle acquitteront la taxe.

Le cas échéant, l'impôt sera fixé forfaitairement, eu égard aux recettes présumées, évaluées d'après les faits constatés pendant quelques jours d'importance moyenne. Le forfait sera éventuellement révisé à la demande de l'intéressé ou à l'intervention de l'Administration, ainsi qu'il en est déjà notamment pour les débitants de boissons qui font usage d'un orchestron à certaines heures ou pendant des jours déterminés.

ART. 82.

L'article 82 permet aux provinces et aux communes d'établir des centimes additionnels mais ceux-ci ne peuvent dépasser, pour les années 1925 à 1928, respectivement 20 et 80 centimes.

Étant donné les nouveaux taux cette mesure assurera généralement aux provinces et aux communes une augmentation de ressources.

Dans des cas exceptionnels, le Gouvernement pourra d'ailleurs permettre aux communes d'établir au maximum 50 centimes additionnels extraordinaires à l'impôt fixé par l'article 81. Ces additionnels fourniront de larges compensations aux villes qui perçoivent actuellement des taxes spéciales sur les spectacles.

ART. 83.

L'article 83 abroge :

1° Les taxes provinciales ou communales sur les spectacles ou divertissements publics, sauf celles à charge des exploitants de spectacles visés aux 4°, 5° ou 8° de l'article 81, c'est-à-dire de ceux qui, dans un but de moralité, peuvent être soumis à une réglementation spéciale ;

2° La disposition légale établissant au profit de l'État 5 centimes additionnels à la taxe sur les spectacles cinématographiques.

ART. 84.

L'article 84 fixe l'application des dispositions nouvelles au 1^{er} du mois qui suivra la publication de la loi.

Le tableau (pages 42 et 43) fait ressortir les conséquences financières des dispositions proposées. Il en résulte que l'État y trouverait 2 millions de ressources nouvelles et que les intérêts provinciaux et communaux seraient largement sauvegardés.

Le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre ces nouvelles dispositions fiscales, en émettant le vœu de voir le Parlement en entreprendre l'examen le plus tôt possible de façon à achever ainsi l'œuvre de notre restauration financière à laquelle vous vous êtes, Messieurs, consacrés depuis plusieurs années.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

ANNEXES

Tableau faisant ressortir les diminutions ou les augmentations d'impôt qui résulteront de la modification proposée en ce qui concerne la taxe professionnelle.

Taxe professionnelle : Par tranche de 5,000 francs et moins.

Le taux est de 2 % pour la première tranche; il augmente de 1 % pour les tranches suivantes, sans pouvoir dépasser 10 % pour la partie des revenus dépassant 45,000 francs.

N. B. — Les chiffres d'impôts indiqués dans les colonnes 3, 4, 6, 7 et 8 n'ont qu'une portée théorique en ce sens qu'ils ne tiennent compte ni de la déduction de la taxe correspondant au minimum de revenu partiellement exonéré de l'impôt, ni de la déduction à raison des charges de famille. Ils ne sont donc *jamais* appliqués tels quels.

MONTANT des REVENUS.	Taxe professionnelle.			Supertaxe.		TOTAL des colonnes 3 et 6 (impôts bruts).	Pourcentage des charges fiscales brutes par rapport au montant des revenus.	Observations.
	Système proposé.		Système actuel.	(Système actuel.)				
	Taux.	Montant.		Taux.	Montant.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
3,000	2 %	60	60	1 %	30	90	3 00	
4,000	2 %	80	85	1 %	40	120	3 00	
5,000	2 %	100	110	1 %	50	150	3 00	
6,000	3 %	130	135	1 ½ %	65	195	3 25	
7,000	3 %	160	165	1 ½ %	80	240	3 43	
8,000	3 %	190	195	1 ½ %	95	285	3 56	
9,000	3 %	220	225	1 ½ %	110	330	3 67	
10,000	3 %	250	260	1 ½ %	125	375	3 75	
11,000	4 %	290	295	2 %	145	435	3 95	
12,000	4 %	330	330	2 %	165	495	4 12	
13,000	4 %	370	370	2 %	185	555	4 27	
14,000	4 %	410	410	2 %	205	615	4 40	
15,000	4 %	450	450	2 %	225	675	4 50	
16,000	5 %	500	495	2 ½ %	250	750	4 68	
17,000	5 %	550	540	2 ½ %	275	825	4 85	
18,000	5 %	600	585	2 ½ %	300	900	5 00	
19,000	5 %	650	635	2 ½ %	325	975	5 13	
20,000	5 %	700	685	2 ½ %	350	1,050	5 25	
21,000	6 %	760	735	3 %	380	1,140	5 43	
22,000	6 %	820	790	3 %	410	1,230	5 59	
23,000	6 %	880	845	3 %	440	1,320	5 74	
24,000	6 %	940	900	3 %	470	1,410	5 87	
25,000	6 %	1,000	960	3 %	500	1,500	6 00	

MONTANT des REVENUS.	Taxe professionnelle.			Supertaxe. (Système actuel.)		TOTAL des colonnes 3 et 6 (impôts bruts).	Pourcentage des charges fiscales brutes par rapport au montant des revenus.	Observations.
	Système proposé.		Système actuel.					
	Taux.	Montant.						
1	2	3	4	5	6	7	8	9
30,000	7 %	1 350	1.275	3 1/2 %	675	2,025	6 75	
35,000	8 %	1 750	1.635	4 %	875	2,625	7.50	
40,000	9 %	2,200	2,035	5 %	1,125	3 325	8 31	
45,000	10 %	2,700	2,475	6 %	1,425	4,125	9.17	
50,000	10 %	3,200	2,960	7 %	1 775	4,975	9 95	
55,000	10 %	3,700	3,460	8 %	2.175	5,875	10.68	
60,000	10 %	4 200	3,960	9 %	2,625	6 825	11.37	
65,000	10 %	4,700	4,460	10 %	3.125	7,825	12.04	
70,000	10 %	5,200	4,960	11 %	3,675	8 875	12.68	
75,000	10 %	5,700	5,460	12 %	4,275	9,975	13.30	
80,000	10 %	6 200	5,960	13 %	4,925	11,125	13 91	
85,000	10 %	6,700	6,460	14 %	5,625	12,325	14.50	
90,000	10 %	7 200	6,960	15 %	6.375	13,575	15.08	
95,000	10 %	7,700	7,460	16 %	7,175	14,875	15.66	
100,000	10 %	8,200	7,960	17 %	8,025	16,225	16.22	
105,000	10 %	8,700	8,460	18 %	8,925	17,625	16.78	
110,000	10 %	9 200	8,960	19 %	9,875	19,075	17.34	
115,000	10 %	9,700	9,460	20 %	10,875	20,575	17.89	
120,000	10 %	10,200	9 960	21 %	11,925	22,125	18 44	
125,000	10 %	10,700	10,460	22 %	13,025	23,725	18.98	
130,000	10 %	11,200	10,960	23 %	14,175	25,375	19.52	
135,000	10 %	11,700	11,460	24 %	15,375	27,075	20 05	
140,000	10 %	12,200	11 960	25 %	16,625	28,825	20 59	
145,000	10 %	12,700	12,460	26 %	17,925	30,625	21.12	
150,000	10 %	13,200	12,960	27 %	19,275	32,475	21.65	
155,000	10 %	13,700	13,460	28 %	20,675	34,375	22.18	
160,000	10 %	14,200	13 960	29 %	22,125	36 325	22 70	
165,000	10 %	14,700	14,460	30 %	23,625	38,325	23.23	
200,000	10 %	18,200	17,960	30 %	34,125	52,325	26.16	
300,000	10 %	28,200	27,960	30 %	64,125	92,325	30.77	
400,000	10 %	38 200	37,960	30 %	94 125	132,325	33.08	
500,000	10 %	48,200	47,960	30 %	124 125	172 325	34 46	
750,000	10 %	73 200	72,960	30 %	199.125	272,325	36 31	
1,000,000	10 %	98 200	97 960	30 %	274.125	372,325	37.23	

Tableau indiquant les conséquences financières du projet en

NATURE DES SPECTACLES OU DIVERTISSEMENTS.	Rendement, en milliers de francs, de la taxe appliquée aux taux projetés.			
	Taux en %.	Taxe d'État.	Additionnels provinciaux. (¹)	Additionnels communaux. (¹)
1	2	3	4	5
1° Représentations d'art dramatique ou autres du même genre. Conférences littéraires. Récitals ou concerts non suivis de bals.	8 %	3,140	628	2,512
2° Spectacles comportant, même à titre accessoire, des projections cinématographiques	12 %	10,319	2,064	8,255
3° Auditions d'orchestron ou d'autres instruments automatiques.	8 %	957	191	765
4° Bals populaires et soirées dansantes, concerts suivis de bals dans des locaux autres que ceux désignés au 5°	8 %	1,828	365 (²)	1,462 (²)
5° Divertissements organisés dans les maisons de danse et dans les débits ou restaurants qui en dépendent.	15 %	2,703	541 (²)	2 162 (²)
6° Panoramas, curiosités naturelles ou artificielles. Attractions foraines ou autres analogues	8 %	785	157	628
7° Réunions sportives non visées au 8° ci-après . .	8 %	1,392	278	1,114
8° Courses de chevaux et de chiens, concours de chants d'oiseaux, exhibitions donnant lieu à des jeux ou paris	15 %	1,743	319 (²)	1,394 (²)
TOTAUX.		22,867	4,573	18,292 (²)

(¹) Dans le cas où les provinces et les communes épuiserait leurs pouvoirs de taxation.

(²) Indépendamment des taxes spéciales que les provinces et les communes sont autorisées à établir sur les spectacles visés aux 4°, 5° et 8°.

(³) En compensation des taxes spéciales qu'elles perçoivent actuellement, les communes sont autorisées à établir des centimes additionnels extraordinaires; pour la ville de Bruxelles notamment, ces additionnels s'élèveraient annuellement à près de 3 millions soit approximativement le rendement de la taxe communale, mais il est à remarquer que les additionnels communaux rapporteraient à la capitale 3 1/2 millions contre 2 1/2 millions montant de sa part dans la taxe actuelle.

matière de taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

TOTAL des colonnes 3 à 5. 6	Situation actuelle.				Augmentations probables au profit de		
	Part de l'État. 7	Part de la province. 8	Part de la commune. 9	Taxe totale. 10	l'État. 11	la province. 12	la commune. 13
6,280	2,596	433	1,298	4 327	544	195	1,214
20,638	9,638	1,606	4,819	16,063	681	458	3,436
1,913	932	155	466	1,553	25	36	299
3,655	1,789	298	894	2,981	39	67	568
5,406	2,286	381	1,143	3,810	417	160	1 019
1 570	770	128	385	1,283	15	29	243
2,784	1,262	210	631	2,103	130	68	483
3,486	1,374	229	687	2,290	369	120	707
45,732	20,647	3,440	10,323	34,410	2,220	1,133	7,969

(44)

(Nr 340)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JUNI 1924.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE INVOERING VAN NIEUWE FISCALE MIDDELEN.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Voor de eerste maal, sedert den wapenstilstand, blijkt het noodzakelijk te bewijzen, dat de belastingen welke wij U voorstellen werkelijk noodig zijn.

Het feit zelf verdient onze aandacht.

Het bewijst dat het financieel herstel van het land zoodanig vooruitgegaan is, dat een deel van de openbare meening zich kan afvragen of nieuwe opofferingen nog wel onontbeerlijk zijn. Is dat geen huldeblijk, dat de Natie, waarvan de krachtsinspanning alleen dat herstel mogelijk gemaakt heeft, onbewust haarzelve toekent ?

En, gelukkiglijk, indien er nog enkele belastingen noodig zijn — wij zullen het nader bewijzen — kunnen wij ten minste verklaren dat die belastingen de laatste kunnen en moeten zijn.

Keurt gij ze goed, dan zullen onze fiscale middelen van 1925 af in staat zijn al onze normale en bestendige behoeften te dekken. Zelfs zullen zij ons, dank zij de uitzetting alleen der bestaande belastingen, de noodig ruimte laten om de toeneming van de openbare uitgaven te verzekeren, welke sedert de stichting van het Rijk nimmer onderbroken werd en welke het losgeld van den vooruitgang is. Zij zullen onze financiën in den toestand herstellen, waarin zij zich vóór den oorlog bevonden.

En dientengevolge zullen het onmiddellijk welzijn, en meer nog de toekomst van het Land, door uwe tusschenkomst definitief verzekerd zijn. Alleen eene met de rede strijdige politiek zou ze voortaan nog in gevaar kunnen brengen.

Het is dus met vertrouwen dat ik U de invoering van nieuwe fiscale middelen voorstel.

* . .

Een andere reden tot vertrouwen ligt in de matigheid zelf van het U voorged. ontwerp.

H

Voorzeker, het dient betreurd te worden, dat nieuwe belastingen noodig zijn. Vóór een jaar kon men hopen er kunnen van af te zien. Maar sindsdien heeft die inkrimping van crediet plaats gevonden, welke gij allen kent : Zij dringt zich op aan de Staten, zoowel als aan de menschen, en wij kunnen de door haar opgelegde verplichtingen niet ontwijken.

Het land heeft het overigens ingezien en het betuigd met die strekking tot overdrijving, welke dikwijls de collectieve uitingen kenschetst. Onder den invloed van gebeurtenissen, welke zich in den vreemde voordeden, hebben sommigen op de Regeering druk uitgeoefend opdat onmiddellijk maatregelen werden getroffen. Wij hebben aan de heerschende strooming weerstand geboden daar wij voor alle haastige niet genoegzaam ingestudeerd oplossing wantrouwen koesteren.

Wij hebben verkozen de nieuwe fiscale wetten in kalmte op te maken en, in onze ministerieele verklaring van 18 Maart, ten opzichte van het te voorzien bedrag zegden wij U : « Het is onontbeerlijk dat, voor de begrooting van 1925, het land, door middel van zijne gewone inkomsten, al de interesten van de voor het herstel ontleende kapitalen, alsmede de pensioenen aan de militaire en burgerlijke slachtoffers van den oorlog dekke. Voor zoover het mogelijk is, van nu af, een cijfer vast te stellen voor het jaar 1925, zullen, om het nagestreefde doel te bereiken, ongeveer 400 millioen nieuwe inkomsten moeten voorzien worden. Derwijze zullen de stortingen van Duitschland en de tegenwaarde van hare leveringen in natura uitsluitend aangewend worden tot de nog niet herstelde schade, tot de vermindering onzer vlottende schuld, en tot de terugbetalingen aan het uitgifte-instituut. »

En wij omschreven nader ons doel als volgt : « Buiten de bestuursuitgaven van den Staat en de begrooting van de Belgische Openbare Schuld, zullen wij, door eigen middelen, de dekking hebben verzekerd der algemeenheid van de bestendige lasten van de begrooting der voor rekening van Duitschland gedane herstellingen. »

Gelukkiglijk zal het cijfer van 400 millioen, dat wij in Maart aangaven ten tijde dat de valutacrisis tot haar hoogste peil kwam met den dollar tot boven 31 frank en het pond tot 135 frank, niet moeten bereikt worden en wij zullen ons met 170 millioen nieuwe belastingen kunnen tevreden stellen.

Drie factoren beïnvloeden die vermindering :

Vooreerst de ontspanning van den wisselkoers; de invloed welken de levensduurte op onze begrooting uitoefent, is afgenomen.

Vervolgens de uitzetting van onze fiscale ontvangsten;

Ten slotte, de oprichting van de Nationale Kas voor oorlogspensioenen welke « de bestendige lasten van de begrooting der voor rekening van Duitschland gedane herstellingen » met ongeveer 100 millioen zal verminderen. Van 700 millioen over 1924, zullen zij, op de begrooting over 1925, tot ongeveer 600 millioen teruggebracht worden.

Er blijft te bewijzen dat de 170 miljoen welke wij U vragen onontbeerlijk zijn.

Te dien einde zullen wij verwijzen naar de begrooting over 1924.

Zij behelst :

A. — *Als gewone uitgaven :*

1° Openbare schuld en pensioenen	1,384 miljoen.
2° Uitgaven van beheer	1,622 »
3° Onwaarden en terugbetalingen	383 »
Hetzij gezamenlijk	<u>3,389 miljoen.</u>

Maar daarbij moet worden gevoegd, wij hebben er de reden van opgegeven.

B. — *Als bestendige herstellasten :*

Bijzondere herstelleeningen en oorlogspensioenen 700 miljoen.

TOTAAL 4,089 miljoen.

Langs den kant der ontvangsten vinden wij in de begrooting van 's Lands Middelen 3,346 miljoen.

Daarbij mogen 550 tot 600 miljoen fiscale waardevermeerderingen gevoegd worden, hetzij 575

TOTAAL 3,921 miljoen.

Zooals men ziet ontbreken er slechts ongeveer 170 miljoen om het evenwicht te bereiken.

Het is natuurlijk onmogelijk van stonden aan nadere bijzonderheden te geven voor 1925.

Zoodra de begrootingen over 1924 zullen gestemd zijn zal de Regeering zich bezighouden met het opmaken der begrootings ontwerpen over 1925, doch het is a priori zeker dat het bedrag der gevraagde credieten bijna geen belangrijke wijzigingen zal ondergaan.

Voorzeker zal het inrichten der Nationale Kas voor oorlogspensioenen waarvan wij reeds gewag maakten, eene bezuiniging van ongeveer 100 miljoen ten gevolge hebben, maar de verhooging van de wedden der ambtenaren op voet van de herziening welke binnen enkele weken zal voleindigd zijn, zal 150 miljoen kosten en, zoo men rekening houdt met het feit dat de vergoeding van de 13^e maand reeds voor 50 miljoen in de begrooting over 1924 voorkomt, dan zal men inzien dat onze uitgaven van beheer in 1925 met eenen last van 100 miljoen zullen bezwaard zijn.

De bezuiniging langs den eenen kant gedaan wordt langs den anderen kant door eene toegestane verhooging van uitgaven opgeslorpt.

In een anderen gedachtengang veroorzaken de fiscale waardevermeerderingen zelve eene verhooging der stortingen aan de provinciën en gemeenten en, dientengevolge, eene verhooging van de begrooting der onwaarden en der terugbetalingen.

Het is dus volstrekt noodzakelijk dat wij zonder verwijl in de gemelde ontoereikendheid van ontvangsten voorzien, en wij vragen U zulks, bewust dat wij door iedereen begrepen worden.

Na die laatste krachtsinspanning welke niet zwaar is vergeleken met die der laatste drie jaren, zal het Belgisch crediet definitief hersteld zijn want ons begrootingsevenwicht zal geenszins meer afhangen van de stortingen wier bedragen en datums niet nauwkeurig kunnen bepaald worden.

Zulks is het doel dat wij ons in onze ministerieele verklaring van 18 Maart II. opgelegd hebben en dat gij met eene aanzienlijke meerderheid goedgekeurd hebt.

*
* *

Het ontwerp groepeert bepalingen van verschillende richtingen.

Het behelst :

1° Eigenlijke rechtstreeksche belastingen.

De opbrengst eener bijzondere taxé op de waarde der aandelen en daarmee gelijkgestelde deelen wordt op 35 millioen geraamd.

Een evenredig mijnrecht zal ten bate van den Staat 5 millioen opbrengen.

Wijzigingen te brengen in de wetgeving betreffende de belasting op het inkomen, kunnen 5 millioen nieuwe middelen opleveren waarbij gevoegd worden :

2 millioen door de wijzigingen in de taxé op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

2° Registratie-, zegel-, griffierechten, enz.

Het vestigen van een recht van ter rolle bringing, zal ongeveer 13 millioen opleveren.

Voorgestelde wijzigingen in de registratierechten 5 millioen.

Zegelrechten, 53 millioen.

Eene verhooging der strafrechtelijke boeten, 2 millioen.

3° Accijnsrechten.

De rechten op de alcohol, voorzien in het ontwerp dat tijdens de Kamerzitting van 19 Juni neergelegd werd, zullen voor deze categorie van belastingen eene nieuwe opbrengst van 50 millioen verschaffen.

Hetzij gezamenlijk, 170 millioen.

TITEL I.**Zegelrecht.**

Titel I van het ontwerp beoogt het opvoeren van het bedrag van het zegelrecht op de aandelen en obligaties van vennootschappen, het stichten van een volkomen geordend regime voor alle schuldbekentenissen van sommen, welke ook de vorm weze waaronder zij zich voordoen, een einde te maken aan zekere praktijken die vasten voet beginnen te krijgen en welke ten doel hebben de inning van het evenredig recht op de handelseffecten te ontzenuwen, het treffen van de report, alsmede van de wisselverrichtingen, het wijzigen, in den door de belanghebbers reeds vaak aangeprezen zin, van de inning van het zegelrecht op de buitenlandsche titels, en, ten slotte, het belasten met het vast zegelrecht van 40 centiem, bij de wet van 28 Augustus 1921 op de bankverrichtingen gevestigd, van zekere geschriften die tot hiertoe vrijgesteld waren.

. . .

Door eene gansch buitengewone gunst, is het bedrag van het op de aandelen en obligaties van Belgische vennootschappen toepasselijk zegelrecht tot heden toe op het cijfer gebleven, hetwelk bij eene wet van 21 Maart 1839 bepaald werd.

Er is hoegenaamd geene overdrijving in het opvoeren van dit bedrag tot het dubbel, zooals bij artikelen 1 en 2 van het ontwerp bepaald wordt.

. . .

Artikel 3 breidt het bij artikel 8 der wet van 24 October 1919 vastgesteld tarief voor de verhandelbare effecten of handelseffecten, uit tot de niet verhandelbare obligaties en herstelt aldus, in haren vroegeren staat, tusschen de eene en de andere, eene gemeenschap van regime die reeds onder de heerschappij van het zegelwetboek van 23 Maart 1891 heeft bestaan.

Volgens de huidige wetgeving worden aan een evenredig zegelrecht onderworpen de leeningen toegestaan op eenvoudige handteekening van den ontleener, of met den waarborg eener borgstelling, terwijl de leeningen die door een pand of eene inpandgeving gewaarborgd worden slechts door het formaatzegel getroffen worden. Er bestaat hier een ware misstand die ontstaan is onder den invloed van deze omstandigheid, dat de pandleening, het karakter heeft eener wederzijdsch bindende overeenkomst, wegens de onderlinge verplichtingen die zij doet ontstaan, te weten, van wege den ontleener, de verplichting de ontleende som terug te betalen, en van wege den schuldeischer, de verplichting het pand terug te geven. Artikel 4 van het voorstel doet dezen misstand verdwijnen.

Het hoeft geen betoog dat het zegelrecht van fr. 0.50 per 500 frank waarmee voortaan de pandleeningen zullen belast worden, enkel de verrichting treft, en niet elk der dubbels van het geschrift dat wordt opgemaakt ten bewijze van het contract. Daarom ook bepaalt artikel 6, dat de heffing van het evenredig

recht de opvorderbaarheid uitsluit van alle zegelrecht op het dubbel der overeenkomst dat voor den schuldenaar bestemd is. Het zal overigens der Regeering vrijstaan, gebruik makende der macht haar bij de wet van 10 Augustus 1923 verleend, voor de betaling van dit recht het uitsluitend gebruik van het plakzegel voor te schrijven en het gebruik van dit zegel te regelen door het aanbrengen van eene helft op elk der dubbelschriften van het contract.

Met het bedrag van het recht toepasselijk op de pandleeningen, toegestaan door de bankiers, en die hoogstens voor 20 dagen gedaan worden tot 25 centiem per 1,000 frank te verminderen, houdt artikel 30 van het ontwerp rekening met het feit dat het onder dien vorm is dat het report in sommige financieele inrichtingen verricht wordt. Verder zal men zien dat deze beschikking zich opdringt binnen het kader der voorgestelde wetgeving voor het report over 't algemeen.

Indien, met afwijking van artikel 2074 van het Burgerlijk Wetboek, het bewijs van het handelsonderpand door alle middelen mag geleverd worden, is het regel, in de practijk, een geschrift op te stellen. Het voorschrift begrepen in het derde lid van artikel 5 zal dus geenerlei nieuwe verplichting aan de belanghebbenden opleggen en het zal de verdienste hebben het ontstaan van elke handelwijze tot verijdeling der wet te beletten. Het is overigens verstaan dat het geschrift waarvan het opstellen voorgeschreven wordt, niet noodzakelijkerwijze eene akte in forma behoeft te zijn, maar een welkdanig bescheid mag zijn, ten bewijze der verrichting.

De leening eener bepaalde som, terugbetaalbaar binnen eenen vastgestelden termijn en eenen interest opbrengende tegen een overeengekomen percent, is de eenvoudigste vorm van fondsvoorschotten.

Maar naast dezen elementairen vorm van het crediet, bestaat er een andere, oneindig soepeler, die zich bewonderenswaardig aan de behoeften van handel of nijverheid aanpast: 't is de credietopening, en, meer algemeen, de opening ter bank van alle rekeningen die zich uiten door ongedekte bedragen. Deze rekeningen brengen met zich alternatieve verrichtingen van debet en credit, uit- en ingang van kapitalen. Terwijl in de leening, het fondsvoorschot zich voordoet in den staat van afzonderlijke verrichting, van afgedane operatie, afgesloten met een eenig doel, wordt zij integendeel in de bankrekeningen voortdurend vernietigd om zich dan weder te vernieuwen.

Deze opeenvolging van voorschotten, met het gewoon recht treffen van 1 frank per duizend frank, gevestigd op de schuldbekentenissen van sommen, ware overmatig geweest. Ze buiten het beslagveld laten van het evenredig recht zou gelijkstaan met het vestigen eener aanstoot gevende ongelijkheid onder de verschillende vormen van crediet ter bank, en diegene dezer vormen veronachtzamen die het best de werkingsmiddelen en het productievermogen van den ontleener verruimen.

Door de werking eener periodieke taxe van 25 centiem per 1,000 frank, geheven op de driemaandelijksche opgave der rekening, en berekend op het gemiddeld ongedekt bedrag, voortvloeiende uit de in den loop van het trimester verhandelde operatiën, maakt artikel 7 van het ontwerp, van het zegelrecht op

de voorschotten in rekening, eene belasting, die zich volkomen aansluit bij de voortdurende rijzingen en dalingen der rekening.

De Regeëring heeft er bijzonder naar gestreefd eene eenvoudige formule te vinden, die moest toelaten, te gelijk het gemiddeld ongedekt bedrag gemakkelijk te bepalen en hetzelfde te belasten, zoowel volgens zijne belangrijkheid als naar der tijd gedurende denwelken het in stand werd gehouden.

Dit resultaat wordt bereikt met voor grondslag de som te nemen waarmede de rekening gedebiteerd wordt ten titel van interesten bij elke driemaandelijksche afsluiting. Deze som wordt gevormd door het debetsaldo tusschen de opgebrachte interesten ten voordeele van den bankier door de debetposten en degene welke de credietposten voor den client opbrengen. Zij wordt gekapitaliseerd aan het percentsbedrag bedongen voor de debetinteresten. Het vraagstuk bestaat dus hierin, het kapitaal te zoeken, dat, aan het overeengekomen percent, en voor een bestek van drie maanden, eene som interest zou opgebracht hebben, gelijk aan degene waarvoor de client gedebiteerd wordt.

Indien, bij veronderstelling, het debetsaldo van interest 56 frank beloopt, en het bedrag 7 t. h., is het gemiddeld ongedekt bedrag, volgens toepassing der algemeen gangbare formule van den regel van drieën, $\frac{100 \times 360 \times 56}{7 \times 90} = 3,200$ frank en de taxe van 4,000 frank aan fr. 0.25 per duizend = 1 frank.

Ontleden wij deze equatie dan bevinden wij dat het ongedekt bedrag voorgesteld wordt door 400 maal de uitkomst der deeling van den interest door het percent. Inderdaad, deze twee laatste bestanddeelen maken de eenige veranderlijke gegevens uit der formule. Deze, aanvankelijk voorgesteld door $\frac{100 \times 360 \times 56}{7 \times 90}$, kan worden ontbonden in $\frac{400 \times 360}{90} \times \frac{56}{7}$, 't is te zeggen $400 \times \frac{56}{7}$. Welnu, de taxe 25 centiem per duizend zijnde, 't zij $\frac{1}{4,000}$ van het ongedekt bedrag, is haar bedrag het $\frac{1}{4,000^{\text{ste}}}$ van $400 \times \frac{56}{7}$ of $\frac{1}{10}$ van $\frac{56}{7}$.

Met andere woorden en op algemeene wijze, kan de nieuwe belasting worden berekend op eene verkorte manier met het debetsaldo der interesten te deelen door het vertienvoudigd percent.

In het aangegeven geval is de taxe dus $56 : 70 = 0,80$ frank, cijfer dat opgevoerd moet worden tot het hooger veelvoud van 0,25, vermits het recht verevend wordt van 1000 tot 1000 frank.

Deze uiterst eenvoudige formule zal in alle gevallen worden gevolgd, of het percent der interesten hetzelfde zij voor de debet- en credietposten, ofwel, of er integendeel verschillende interesten zijn bedongen geworden.

Naast de voordeelen die het ontworpen stelsel van belasting aanbiedt onder het oogpunt der rekenkundige bepaling van de taxe, heeft het de verdienste, slechts de rekeningen te treffen die beantwoorden aan de grondgedachte van eene credietopening. Alleen deze rekeningen toonen inderdaad een debetsaldo van interesten aan. In beginsel, zullen de loopende rekeningen van bewaargeving, indien zij een tijdelijk of toevallig ongedekt bedrag doen uitkomen, niet worden getroffen, vermits in 't algemeen dit ongedekt bedrag niet voor uitwerksel zal hebben het driemaandelijksch saldo der interesten door een debet te doen sluiten.

Doordien de aangenomen wijze van likwideering, het bedrag der interesten waarvoor de client gedebiteerd wordt tot grondslag heeft, kan men haar de groote verdienste toekennen, de ongedekte bedragen, voorkomende in de werkelijke voorschot rekeningen, te belasten in verhouding, tegelijk tot hunne belangrijkheid en tot hunnen duur.

De overmakingen gedaan daags vóór de driemaandelijksche afsluiting der rekening, slechts interesten kunnende opbrengen voor het tijdsbestek dat nog te verloopen blijft vóór de sluiting, zouden hunnerzijds de belastbare stof voortvloeiende uit de vorige ongedekte bedragen niet kunnen doen verdwijnen, daar zelfs in het geval dat door deze overmakingen de rekening « crediet » geworden zijnde, toch een debet-saldo van interesten zou bestaan.

Van het oogenblik dat dit laatste element aangetroffen wordt, bestaat er immer aanleiding tot inning der taxe, welke ook de manier weze waarop de voorschotten te gelde gemaakt zijn — afgifte van speciën, giro, overdracht, beschikking, betaling, enz. — en welke de aard zij van het geopend crediet — kascridiet, crediet op loopende rekening, discontocridiet, crediet door bewijsstukken gestaaft, acceptatiecrediet, enz.

Hoe omvangrijk ook, toch kon het principieel der belasting nochtans niet toegepast worden op de vergelijkingen der rekeningen die van bank tot bank tot stand komen. Inderdaad, deze bankinstellingen worden elken dag er toe gebracht, om reden van den aard zelve der bankoperatiën, afrekeningen te doen onder hen, per credit en per debet, en indien deze verrichtingen ongedekte bedragen doen uitkomen van de eene jegens de andere bank, dan is dit eenvoudig het uiterlijk teeken der ongedekte bedragen die de eerste zelve aan hare klanten heeft toegestaan. De taxe zal op de rekeningen dezer laatsten geheven worden; zij moet geen tweede maal geïnd worden in de onderlinge betrekkingen der banken.

* * *

De intekeningsbulletins voor titels van aandeelen of obligaties zijn onderworpen aan het formaatzegelrecht krachtens artikel 9, 25^o, der wet van 25 Maart 1891.

In feite, worden deze geschriften nooit op zegel opgesteld. De algemeene en stelselmatige schending der wet is in groote mate te wijten aan twee oorzaken: eenerzijds is het recht betrekkelijk hoog daar de intekening bulletins in 't algemeen een tamelijk groot formaat hebben; anderzijds bestond tot in dezen laatsten tijd eene practische moeilijkheid doordien de belanghebbenden het recht niet hadden een losse zegel te bezigen.

Ten einde eerbied voor de wet af te dwingen, vestigt het voorstel op bewuste bulletins een gering vast recht van 40 centiem.

Daar de intekeningen luidens artikel 32 der geordende wetten betreffende de handelsvennootschappen in dubbel moeten gedaan worden is het klaarblijkend dat ieder dubbel aan dit recht moet onderworpen worden. Wat betreft de intekeningbulletins die in den vreemde zouden ingevuld zijn, deze moeten bij hunne aankomst in België met het zegel bekleed worden.

* * *

De Regeering heeft zich afgevraagd of het vast zegelrecht van 10 centiem, ingevoerd bij artikel 34 der wet van 28 Augustus 1921, niet op het dubbel diende gebracht te worden. Het is haar verkieslijk gebleken het gevestigd recht met al zijne matigheid te handhaven, behoudens het veld van toepassing er van uit te breiden. Zulks is het doel van artikelen 9, 11, 12 en 15.

Het eerste van die artikelen beoogt de bulletins welke, namelijk in de ter Beurs van Brussel aangenomen practijk, onder den naam van contracten gewisseld worden tusschen beroepsverhandelaars ter beurs. De verplichte opmaking van een bulletin voor elke afzonderlijke verrichting wordt bij het 2° lid van dien tekst voorzien, ten einde eene wijziging in de thans gevolgde handelwijze te voorkomen.

Bij artikel 11 worden de overschrijvingsbevelen beoogd en, bij een uitzonderlijken maatregel door de noodwendigheden van de zaken opgelegd, wordt de bankier gemachtigd zelf het hem ongezegeld toegezonden overschrijvingsbevel in orde te brengen met de wet, alvorens het uit te voeren, wel verstaan.

De uitbreiding van het recht van 10 centiem tot de kennisgevingen van credit of van debet, alsmede tot elk uittreksel uit de rekening dat niet aan het bij artikel 7 voorziene evenredig zegelrecht tegen 25 centiem per 1,000 frank zou onderworpen zijn, is geroepen eene niet te onderschatten verhooging van opbrengst op te leveren. Dank zij de bevoegdheid waarover de bankiers beschikken bewuste documenten vóór hun gebruik buitengewoon te doen stempelen, zal de nieuwe fiscale last geene verzwarende in den gang der zaken veroorzaken.

Bij artikel 14 wordt het gunstregime gehandhaafd waarmee de wetgever den dienst der postchecks steeds heeft willen begifigen en bij artikel 15 wordt eene vrijstelling afgeschaft welke, ten aanzien van het matig bedrag van het recht, niet gebillijkt was.

* * *

Het doel van artikelen 16 en 17 is een einde te maken aan vastgestelde misbruiken waarbij crediettitels vervangen worden door betaaltitels, i. t. z. door checks en quitantiën, om de heffing van het evenredig recht van 50 centiem per 500 frank, op eerstgemelde gevestigd, te ontduiken. Een handelaar die schuld-eischer op termijn is van eenen prijs eener koopwaar trekt eene postgedateerde check op zijnen schuldenaar en overhandigt ze tamelijk lang vóór den vervaldag der schuld aan zijnen bankier die hem voor het bedrag van het effect crediteert. De mededinging tusschen de banken, het verlangen dezer zich door een opbod van inschikkelijkheden en voordeelen eene klandizie te verwerven hebben dergelijke practijken ingevoerd voor eenvoudige quitantiën. Voor den Staat vloeit daaruit een groot nadeel voort, vermits de Schatkist slechts een gering quitantie-zegelrecht, waarvan het maximum thans 5 frank bereikt, opstrijkt daar waar een evenredig zegelrecht van 50 centiem per 500 frank opvorderbaar is. Voor de banken spruit daaruit insgelijks een gevaarlijke toestand voort, wijl de titels welke zij aldus in portefeuille opnemen, niet verhandelbaar zijn en op geene andere instelling zullen kunnen gerugteekend worden zelfs wanneer de behoeften hunner thesaurie zulks zouden vergen,

Het middel om dien toestand te verhelpen, ligt voor de hand. Het bestaat daarin de andere checks dan die op eenen bankier getrokken met de wissels gelijk te stellen ten opzichte van het zegel en aan de banken verbod te doen een kwijtschrift of een ontvangstbewijs van sommen waarop de vervaldag der schuld niet zou vermeld zijn of dat hun meer dan 15 dagen vóór dien vervaldag zou afgegeven worden, te aanvaarden ter incasseering, ter disconto of ter inschrijving op de rekening van den schuldvorderaar.

Met de fiscale voordeelen af te schaffen welke de op particulieren getrokken checks tot heden toe genoten, belemmert het ontwerp geenszins de zoo wensche-lijke uitbreiding van de check, betaalmiddel, hoofdelement van het bankdeposito, die onnoodige geldverhandelingen voorkomt. Alleen de check op eenen bankier getrokken, beantwoordt aan dien economischen rol. Deze werd op volledige wijze omschreven door den Minister van Financiën Malou, bij de besprekingen der wet van 20 Juni 1873 betreffende de checks, met de volgende bewoordingen :

« De grondslag van het stelsel dat wij in België wenschen in te voeren en algemeen te maken, is de verandering van de gewoonte van een groot deel der rijke klassen en der handel- en nijverheidsdrijvende klassen. Zooals in Engeland, dient men geen inkasso's meer bij zich te bewaren doch men vermeerdere de bankdeposito's en dat iedereen er zich aan gewenne zijn inkasso bij zijnen bankier te deponeeren.

» Ten opzichte van de algemeene welvaart, worden alle inkasso's alzoo in de beweging van productie en arbeid medegesleept; uit particulier oogpunt, wordt het inkasso productief gemaakt.

» Tot daar dient men te geraken, en dat mecanisme, heden zoo volmaakt en zoo volledig in Engeland, oefent tegelijkertijd een vruchtbaren invloed uit op de voortbrengst en op de samenvoeging en in beweging stelling van alle kapitalen; maar terzelfdertijd is het voordeelig voor allen die het verrichten.

» Dat is tot nu toe in België, Antwerpen uitgezonderd, niet algemeen geworden.

» Ik maak mij geen illusiën en geloof niet dat de gewoonten in eens zullen veranderen; doch ik hee het als eenen plicht beschouwd het fiscaal beletsel dat de veralgemeening van die gewoonte verhinderde, ten minste uit den weg te ruimen opdat het gemakkelijk en weinig kostbaar verkeer der kapitalen niet meer belemmerd worde door het wettelijk opvorderbaar zegelrecht dat onder den gebrekkigen vorm, welke ik zooeven aangeduid heb, ondoken wordt. » (*Pasinomie*, 1873, bl. 190 en 191, nota.)

De vraag deed zich voor of de checks waarvan eene bank de aangewezen betaler is en diegene welke voor rekening van eenen derden lastgever op eene bank getrokken zijn, moeten beschouwd worden alsof zij op eenen bankier getrokken zijn. De vraag wordt, in fiscaal opzicht, bij het 2° lid van artikel 16 in ontkennenden zin opgelost.

. . .

Artikelen 18 tot 22 handelen over de reporten en over de beursverrichtingen.

Om het gehalte van het ontwerp goed te begrijpen, is een kort overzicht van de bestaande wetgeving noodig.

Artikel 11 der wet van 30 Augustus 1913 onderwerpt aan een evenredig zegelrecht « *elke verrichting van aankoop, verkoop of overdracht van Belgische of vreemde openbare effecten, in België gedaan of uitgevoerd door tusschenkomst hetzij van bankiers, wisselagenten, commissionnarissen of makelaars, hetzij van andere personen, gewoonlijk optredende als bemiddelaars voor die verrichtingen.* »

Het recht, aanvankelijk op 15 centiem per 1,000 frank bepaald, werd achtereenvolgens tot 50 centiem en tot 50 centiem per 1,000 frank opgevoerd bij de wetten van 24 October 1919 (art. 11) en van 28 Augustus 1921 (art. 23).

Dat recht is, in geval van verkoop of van aankoop, afzonderlijk verschuldigd door den verkooper en door den koper (art. 12, wet van 30 Augustus 1913), t. i. z. dat elke verhandeling van titels in twee bestanddeelen gesplitst wordt, een verkoop en een aankoop, en dat een afzonderlijk recht op elk van die bestanddeelen geheven wordt. De belasting treft zonder onderscheid de verrichtingen met of zonder tijdsbepaling en wordt voldaan door het aanbrengen van het zegel op het borderel waarvan de uitreiking verplichtend is gemaakt (art. 16).

Twee beperkingen zijn gebracht aan het algemeen beginsel van opvorderbaarheid van het recht :

a) Dit laatste is niet verschuldigd door de partij of door de partijen gepatenteerd als bankiers, wisselagenten, commissionnarissen of makelaars in effecten (3° lid van artikel 12 van voormelde wet). Dientengevolge is de vakman vrijgesteld, hetzij hij met een anderen vakman handelt, hetzij hij met eenen persoon handelt die zulk karakter niet heeft. Indien hij zich, in dit laatste geval, als tegenpartij stelt van den aankoop of van den verkoop, is de taxe dienvolgens maar verschuldigd op een enkel bestanddeel van de verrichting.

b) Indien een verkoop of een aankoop van gelijkaardige effecten gedaan worden in den loop van eenzelfde beurszitting, dan wordt de taxe enkel op het saldo van die verrichtingen gevestigd (2° lid van artikel 14). Van het oogenblik dat er gelijkaardigheid bestaat tusschen de aangekochte en de verkochte waarden, en dat de dubbele verrichting van aankoop en verkoop door denzelfden tusschenpersoon, op denzelfden dag en voor rekening van denzelfden persoon wordt gedaan, wordt de taxe op de beursverrichtingen enkel over het saldo van die verrichtingen geheven.

Het reportecontract, hetwelk zich rechtskundig in een gelijktijdigen aankoop en verkoop van gelijkaardige effecten laat splitsen, geniet de bij die bepaling voorziene vrijstelling.

De Regeering stelt voor :

1° Het recht tot 4 frank per 1,000 frank op te voeren, behoudens voor de verrichtingen zonder tijdsbepaling betreffende de titels van de Belgische of Congoleesche Openbare Schuld en de obligaties met vast inkomen uitgegeven door de Belgische en Congoleesche vennootschappen of collectiviteiten over 't algemeen. (Art. 21 van het ontwerp.)

2° Uitdrukkelijk te bepalen, om elken twijfel op te lossen, dat de betaling van het recht verplichtend is binnen de drie dagen na het sluiten van den koop, ongeacht of het eene verrichting met of zonder tijdsbepaling geldt, en dat regime toe te passen op de verrichtingen met premie. (Art. 20 van het ontwerp.)

In de tot heden toe gevolgde bestuurlijke rechtsleer is de verrichting met premie slechts aan de taxe op de beursverrichtingen onderworpen wanneer zij geconsolideerd wordt door de handelende partij die het recht had ze niet te volvoeren. Het ontwerp sluit zich aan bij de meening van het meerendeel der schrijvers, volgens welke de verrichting met premie een vaste koop is onder ontbindende voorwaarde gesloten, en het dringt het aldus op zonder zich te bekommeren om de mogelijke ontbinding.

3° Zij trekt het 2° lid in van het hierboven overgedrukt artikel 14 der wet van 30 Augustus 1913 en bepaalt dat wanneer een aankoop en een verkoop van gelijkaardige effecten verricht worden door denzelfden vakman als tusschenpersoon, op denzelfden dag en voor rekening van denzelfden persoon, de taxe van 1 frank per 1,000 frank enkel over het saldo van die verrichtingen opvorderbaar is, maar dat op het overige van deze laatste eene verminderde taxe van 25 centiem per 1,000 frank zal geheven worden. (Art. 22.)

Die wettelijke maatregel is geenszins overdreven en komt, daarentegen, als zeer matig voor indien men in aanmerking neemt dat de wisselagenten, trouwens zeer te recht, hun makelaarsloon heffen zoowel op de verrichtingen van aankoop en van verkoop welke in den loop van dezelfde zitting vernietigd werden door eene verrichting in tegenovergestelden zijn, als op de verhandelingen waarvan de gevolgen gehandhaafd worden.

4° Alhoewel het kader van de hiervoren omschreven hervorming veel ruimer is dan dat van het report zoo zou een zijner terugslagen ten gevolge gehad hebben dat laatstgemeld contract getroffen werd.

De Regeering heeft nochtans geacht dat het fiscaal regime van het report door uitdrukkelijke bepalingen diende vastgesteld, aangezien de verschillende modaliteiten volgens dewelke het verricht wordt.

Zooals de heer Wauwermans het meesterlijk in het licht gesteld heeft in het verslag namens de Middenafdeeling uitgebracht over het ontwerp dat de wet van 30 Augustus 1913 geworden is (*Besch. Kamer*, 30 Juli 1913, n° 342), kunnen de belanghebbenden het doel, dat zij nastreven door het report aan te wenden, door verscheidene combinaties bereiken.

« Reporteeren » bestaat daarin, zooals dat bescheid het aanduidt, dat men den datum van voltrekking eener verrichting verdaagt tot een anderen datum : iemand koopt of verkoopt waarden op termijn; de vervaldag breekt aan en hij wil niet tot de vereffening overgaan door de titels te leveren of in ontvangst te nemen; hij verlangt uitstel tot eene latere vereffening, hij tracht te doen reporteeren.

Hij kan zijn doel bereiken :

a) Hetzij door het bekomen vanwege de medehandellende partij van de verdaging van de uitvoering van zijnen koop tot op een nieuwen vervaldag;

b) Hetzij door de titels, welke hij moest in ontvangst nemen, kontant te verkoopen en er een gelijke hoeveelheid op termijn aan te koopen of, indien het titels gelde welke hij moest leveren, door ze kontant aan te koopen en er een gelijke hoeveelheid op termijn te verkoopen;

c) Ten slotte, in geval van eenen aankoop waarvan hij de betaling van den prijs wil uitstellen, door zich fondsen aan te schaffen bij wege van leening tot zekerheid waarvan de in ontvangst genomen titels verpand worden.

Die verscheidene verrichtingen worden over 't algemeen voor een tijdsbestek van vijftien dagen gedaan en kunnen achtereenvolgens voor gelijke tijdvakken hernieuwd worden.

Artikel 5 van het ontwerp vestigt een evenredig recht op de pandleeningen toegestaan door de bankiers of andere personen die zich gewoonlijk met dergelijke verrichtingen bezighouden, en bepaalt dit recht op 25 centiem per 1,000 frank indien de leeningen voor ten hoogste 20 dagen gedaan of voortgezet worden. Die tekst stelt den fiscalen toestand vast van vorenvermelde 3^{de} combinatie. Wat betreft de modaliteiten van inning toe te passen op de eerste twee combinaties, men behoort ze te zoeken met inachtneming van de bijzondere voorwaarden waarin zij afgehandeld worden. Sommige reporten worden in de beurs, anderen in de bank verricht. De eerste moeten uit fiscaal oogpunt beheerd worden door de regels vastgesteld voor de beursverrichtingen over 't algemeen en de belasting moet geïnd worden op borderellen waarvan de uitgifte verplichtend is gemaakt; de tweede, door het feit dat zij over 't algemeen het voorwerp uitmaken van contracten in forma, hebben natuurlijk den titel zelf van het contract als belastbaar bescheid. Zulks is het voorwerp van het door artikelen 18 en 19 gedane onderscheid.

Het tweede dezer artikelen, betreffende het report in bank vergt bijna geene uitzetting. Het door den bankier gesloten report is onderhevig aan het recht van 25 centiem per 1,000 frank op het bedrag der door de gereporteerde te betalen sommen. Aldus geschiedt, dat het contract gesloten zij met een particulier of niet eenen wisselagent beschikkende over zijne eigene waarden of over titels welke hij voor zijne klanten gereporteerd heeft.

Eene moeilijkheid doet zich voor ten opzichte der heffing vast te stellen op het report in beurs.

Het report, in den engen zin van 't woord, is eene overeenkomst waarbij een persoon kontant titels of waarden aankoopt en tegelijker tijd aan zijnen verkooper eenzelfde hoeveelheid titels van dezelfde soort op termijn verkoopt. Twee afzonderlijke aankoop- en verkoopverrichtingen worden in één enkel contract verbonden. Er bestaan, indien men de verrichting ontleedt op de wijze gevolgd voor de inning der taxe op de beursverrichtingen in 't algemeen, vier belastbare bestanddeelen : een aankoop, een verkoop, een terugkoop, een wederverkoop.

Deze wijze van ontleding leidt tot onaannemelijke gevolgen, want het report bestaat ten slotte in een enkele en onverdeelbare verrichting strekkende tot het uitstellen van de uitvoering van eenen koop.

Indien men overweegt dat het report geschiedt tusschen twee handelende partijen waartusschen de wisselagent zich als tusschenpersoon plaatst, en indien men zich laat leiden door de strekking der wetgeving van 30 Augustus 1913 welke de heffing der taxe op de beursverrichtingen regelt, dan komt men noodzakelijkerwijze tot de opvatting van het ontwerp, 't is te zeggen, het heffen van een recht ten laste van elkeen der handelende partijen, recht dat de dubbele verrichting dekt door elk harer gedaan, en het vrijstellen van den bemiddelenden wisselagent.

Het recht opvorderbaar ten laste van elkeen der handelende partijen wordt bij artikel 18 van het ontwerp gebracht op 25 centiem per 1,000 frank en wordt berekend over het totaal bedrag der sommen in hoofdsom en interesten door den gereporteerde te betalen.

Het spreekt vanzelf dat indien de wisselagent voor eigen rekening de tegenpartij der verrichting doet, er slechts één enkele taxe zal verschuldigd zijn en dat in de nog al dikwijls voorkomende veronderstelling, waar de wisselagent om de tegenpartij te vinden voor het report dat hij aan zijnen klant heeft toegestaan, de titels zonder tijdsbepaling aan den eene verkoopt en ze op termijn van eenen andere terugkoopt, deze laatsten voor de afzonderlijke verrichting die zij gedaan hebben onderworpen blijven aan het gewoon recht van 1 frank per 1,000 frank vastgesteld op de verrichtingen met of zonder tijdsbepaling. Indien de taxe op de reporten op de zeer geringe som van 25 centiem per 1,000 frank kon gevestigd worden, dan is dit uit aanmerking van den korten duur welke door de practijk aan die soort van contracten toegewezen werd. Maar de tekst zorgt ervoor te bepalen dat in geval van achtereenvolgende reporten, elke hernieuwing aan eene nieuwe taxe opening geeft en in dien zin bepalende, laat hij zich leiden door de rechtsspraak welke beslist dat elke hernieuwing eene nieuwe verrichting uitmaakt welke gansch onafhankelijk is van het oorspronkelijke reportcontract (arresten van het Verbrekingshof van Frankrijk van 1 Maart 1897, 7 September 1907, 7 Mei 1902, 28 October 1902, 30 Juni 1909, DALLOZ, pér., 1897, I, 411; 1902, I, 575; 1903, I, 99; 1904, I, 86; 1910, I, 15).

Wat betreft de eerste der vorenuiteengezette combinaties, 't is te zeggen deze waarin de partijen de uitvoering van eenen koop op terwijn tot eenen nieuwen vervalldag verdagen, artikel 18, vóórvoorlaatste lid, stelt ze gelijk met het eigenlijk gezegde report. De teksten der wet van 30 Augustus 1913, welke namelijk de verplichtende uitgifte van een gezegeld borderel voorzien, zijn van toepassing.

* . *

Article 23 van het ontwerp wijzigt het regime waaraan de warrants door de wetgeving op het zegel onderworpen zijn Zoolang de warrant van de cedel niet gescheiden is, blijft zij een eenvoudig certificaat waarbij vastgesteld wordt dat de houder van den titel de eigenaar is van de neergelegde goederen. Wanneer zij afzonderlijk van de cedel gerugteekend is, wordt zij het voorwerp van eene leening en neemt zij al de kentekens aan van een verhandelbaar effect.

Bij toepassing der algemeene beginselen, zouden de warrant en de cedel op

het oogenblik harer opmaking aan het formaatzegel moeten onderworpen worden behoudens de opvorderbaarheid op de warrant, den dag waarop zij gerugteekend wordt, van het evenredig recht van 1 frank per 1,000 frank dat de verhandelbare effecten treft. Dat regime is van kracht in Frankrijk.

In ons land, heeft artikel 11 der wet van 24 Maart 1891, dat zich te dien opzichte beperkt artikel 22 der wet van 18 November 1862 over te nemen, de warrants en de cedels aan een vast zegelrecht van 25 centiem onderworpen.

Wij zijn van meening dat al wordt gemeld vast zegelrecht, opvorderbaar op het oogenblik van het opmaken van de warrant en de cedel, behouden, het in het kader van de an dere bepalingen van het ontwerp betreffende de schuldbekentenissen van sommen past een gering evenredig recht op de warrant te heffen wanneer zij de titel wordt van een voorschot; wij stellen voor dat recht te bepalen op 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, 't is te zeggen op het vierde van het recht dat op de verhandelbare effecten in 't algemeen verschuldigd is.

Hierboven werd voorgesteld (zie art. 1 en 2) het zegelrecht op de acties en obligaties van de Belgische vennootschappen te verdubbelen. Het zegelrecht op de vreemde titels schijnt in dezelfde mate te moeten verhoogd worden : het zou aldus gebracht worden op 2 frank per 100 frank. Evenwel denkt de Regeering drie verbeteringen aan deze hervorming te moeten brengen :

1^o Ten einde de minderwaardig geworden titels, de coupuren en scripten van een gering bedrag niet te overlasten, zou het recht tot 50 centiem verminderd worden voor de titels waarvan de waarde 25 frank niet te bovengaat en tot 1 frank voor diegene waarvan de waarde hooger is dan 25 frank zonder 50 frank te overschrijden ;

2^o Onder de huidige wetgeving wordt voor de obligaties, het zegelrecht op de vreemde titels berekend op het nominaal kapitaal of op het bedrag van uitgifte, indien dit hooger is dan het nominaal kapitaal. Het is enkel bij gebrek aan eene dezer grondslagen, dat het recht verevend wordt op de werkelijke waarde der onder het toezicht van het beheer aan te geven titels. Deze wijze van heffing heeft menigvuldige en gebillijkte bezwaren uitgelokt. Eenerzijds, inderdaad, is de nominale waarde van eenen titel in de meeste gevallen, niet in verhouding met de werkelijke waarde op den dag der zegeling. Anderzijds, geeft het zoeken naar een bedrag van uitgifte, wanneer er voor éénzelfde reeks verscheidene uitgiften geweest zijn, aanleiding tot oprechte moeilijkheden. Ook denkt de Regeering dat het beter zou zijn als grondslag van heffing te nemen, de werkelijke waarde van den titel op den dag van de zegeling volgens de laatste door de Regeering uitgegeven prijslijst en, in geval de titel op de prijslijst niet genoteerd zou zijn, de werkelijke waarde door de belanghebbenden aan te geven onder toezicht van het beheer ;

3^o Ten slotte stelt de Regeering voor, zooals dit dikwijls aangevraagd werd, het thans op de couponbladen geïnde zegelrecht af te schaffen. In eene actie of obligatie is de titel natuurlijk de hoofdzaak vermits het couponblad dat de interesten van het kapitaal vertegenwoordigt de bijzaak is. Men kan niet inzien

dat een recht op de hoofdzaak, den titel, geheven worde en een ander recht op de bijzaak, het couponblad. Deze dubbele heffing is in strijd met de rechtspreuk *non bis in idem* welke altijd in zake belastingen toegepast wordt.

Artikelen 24 en 27 van het ontwerp wijzigen de bestaande wetgeving betreffende die verschillende punten.

. . .

De Regeering stelt voor elke verrichting van verkoop en aankoop van deviezen of munten voor eigen rekening of voor rekening van derden gedaan door de bankiers, wisselagenten of andere vaklieden die zich gewoonlijk met dergelijke verrichtingen bezig houden, met eene taxe van 10 centiem per 1,000 frank te treffen.

Die taxe zal niet enkel van toepassing zijn op de verrichtingen gesloten tusschen eenen vakman en eenen particulier, maar ook op de verrichtingen gedaan tusschen twee vaklieden; zij zal zich uitstrekken tot de verkoopen en aankooopen door den Belgischen vakman gedaan met het buitenland, met inbegrip van de aankooopen en verkoopen van Belgische franken op vreemde plaatsen; de arbitrages van deviezen tegen deviezen zullen insgelijks getroffen worden. De eenvoudige incasseering, zonder meer, van checks in vreemde munt waarvan het bedrag geboekt wordt op het crediet van eene rekening geopend in dezelfde munt, is, evenals de voorafnemingen gedaan bij overschrijvingen of bij checks op in België geopende rekeningen in deviezen, aan de belasting niet onderworpen.

De taxe is verschuldigd door den vakman zoowel voor de verrichtingen van aankoop als voor de verrichtingen van verkoop door hem gedaan voor eigen rekening of voor rekening van zijne klanten. Wanneer dus een bankier bemiddelend optreedt tusschen twee personen waarvan de eene koper en de andere verkooper van valuta is, zal hij tweemaal de taxe voldoen: eens voor den aankoop, een tweede maal voor den verkoop. Wanneer twee vaklieden bemiddelend opgetreden zijn voor eenen afstand van valuta tusschen een particulier-verkooper en een particulier-aankoper, zal elke vakman tweemaal de taxe voldoen aangezien elk hunner eenen aankoop en eenen verkoop gedaan heeft. Indien een bankier deviezen aankoopt in het buitenland, zal hij de taxe betalen op dien aankoop, en, vervolgens, op den verkoop van dezelfde deviezen; indien hij in den vreemde arbitrageert zonder tot herleiding tot den Belgischen frank over te gaan, indien hij dus bij voorbeeld te Parijs gulden verkoopt tegen dollars, zal hij tweemaal de taxe voldoen, te weten, op den verkoop der uitgegane deviezen en op den aankoop der binnengekomen deviezen.

Indien de wisselmakelaar voor eigen rekening noch verkoopt, noch koopt aan de particulieren, maar er zich toe beperkt eenen vakman met eenen particulier, of twee vaklieden met elkaar in betrekking te stellen, is hij tot de betaling van de belasting niet gehouden.

De taxe zal, volgens artikel 28 van het ontwerp, worden verevend over het totaal van de verschillende verrichtingen in den loop van elken dag gedaan.

De Regeering zal de wijze van heffing der taxe bij koninklijk besluit regelen.

en, zoolang het bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1923 (*Moniteur* van 11 Augustus 1923, n° 223) ingesteld toezicht over den in-, uit- en doorvoer der effecten gehandhaafd blijft, zal zij de heffing der taxe aanpassen aan de ter zake bestaande reglementatie.

* * *

De belastingwetten en de wetten op het zegel in het bijzonder worden, over 't algemeen, nauwkeurig nageleefd door de ernstige instellingen die de strikte rechtvaardigheid en de eerlijkheid meer op prijs stellen dan de geldelijke voordeelen welke de toevlucht tot onwettige praktijken kan opleveren. Maar — en dit is zeer billijk — die instellingen eischen dat de wet gelijk weze voor allen en dat eene fiscale aangelegenheid het natuurlijk spel der mededinging niet zou komen storen. Harerzijds, acht de Regeering dat het volstrekt noodig is aan het beheer der registratie het recht te verleen en zich van de naleving der zegelwet bij de bankiers, wisselagenten, wisselaars en zaakwaarnemers te vergewissen, maar dat het uitoefenen van dat recht met de grootste waarborgen moet gepaard gaan. Hetgeen verwezenlijk moet worden, is namelijk een stelsel dat aan het beheer de mogelijkheid verschaft te allen tijde doeltreffend in te grijpen daar waar het noodzakelijk blijkt. Het geldt hier dus niet een onafgebroken toezicht in te richten, hetgeen aanleiding zou geven tot inmenging van de fiscale agenten in bank- en beurszaken; er moet enkel eene uitzonderlijke tusschenkomst voorzien worden. Verschillende van kracht zijnde teksten, waarvan de toepassing nooit de minste critiek heeft doen ontstaan, hebben reeds dezelfde gedachte verwezenlijkt. Bij artikel 19 der wet van 30 Augustus 1913, artikel 33 der wet van 11 October 1919 en artikel 20 van die van 10 Augustus 1923 wordt het recht van tusschenkomst van het beheer der registratie ondergeschikt aan eene bijzondere machtiging door het hoofd van dat beheer uitgereikt. Het is tot die gematigde formule dat het ontwerp zijne toevlucht neemt.

TITEL II.

Registratie- en hypotheekrechten.

Van het evenredig registratierecht van fr. 0.30 t. h., geheven op de handlichtingen van hypothecaire inschrijvingen, werden, bij artikel 18, 3°, der wet van 28 Augustus 1921, vrijgesteld « de akten die slechts handlichting eener inschrijving voor een gedeelte der bezwaarde goederen houden, indien de schuldeischer « uitdrukkelijk zijne persoonlijke rechten in de akte voorbehoudt. »

Gezien deze bepaling door haren tekst enkel de akten beoogt die *gedeeltelijke* handlichting eener inschrijving houden, volgt daaruit dat, in geval eene schuld door verschillende hypothecaire inschrijvingen gewaarborgd is, *elke* akte waarbij de schuldeischer — zelfs indien hij uitdrukkelijk zijne persoonlijke rechten voorbehoudt —, aan eene dezer inschrijvingen *geheele* handlichting verleent, onderhevig is aan het recht van fr. 0.30 t. h. op het bedrag der schuld en het daarbij komende, hoe gering de waarde der ontlaste goederen ook weze. (Zie art. 16 van gezegde wet.)

Zulksdanig stelsel is van aard gevolg te geven aan eene samenvoeging van heffingen die voor den schatplichtige zeer bezwaarlijk kan zijn. Ook stelt de Regeering voor den tekst van voornoemde wettelijke bepaling te wijzigen derwijze dat alle handlichting eener geheele of gedeeltelijke inschrijving van de vrijstelling van het evenredig recht zou kunnen genieten van het oogenblik af dat de schuldeischer uitdrukkelijk zijne persoonlijke rechten voorbehoudt en dat de handlichting slechts op één gedeelte der bezwaarde goederen houdt.

Zulks is het doel van artikel 34 van het ontwerp.

* * *

Bij artikel 3 der wet van 30 Augustus 1913 houdende wijziging in het fiscaal regime der credietopening wordt dit contract voor de heffing van het registratierecht gelijkgesteld met de geldleeningen : waaruit volgt dat het evenredig recht opvorderbaar is bij de registratie van de akte, zonder de tegeldemaking van het crediet af te wachten.

In het redematige dezer opvatting, zooals ook in het gedacht der voorstanders der wet, moest de onmiddellijke heffing der belasting niet alleenlijk toegepast worden op het recht verschuldigd op het contract van credietopening, maar ook op de door derde personen gestelde zekerheden om de uitvoering van dat contract te waarborgen.

Daar de rechtsspraak in tegenovergestelden zin beslist heeft om reden dat bij artikel 3 der wet van 30 Augustus 1913 alleenlijk het contract van credietopening beoogd wordt zonder gewag te maken van den borgtocht gesteld tot waarborg der verbintenissen van den gecrediteerde, zijn wij van meening dat de tekst van gezegd artikel 3 dient gewijzigd te worden om hem de draagwijdte te geven die hij logischer wijze moet hebben en die, wij herhalen het, in 1913 in de bedoeling van de Regeering lag. Zulks is het doel van artikel 35 van het ontwerp.

* * *

De wet van 6 Augustus 1887 had de huurcontracten getroffen met een registratierecht van fr. 0.20 t. h., dat geheven werd over den gezamenlijken prijs van alle jaren van het huurcontract en over de lasten aan den huurder opgelegd; het recht beliep fr. 0.40 t. h. voor de huurcontracten van 27 jaar en meer, de levenslange huurcontracten en die van onbepaalden duur.

In 1913 bracht de wetgever de rechten op de meest geringe bedragen, te weten :

- fr. 0.50 voor de huurpachten waarvan de jaarlijksche prijs 500 frank niet overtreft ;
- fr. 1.00, indien de prijs hooger is dan 500 frank zonder 2,000 frank te boven te gaan ;
- fr. 2.00, indien de prijs 2,000 frank overtreft zonder 10,000 frank te boven te gaan ;
- fr. 3.00, indien de prijs 10,000 frank te boven gaat.

Deze bedragen werden bij de wet van 28 Augustus 1921, artikel 6, tot het dubbel opgevoerd. Zij beloopten dus thans onderscheidenlijk 1, 2, 4 en 6 frank.

Gezien de behoeften van de Schatkist, heeft de Regeering gedacht dat de registratierechten konden verhoogd worden niet tot het evenredig tarief terug te keeren.

Zij stelt u voor deze rechten onderscheidenlijk te brengen op 0.25 t. h. voor de huurcontracten waarvan de duur negen jaar niet overschrijdt, 't is te zeggen de huurpachten met een normalen duur en op fr. 0 50 t. h. voor de huurcontracten van meer dan negen jaar. Voor de jacht- en vischpachten (weelde artikelen) zou het recht in alle gevallen op 1 frank per 100 frank worden bepaald.

Artikelen 36 tot 42 verwezenlijken deze hervorming.

Gezien het hout op stam den aard heeft van onroerend goed, moet het mutatierecht, in geval van verkoop van een beboschten eigendom, betaald worden op de waarde zoowel van het hout als van den grond, tegen het bedrag vastgesteld voor onroerende overdrachten.

* * *

Om het recht op de waarde van het hout te ontduiken wordt tot volgende handelwijze toevlucht genomen : de eigenaar verkoopt door middel van eene openbare akte den grond en behoudt zicht het hout daarvan voor; daarna verkoopt hij het aan den koper van den grond, dewelke uit hoofde van deze verwerving slechts aan de overdrachtstaxe onderworpen is (1 t. h.); en indien zelfs de partijen eene authentieke akte opmaken om de overdracht van het hout vast te stellen, is deze akte slechts onderworpen aan het registratierecht gevestigd of de *roerende* overdrachten. (Arrest. Verbr. b. 25 October 1860, *pas.*, b. 371.)

Bij artikel 20 der wet van 31 Mei 1824 wordt het Beheer in staat gesteld het bedrag te verijdelen wanneer de verkrijging van het hout de verwerving van den grond voorafgaat. Dit artikel bepaalt inderdaad :

« Wanneer iemand bij akte onder de levenden eigenaar geworden zijnde van hout op stam, binnen achttien maanden daarna en vóór dat het hout geheel is geveld, den eigendom van den grond verkrijgt, zal hij, over de waarde van het gansche perceel, het registratierecht, zooals dit voor de mutaties van onroerende goederen is bepaald, verschuldigd zijn, en zulks volgens den aard der overdracht, zoo van het hout als van den grond, op straffe van het dubbel recht, doch behoudens aftrek van het recht dat vroeger wegens de verkrijging van het hout mocht zijn betaald. »

Maar gezegd artikel voorziet de tegenovergestelde onderstelling niet : die, waarin de verwerving van den grond de aanwerving van het bosch is voorafgegaan.

Wij zijn van meening dat bovenbedoeld artikel 20 dient aangevuld te worden derwijze een einde te stellen aan de misbruiken die wij zooeven gemeld hebben. Zulks stelt zich het 1^{ste} lid van artikel 43 van het ontwerp ten doel.

Het 2^{de} lid van gezegd artikel beoogt het betengelen van het bedrag dat bestaat in het ontduiken van het onroerend mutatierecht, opvorderbaar op de door bestemming onroerend gemaakte voorwerpen, in geval van overdracht aan denzelfden persoon van eene nijverheidsinrichting en van de tot dezer exploitatie dienende voorwerpen.

Bij artikelen 44 tot 47 stelt de Regeering voor, zekere wijzigingen te brengen in de regels, die, betreffende het registratierecht, de titels van beurswaarden en de akten beheeren die tot voorwerp hebben den afstand dezer waarden vast te stellen.

Deze regels worden bijzonder ingewikkeld gemaakt door de verscheidenheid der regimes waaraan de huidige wetgeving de in kwestie zijnde titels en akten onderwerpt. Te meer, in sommige gevallen, geven zij, van het standpunt der redelijkheid uit, stof tot beoordeelingen waarvaan ze dienen onttrokken te worden.

Het wetsontwerp strekt slechts tot het verhelpen aan dit dubbel verwijt. De Regeering verwacht van de nieuwe beschikkingen geenerlei aanvullend geldmiddel voor het Land; misschien wel zullen zij, in hun geheel genomen, wel leiden tot eene kleine vermindering.

Titels. — Worden thans van de formaliteit der registratie vrijgesteld, de titels der Belgische en Congoleesche Openbare schuld en de aandelen uitgegeven door de vennootschappen wier zetel in België gevestigd is. Men beschouwt ook als vrijgesteld van de formaliteit, onder begunstiging van den tekst die de aandelen vrijstelt, de obligatiën aan toonder, uitgegeven door de vennootschappen die hunnen zetel in België hebben.

Wat de andere titels betreft, deze worden aan registratie onderworpen wanneer er gebruik van gemaakt wordt, 't zij bij openbare akte, 't zij vóór het gerecht of vóór alle andere gestelde overheid (art. 23 der wet van 22 Primaire jaar VII).

In deze gebeurlijkheid past men toe :

Op de obligaties aan toonder der Belgische provinciën en gemeenten alsook op de obligaties van buitenlandsche vennootschappen, het recht van 0.80 t. h. ;

op de obligaties op naam, van Belgische vennootschappen, het recht van 1.80 t. h. ;

en het vast recht van 5 frank op de titels der Kas van voor den Staat verschuldigde annuïteiten, op de obligaties op naam der Belgische provinciën en gemeenten en van het Gemeentecrediet van België, op de titels van leeningen van vreemde Staten, van vreemde provinciën en gemeenten en op de aandelen van buitenlandsche vennootschappen.

Ten slotte worden de obligaties der Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen kosteloos geregistreerd.

De Regeering is van gevoelen de vrijstelling der formaliteit van registratie algemeen te maken met ze uit te breiden tot alle Belgische en vreemde effecten, op naam of aan toonder, en namelijk tot de titels der Belgische en Congoleesche Openbare Schuld, met inbegrip van die der Kas van door den Staat verschuldigde annuïteiten, tot de titels van leening uitgegeven door de provinciën en de gemeenten, zoowel van het Rijk als van den vreemde, en door de buitenlandsche regeeringen, tot de aandelen en obligaties op naam of aan toonder der Belgische of buitenlandsche vennootschappen of collectiviteiten, tot de bewijzen van aandelen of obligaties op naam.

Het is wel te verstaan dat het in de bedoeling van het ontwerp niet ligt in deze opsomming op te nemen de akten ten bewijze van individueele leeningen aangegaan door een openbaar bestuur of eene vennootschap met dezen of genen bepaalden persoon.

Akten houdende afstand ten bezwarenden titel van voorengemelde titels. —
BEDRAG VAN HET RECHT. — De registratie dezer akten is thans aan het recht onderhevig van 3.50 t. h. wanneer zij tot voorwerp hebben, titels van Belgische of vreemde Staatschulden; aan dat van 1.80 t. h. wanneer zij obligaties op termijn betreffen derzelfde Staten, obligaties van provinciën, gemeenten of Belgische of buitenlandsche vennootschappen. Evenwel, indien de afstand bij openbare aanbesteding plaats heeft, worden de rechten van 3.50 t. h. en 1.80 t. h. vermindert tot 0.80 t. h. voor de titels van vreemde Staten, van buitenlandsche provinciën, gemeenten of vennootschappen. Anderzijds is het recht bepaald op 0.8 t. h. voor de afstanden van aandeelen van Belgische of vreemde vennootschappen. Het is 5 frank, vast recht, voor de afstanden van titels der Kas van door den Staat verschuldigde annuïteiten.

Het ontwerp ruimt deze moeilijkheden uit den weg niet, zonder onderscheid noch uitzondering, alle akten van verkoop van effecten aan het recht te onderwerpen dat gevestigd is bij artikel 69, § 3, n° 3, der wet van 22 Frimaire jaar VII op de afstanden van Schuldvorderingen over 't algemeen; recht dat 1.80 t. h. bedraagt.

Dit percentsbedrag zal niet alleen toegepast worden of de afstanden van aandeelen in de vennootschappen op aandeelen maar ook op de afstanden van deelen in de vennootschappen van personen, en, op meer algemeene wijze, in alle maatschappijen of vereenigingen welke rechtspersoonlijkheid genieten.

GRONDSLAG VAN HET RECHT. — Onder het huidig regime verschilt insgelijks de grondslag van het recht op de afstanden van effecten volgens talrijke onderscheidingen. Geschiedt de verkoop bij openbare aanbesteding, dan wordt het recht in alle geval berekend op de bedongen prijs en lasten. Geschiedt hij uit de hand, dan wordt de belasting geheven, te weten :

Voor de afstanden van renten of obligaties van den Belgischen Staat, van de Belgische provinciën, gemeenten en vennootschappen, over het naamkapitaal of over het bedrag van uitgifte indien het beneden het naamkapitaal is, ongeacht den bedongen prijs;

Voor die van Belgische aandeelen, over den bedongen prijs;

Voor die van obligatietitels van vreemde Staten, van buitenlandsche provinciën, gemeenten en vennootschappen, over hunne waarde volgens de noteering van de door de Belgische Regeering uitgegeven prijslijst, en, wanneer zij in de prijslijst niet voorkomen, over hun naamkapitaal of hun bedrag van uitgifte indien het lager is dan het naamkapitaal;

Voor die van aandeelen van buitenlandsche vennootschappen, over de waarde der titels volgens hunne noteering in de prijslijst en, bij gebrek, over den bedongen prijs.

Akten houdende afstand ten kosteloozen titel. — Die akten vallen onder toepassing van het tarief bepaald voor de schenkingen over 't algemeen.

Nopens den grondslag van het recht, leent zich de bestaande wetgeving tot dezelfde critiek als wat betreft den grondslag van heffing der akten houdende afstand ten bezwarenden titel. Inderdaad, behalve voor de aandeelen van vennootschappen, wordt de grondslag van het recht op de schenkingen van effecten bepaald door het naamkapitaal of door het bedrag van uitgifte wanneer het beneden het naamkapitaal blijft.

Artikel 46 van het ontwerp bepaalt dat het registratierecht op de giften onder de levenden van effecten verevend wordt over de waarde vastgesteld bij de laatste prijslijst door de Belgische Regeering uitgegeven vóór den datum van opvorderbaarheid en, bij gebrek, over de waarde door de partijen onder toezicht van het beheer aan te geven.

Artikel 47 van het ontwerp dat bepalingen bevat tot het voorkomen van bedrog, behoeft geen commentaar.

. . *

Volgens de bestaande wetgeving zijn de afstanden van zee- en binnenschepen aan de overdrachtstaxe tegen 1 t. h. onderworpen. Indien, na die taxe voldaan te hebben, de partijen het noodig achten hunne overeenkomst vast te stellen hetzij door eene authentieke akte, hetzij door eene onderhandsche akte welke zij aan de formaliteit der registratie onderwerpen, wordt bovendien een registratierecht voor mutatie tegen 1 t. h. ten bate van de Schatkist geheven.

Die dubbele heffing kan niet gebillijkt worden. Ook heeft de Regeering gedacht dat het van kracht zijnde regime diende gewijzigd te worden.

Wat moest in dien gedachtengang verricht worden?

Het is zeker dat de zee- en binnenschepen met gewone meubelen niet kunnen gelijkgesteld worden; zij maken een zeerspeciale categorie uit onder de meubelen; men kan zelfs zeggen dat zij meer op onroerende goederen gelijken indien men in aanmerking neemt dat, eenerzijds, de rechtspreuk « bezit geldt als titel » op hen niet toepasselijk is, en dat zij, anderzijds, evenals de onroerende goederen, kunnen gehypothekeerd worden.

Dientengevolge heeft de Regeering geacht dat de afstanden van zee- en binnenschepen van de overdrachtstaxe dienen vrijgesteld te worden. Daartegen, uit aanmerking van hetgeen de wetgever vroeger voor de overdrachten van onroerende goederen en voor de afstanden van handelszaken en van cliënteel gedaan heeft, is zij van oordeel dat het gepast zou zijn de registratie van de onderhandsche akten houdende afstand van zee- en binnenschepen binnen een van te voren vastgestelden termijn verplichtend te maken (zie art. 48 en volgende van het ontwerp).

Het bedrag van het thans geheven registratierecht zou zonder bezwaar op 2 t. h. kunnen bepaald worden. Dat bedrag is geenszins overdreven indien het vergeleken wordt met het recht tegen 3.50 t. h., thans opvorderbaar op de afstanden van handelszaken, en met het recht tegen 8 t. h. waaraan de overdrachten van onroerende goederen onderworpen zijn. Bovendien zijn wij er van overtuigd dat het recht van 2 t. h. het zee- of binnenverkeer in geen deele zal belemmeren.

Wij doen opmerken dat in Frankrijk het registratierecht op de afstanden van zee- en binnenschepen tot 5 t. l. opgevoerd werd bij de wet van 25 Juni 1920.

De verplichte registratie binnen een bepaalden termijn van alle akten houdende overdracht van zee- of binnenschepen zal tot gelukkig gevolg hebben de openbaarheid van gemelde akten te verzekeren, welke openbaarheid onontbeerlijk is indien men het crediet voor de zee- en binnenvaart behoorlijk wil inrichten. Thans geschiedt de inschrijving ter bewaring der hypotheken van de akten tot overdracht van zee- en binnenschepen doorgaans niet, wijl zij noodzakelijkerwijze moet voorafgegaan worden door de registratie van de akte en dat deze laatste formaliteit den verwerver verplicht tot het storten van een evenredig mutatierecht ten bate van de Schatkist. Wordt de formaliteit der registratie verplichtend gemaakt, dan zullen de verwervers er geen belang meer bij hebben hunnen titel van eigendom ter bewaring der hypotheken niet te doen inschrijven en men kan het als zeker aanzien dat die inschrijving weldra regel zal worden.

Men zal opmerken dat het ontwerp niet alle zee- en binnenschepen beoogt welke zich, op het oogenblik der mutatie, in de Belgische wateren bevinden, doch enkel de vaartuigen welke in zekeren zin als een deel van het nationaal grondgebied kunnen beschouwd worden, t. t. z. voor de zeeschepen, degene die de Belgische vlag voeren of bestemd zijn ze te voeren (zie art. 3 der wet van 10 Februari 1908 op de zee- en binnenvaart); voor de binnenschepen, welke geene vlag voeren, hebben wij ons gehouden, bij gebrek aan andere teekens die aanduiden waar ze thuis behooren, aan de woonplaats der handelende partijen.

. . .

Onder de heerschappij van de bestaande wetgeving, geven de verloven tot toevoeging aan eenen familienaam aanleiding tot de heffing van een registratierecht van 300 frank; er is slechts een enkel recht verschuldigd welke ook het aantal zij van de leden eener zelfde familie waaraan het verlof bij hetzelfde koninklijk besluit verleend wordt.

De Regeering heeft gedacht dat de gunst welke verbonden is aan het verlof tot toevoeging aan eenen familienaam de zware verhooging billijkt van het thans geheven recht : zij stelt voor dat recht tot 5,000 frank op te voeren en te beslissen dat een recht zal verschuldigd zijn door elken beneficiant van het verlof.

Het verlof tot *verandering* van familienaam, hetwelk thans insgelijks aan een registratierecht van 300 frank onderworpen is, lijkt daarentegen te zwaar belast. De persoon die verzoekt om zijnen naam door eenen andere te vervangen, handelt over 't algemeen niet door grilligheid of ijdelheid maar steunt op gegronde redenen. Ook stelt de Regeering voor het recht tot 100 frank te verminderen, onder voorbehoud dat, zooals voor de verloven tot toevoeging aan eenen familienaam, een recht door elken beneficiant zou verschuldigd zijn.

Zulks is het doel van de leden 1 en 2 van artikel 56 van het ontwerp.

De toekenningen van adeldomtitels zijn thans aan een registratierecht van 1,000 frank onderworpen. Wij stellen voor het op 5,000 frank te brengen zooals voor de verloven tot toevoeging aan eenen familienaam.

Daarenboven, om de beheerkosten te dekken welke voor den Staat, naar aanleiding van den adeldom voortvloeien, is de Regeering voornemens op de erkenningsbewijzen en op de toekenningen in zake adeldom, kanselarijrechten te heffen welke, volgens hare inzichten, zouden bepaald worden naar de belangrijkheid van de verleende adellijke gunsten. Bij het laatste lid van artikel 56 van het ontwerp wordt aan de Regeering de daartoe noodige volmacht verleend, zooals dat bij de wet van 28 Juli 1849 gedaan werd voor de kanselarijrechten te heffen wegens het visa van passen en de echtverklaringen van stukken.

Artikel 57 heeft ten doel het registratierecht op de staatsnaturalisatie van 1,000 tot 2,000 frank op te voeren.

Bij het vierde lid van gezegd artikel 57 wordt een gematigd recht gevestigd op de verklaringen tot verkrijging van de hoedanigheid van Belg, wanneer die verklaringen aan de inwilliging der rechterlijke overheid onderworpen worden.

De inschikkelijkheden welke door de heropening der wettelijke termijnen tot nationaliteitskeuze op gezette tijden aan zekere categorieën van vreemdelingen verleend worden, laten hun toe van het middel der naturalisatie, hetwelk veel langer en moeilijker is, af te zien.

De thans van kracht zijnde wetten voorzien tal van gebillijkte formaliteiten en waarborgen voor het meerendeel dezer aangiften maar wier naleving herhaaldelijk de tusschenkomst vergt van verscheidene rechterlijke en administratieve overheden.

Daaruit vloeien voor den Staat aanzienlijke kosten voort, welke logischer en billijker wijze moeten gedragen worden door de vreemdelingen die ze genieten. Evenwel dienen de verschijners die hun onvermogen bewijzen, van dit nieuw recht ontslagen te worden.

TITEL III.

Griffierecht.

Titel III van het ontwerp, betreffende het vestigen van een evenredig griffierecht op het ter rolle brengen der twistzaken bij de hoven en rechtbanken, is de herhaling van het wetsontwerp dat neergelegd werd in de zitting van de Kamer der volksvertegenwoordigers van 11 Mei 1920, en dat vervallen is door het feit van de laatste ontbinding der Kamers.

Het nieuw ontwerp verschilt slechts van het eerste door het volgende : het bedrag van het te innen evenredig recht, in stede van differentieel te zijn volgens de rechtbanken voor dewelke het geschil gebracht wordt, is hetzelfde voor alle rechtsmachten (art. 58); de inning geschiedt, niet van 1,000 tot 1,000 frank, maar van 100 tot 100 frank (art. 59); ten slotte, werd het invorderbaar minimumrecht een weinig verhoogd onder voorbehoud nochtans dat het minimum te innen in de rechtbanken van koophandel, die dikwijls geroepen zijn van weinig belangrijke zaken kennis te nemen, vastgesteld werd zooals voor de vredegerichten.

Voor 't overige, beroept de Regeering zich op de memorie van toelichting die bij het eerste ontwerp gevoegd was (*Parl. besch.*, n^o 271) en veroorlooft het zich U daarna te verwijzen.

*
*
*

Na onderzoek in de griffies der rechtbanken heeft de technische Commissie voor de studie van 's Staats bestuurdiensten een uitgebreid programma van hervormingen opgemaakt, waarin de herinrichting van de heffing der griffierechten voorkomt.

Het Ministerie van Financiën, voor zoover de maatregel het betreft, is besloten zich bij de inzichten der Commissie te vereenigen.

Te dien einde stelt het voor :

1° De heffing der griffierechten door middel van plakzegels en, om die wijze van heffing te vergemakkelijken, brengt het twee rechten welke thans fr. 1.70 en fr. 1.06 belooopen, op fr. 1.50 en 1 frank terug;

2° De verhooging van het aantal lettergrepen welke eene expeditierol mag bevatten. Er dient opgemerkt, dat de verhoogde bedragen bij artikel 67 voorgesteld, juist de huidige rechten voor dezelfde hoeveelheid lettergrepen vertegenwoordigt.

TITEL IV.

Bepaling welke aan de zegel-, registratie en griffierechten gemeen is.

De wet van 25 October 1919 op het beroepsrediet ten bate van de handel- en nijverheidsdrijvende klein-burgerij, heeft namelijk eene eenvoudige rechtspleging ingericht voor de invordering van de facturen die niet meer dan 500 frank bedragen.

De wetgever wiens bedoeling het was die rechtspleging weinig kostbaar te maken, bepaalde bij artikel 25 : « Alle rechten en salarissen wegens de bij deze wet voorziene rechtspleging verschuldigd worden met de helft verminderd ».

Alhoewel de bij voormelde wet ingestelde rechtspleging merkkelijk bezuinigt op de kosten van de gewone rechtsgedingen, toch staat het vast, dat de wet beneden de verwachtingen van hare ontwerpers gebleven is, en zulks omdat de zegel-, registratie en griffierechten, welke op de verschillende akten der rechtspleging opvorderbaar zijn, ofschoon met de helft verminderd, nog te hoog zijn in hun geheel.

Anderzijds, past het bij voornoemd artikel ingevoerd fiscaal regime niet in de algemeene strekking onzer belastingwetten. De heffing van met de helft verminderde zegelrechten is namelijk van aard groote bezwaren op te leveren in de praktijk.

Ook heeft de Regeering het wenschelijk geacht, zoowel in het belang van den dienst, als in het belang van de schatplichtigen, den tekst van gemeld artikel 25 te herzien.

Zulks is het doel van artikel 69 van het wetsontwerp, waarvan de karakteristiek de volgende is : In plaats van zich uit te strekken tot alle en tot elk der akten der bij de wet van 25 October 1919 ingestelde rechtsplegingen, en in stede van

de volgens de algemeene beginselen opvorderbare rechten slechts met de helft te verminderen, worden de fiscale gunsten beperkt tot sommige dier akten maar verleen en algeheele vrijstelling, terwijl de andere akten onder het regime van het gemeen recht blijven.

TITEL V.

Successierecht.

Krachtens het koninklijk besluit van 29 December 1843, wordt de prijslijst der effecten, aandelen en interesten 's Dinsdag van elke week in den *Moniteur belge* bekendgemaakt. En die prijslijst dient, bij toepassing van artikel 11, litt. d der wet van 27 December 1817, tot grondslag aan de heffing der successierechten op gemelde effecten opvorderbaar ingevolge de overlijdens die zich voorgedaan hebben tijdens de *zeven dagen*, welke aan de verschijning der prijslijst in het Staatsblad voorafgaan.

Het wekelijks uitgeven der prijslijst gaat in de huidige omstandigheden met eene tamelijk hooge uitgave voor den Staat gepaard. Anderzijds is het niet duidelijk welk nut er voor de Schatkist in gelegen is dat bekendmaken elke week te herhalen. Er lijkt wel geen bezwaar tegen te bestaan in den *Moniteur*, maar eene inlassching *per maand* te doen. Die inlassching zou den eersten Dinsdag van elke maand hunnen plaats vinden; een koninklijk besluit zou zulks regelen. Voor de heffing der successierechten zou de waarde der effecten bepaald zijn door de prijslijst uitgegeven tijdens de maand waarin het overlijden overkomen is.

Die hervorming zou voldoening schenken aan hen die denken dat de grondslag van de heffing der successierechten op effecten oordeelkundiger zou gevestigd zijn, indien hij den gemiddelden koers der beursverhandelingen voorstelde, niet over eene week, maar over een ietwat langer tijdsbestek.

Het eerste lid van artikel 70 van het ontwerp wijzigt op dat punt de bestaande wetgeving.

De wijziging die in de wet van 27 December 1817 op het successierecht gebracht wordt, heeft eene lichte wijziging in de wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid tot gevolg. Zulks is het voorwerp van het tweede lid van gemeld artikel.

* * *

Artikel 3 der wet van 27 December 1817 verleent aan de Schatkist, tot waarborg van de betaling der successierechten, een algemeen voorrecht op alle door den afdijvige nagelaten roerende goederen.

Het bij die bepaling ingestelde regime is aangevuld geworden bij artikel 24 der wet van 17 December 1851 : om te beletten dat iemand, *die in den vreemde woont* » en die in eene nalatenschap van roerende goederen erfgenaam is, het voorrecht van den fiscus verijdelen zou door die goederen te verkoopen of ze mede te nemen zonder de belasting voldaan te hebben; daarom wordt hem bij gemeld artikel 24 de verplichting opgelegd borgtocht te stellen voor de betaling der successierechten, kosten en straffen, welke hij aan den Staat zou kunnen

verschuldigd zijn; daarenboven wordt bij dat artikel aan de vrederechters verboden tot het lichten der zegels over te gaan en ook aan alle openbare ambtenaren de goederen der nalatenschap te verkoopen of akte van boedeelscheiding daar van op te maken alvorens hun door een getuigenschrift van den ontvanger der successierechten bewezen zij dat de buitenlandsche erfgenaam de wet nageleefd heeft.

De ondervinding heeft doen uitschijnen dat voormeld artikel 24 de belangen der Schatkist maar heel gebrekkig vrijwaart. Het is gebeurd dat nalatenschappen van beteekenis, die verkregen werden door vreemdelingen wier actief uitsluitend uit bankdeposito's bestond, volkomen aan het successierecht ontsnapten. Volgens ingekomen inlichtingen zou zulks in de kringen Eupen en Malmédy vaak het geval zijn.

Het euvel schuilt hierin dat artikel 24 der wet van 17 Decembre 1851, hetwelk in al te beperkende bewoordingen gesteld is, de vreemdelingen, welke uit eene in België opgevallene nalatenschap erven, in feite vrij laat de roerende waarden die de aflijvige hij eene bank in bewaring gesteld of daar in eene brandkast gelegd had, mede te nemen zonder den Staat eenen waarborg gegeven te hebben. Hoe zulks verholpen? Meergemeld artikel 24 aanvullen met het verbieden, vóór het stellen van den borgtocht bij die bepaling voorzien, niet enkel van het lichten der zegels, alsook van den verkoop en van de verdeeling der meubelen welke tot de nalatenschap behooren, maar ook nog van : 1° het teruggeven of het betalen door de banken en andere houders of schuldenaars, opgenoemd onder artikel 29 der wet van 11 October 1919, van de sommen of waarden die de overledene achtergelaten heeft; 2° het inbezitnemen door de rechthebbenden van de titels, sommen of waarden, vervat in eene brandkast, die door den aflijvige in huur genomen was bij een der personen opgenoemd onder artikel 30 derzelfde wet.

Zulks is het voorwerp van artikel 71.

TITEL VI.

Strafrechtelijke geldboeten.

Luidens artikel 1, lid 1, der wet van 24 Juli 1921 opdecimen vestigende op de strafrechtelijke geldboeten, wordt « het bedrag der strafrechtelijke geldboeten uitgesproken door de hoven en rechtbanken krachtens de bepalingen van het Strafwetboek en van de bijzondere wetten en verordeningen, verhoogd met twintig decimen, zonder dat door die verhooging de rechtelijke aard der straffen wordt gewijzigd ».

De Regeering is van oordeel dat de verhooging op dertig decimen dient gebracht te worden.

Twijfel is ontstaan aangaande het punt, te weten of de wet van 24 Juli 1921 van toepassing is op boeten bedongen door latere wetten of verordeningen.

Die twijfel heeft namelijk weergalm gevonden in een arrest van het Verbrekingshof van 17 Juli 1922 hetwelk beslist dat de verhooging niet van toepassing

is op de boete gevestigd door de wet van 18 October 1921 betrekkelijk den schoolplicht : het hof roept niet alleenlijk de voorbereidende werken in dezer laatste wet, waarin de wil des wetgevers wordt geuit, ter zake de opdecimen ter zijde te laten ; wat meer is, hetzelfde doet gelden dat de wet van 24 Juli 1921, volgens hare Memorie van Toelichting, slechts voor doel zou gehad hebben aan de *huidige* vermindering der waarde van de munt te verhelpen en aan de strafrechtelijke geldboeten het betengeland karakter terug te geven dat zij bij hunne vestiging hadden. Deze bewijsvoering doet onderstellen dat het hof gebeurlijk de wet van 24 Juli 1921 zou beschouwen als niet toepasselijk op al de boeten door latere wetten of verordeningen bedongen.

Het is van belang er nadruk op te leggen dat de nieuwe verhooging van toepassing zal zijn op al de strafrechtelijke boeten, welke ook de datum weze der wet of verordening welke dezelve zal hebben gevestigd : ziehier eene wet van 1900 die zeker feit tot overtreding maakt en hetzelfde met eene maximaboete van 25 frank straft ; de wetgever is van meening dat, in de huidige omstandigheden, deze boete op 100 frank moet gebracht worden, zonder dat deze verhooging eene verzwaring van het feit zelf in zich sluit ; dit laatste blijft eene *overtreding*, met al de gevolgen die er uit voortvloeien, namelijk wat betreft de bevoegdheid, de subsidiaire gevangenzetting en de verjaring.

Ziehier nu, anderzijds, dat de wetgever, na deze wet, van oordeel is een feit te moeten straffen dat in zijne oogen denzelfden ernst heeft en dezelfde beteugeling verdient : moest de verhooging er niet op toepasselijk zijn dan zou men door den drang der omstandigheden eene boete van 100 frank moeten uitvaardigen, 't is te zeggen dit feit moeten opvoeren, niet tot *overtreding*, maar tot een *misdrijf*, met de wettelijke gevolgen die er uit voortspruiten : onbetwistbaar gebrek aan logica en bron van verwikkelingen, eens dat men op algemeene wijze het bedrag der boeten zou komen te wijzigen. Integendeel, al de boeten vastgesteld zijnde door de strafwetten alsof er geene waardevermindering in 't geld bestondt, en verhoogd volgens eenen zelfden regel door eene bijzondere wet, zal geenerlei moeielijkheid oprijzen den dag dat de verhooging afgeschaft of gewijzigd zou worden.

De Regeering doet u dienvolgens het voorstel, uitdrukkelijk te kennen te geven dat de verhooging van toepassing is op al de strafrechtelijke boeten, dan zelfs als zij gevestigd zouden zijn door latere wetten of verordeningen.

Het hoeft geen betoog dat, overeenkomstig met de algemeene stelregels (art. 2 van het Strafwetboek), de « verhooging zal voortgaan 20 decimen te bedragen voor de boeten uitgesproken uit hoofde van inbreuken begaan vóór het in werking treden der nieuwe wet, en na de wet van 24 Juli 1921 ».

TITEL VII.

Bijzondere belasting op roerende zaken.

Zooals de Regeering het te kennen gaf in de ministerieele verklaring, acht zij dat de nieuwe belastingen vooral den verworven rijkdom moeten treffen.

De fiscale wetgeving beschouwt als dusdanig de onroerende goederen en de

roerende kapitalen. Voor de eerste bedraagt de grondbelasting 10 t. h. maar zij wordt over 't algemeen verhoogd met provincie- en gemeentepcentiemen, waardoor zij feitelijk tot 15 t. h. wordt opgevoerd. Neemt men in aanmerking dat de gemeenten daarenboven eene wegenistaxe mogen heffen gelijk aan één tiende van het kadastraal inkomen, dan stelt men vast dat dit laatste dikwijls belast wordt met $15 + 10 = 25$ t. h.

Die last mag, normalerwijze, niet oveschreden worden, des te meer daar de eigenaars de algeheele supertaxe moeten betalen wijl al hunne onroerende goederen bekend zijn.

Anders is het gelegen met de houders van roerende waarden. Men weet dat de belasting op roerende zaken thans vastgesteld is op 15 t. h. (10 t. h. + 50 opcentiemen uitsluitend ten bate van den Staat), behoudens dat zij verminderd wordt tot 12 t. h. wat betreft de inkomsten van de obligaties die op 28 Maart 1923 (datum der wet welke gemelde opcentiemen gevestigd heeft) bestonden, voor zoover, wel verstaan, dat de schuldplichtige vennootschap de belasting of de verhooging van belasting niet te baren laste neemt.

Het zou ongepast zijn den toestand te bezwaren van de obligatiehouders of van de titularissen van bewaargevingen, die slechts een vasten en dikwijls geringen interest genieten. Maar eene bijbelasting schijnt, naar alle rechtvaardigheid, te mogen geëischt worden van de houders van acties of daarmede gelijkgestelde deelen.

Die bijbelasting kon verkregen worden door eene eenvoudige verhooging van het bedrag der belasting op roerende zaken op de coupons, doch zoo zou men de houders niet treffen van titels (oprichtersaandeelen, genotsacties, enz.), welke vaak een klein dividend opbrengen alhoewel hun koers over 't algemeen zeer hoog is ten gevolge van de goede vooruitzichten of van de door de vennootschappen bewimpelde reserves.

In die voorwaarden, en in navolging van hetgeen in Frankrijk sinds 1857 gedaan wordt, lijkt het nuttig eene bijzondere belasting op roerende zaken te vestigen op de waarde van de acties of deelen in de vennootschappen op aandeelen waarvan de maatschappelijke zetel of de bestuurlijke hoofdinzetting in België gelegen is. Die belasting kan ongeveer 35 miljoen opbrengen.

Luidens artikel 74, zal de jaarlijksche bijzondere belasting de waarde treffen van de acties of daarmede gelijkgestelde deelen (reserveaandeelen, dividendacties, oprichtersaandeelen of alle andere titels hoe ook genaamd) in de vennootschappen op aandeelen waarvan de maatschappelijke zetel of de bestuurlijke hoofdinzetting in België gelegen is. De obligaties vallen buiten de toepassing van de wet wijl de houders van die titels welke eene normale rente opbrengen, geen andere waardevermeerdering kunnen verhopan dan de vooruit gekende premie, welke, desgevallende, aan de belasting op roerende zaken onderworpen wordt.

Het bedrag der belasting zal 2 per duizend beloopt; dat matig bedrag zal gelijkelijk toegepast worden welke ook de bron der inkomsten of de ligging der inrichtingen van de vennootschap weze.

De nieuwe belasting moet, zooals de belasting op roerende zaken, betaald worden door de vennootschap, maar deze heeft het recht ze af te houden van

de inkomsten van elke categorie van acties of deelen en wel niettegenstaande elk verzet van de rechthebbenden, tot welke nationaliteit dezen ook behooren.

Het hoeft geen betoog dat wanneer de vennootschap de bijzondere belasting niet afhoudt van de inkomsten van de acties of deelen, de houders van de titels uit dien hoofde eene voordeel genieten waarmede het gebeurlijk dividend dient verhoogd te worden met het oog op de toepassing der belasting op roerende zaken. Wanneer eene vennootschap, bij voorbeeld, 30 frank betaald heeft als bijzondere belasting voor 1924 en 1925 op de waarde van de oprichtersaandeelen en zij in 1926 aan deze laatsten een dividend van 80 frank toekent, hetwelk zij uitkeert zonder de bijzondere belasting af te houden, dan zal de houder van zulken titel beschouwd worden als hebbende een dividend van $80 + 30 = 110$ frank verworven, totaal waarvan de gewone belasting op roerende zaken zal geheven worden.

De bijzondere belasting zal echter niet verschuldigd zijn wanneer eene vennootschap met verlies sluit, voor zoover nochtans dat het maatschappelijk bezit minder bedrage dan het gestort en nog niet terugbetaald kapitaal. Zoolang er geen teekenen van wederopbeuring voorhanden zijn, lijkt het niet billijk een aandeelhouder te treffen die een gedeelte heeft verloren van de som welke hij voor de aanwerving van den titel heeft gestort. Het feit, voor een vennootschap, van toevallig met verlies te sluiten, brengt de waarde van hare acties of deelen niet definitief in gevaar; de omstandigheid van met winst te sluiten maakt evenzoo voor eene vennootschap, waarvan het kapitaal ingevolge vroegere verliezen aangesproken werd, een teeken uit van wederopbeuring. Wegens die redenen zou de vrijstelling van belasting slechts van toepassing wezen wanneer de twee ongunstige factoren te gelijk aanwezig zijn : deficitaire toestand en vermindering van het maatschappelijk bezit tot een bedrag dat lager is dan het gestort en niet terugbetaald kapitaal.

§ 4 van artikel 74 bepaalt hetgeen met de belastbare waarde van de acties en deelen bedoeld wordt : het is hun gemiddelde koers in België tijdens de twee maanden welke volgen op die van het afsluiten van het maatschappelijk boekjaar; met andere woorden, wanneer eene vennootschap haar boekjaar bij voorbeeld op 15 Augustus sluit, dient de gemiddelde koers van de maanden September en October in aanmerking genomen te worden. De balans is het element dat het best toelaat de innerlijke waarde van eene onderneming te ramen; de koers van den titel tijdens het tijdvak dat op de afsluiting van het maatschappelijk boekjaar volgt, levert dus de meeste waarborgen van nauwkeurigheid op.

De handelwijze te volgen voor de vaststelling van den gemiddelden koers zal bij koninklijk besluit geregeld worden; de Commissie die thans gelast is wekelijks den koers der waarden te bepalen welke tot grondslag dient voor de heffing van de erfenisrechten, zou den gemiddelden koers per maand kunnen bepalen; worden de waarden in verschillende Belgische Beurzen, met inbegrip van die van Brussel, genoteerd, dan zal de koers van laatstgemelde beslissend zijn. Bij gebrek aan eenen koers in eene Belgische Beurs, zullen de koersen in de vreemde Beurzen slechts als element tot vergelijking in aanmerking genomen worden.

Voor de niet ter Beurs genoteerde acties of deelen, wordt de belastbare waarde

vastgesteld met inachtneming van de werkelijke waarde van het kapitaal aangewend bij het afsluiten van het maatschappelijk boekjaar; het aangewend kapitaal wordt thans reeds geraamd voor alle ondernemingen met het oog op de toepassing van de belastingen op de inkomsten.

Daar de vennootschappen in beginsel de belasting verschuldigd zijn, schrijft § 5 van artikel 74 hun voor de tot de vaststelling van belasting noodige bestanddeelen aan te geven. Eenvoudigheidshalve zal die aangifte gedaan worden terzelfder tijd als die betreffende de heffing van de belasting op roerende zaken, t. t. z. binnen de vijftien dagen na de toekenning of de betaalbaarstelling van het dividend. Wordt geen dividend toegekend, dan dient de aangifte ingediend te worden vóór den 15^e van de derde maand welke volgt op die van het sluiten van het maatschappelijk boekjaar; in het hoogerbedoeld geval, afsluiting van de balans op 15 Augustus, moet de aangifte, bij gebrek aan dividend, uiterlijk den 15 November daaropvolgend ingediend worden.

§ 6 van artikel 74 maakt de wettelijke bepalingen betreffende de aangiften, de vestiging der aanslagen, de invordering, de straffen, de bezwaren, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake inkomstenbelastingen, toepasselijk op de nieuwe belasting voor zoover, wel verstaan, er door het ontwerp niet van afgeweken wordt.

De bijzondere belasting op roerende zaken zal voor de eerste maal toegepast worden op de vennootschappen waarvan de balansen zullen afgesloten worden van den dag na de bekendmaking der wet af.

TITEL VIII.

Bedrijfsbelasting.

ART. 75.

Artikel 35 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten bepaalt dat de bedrijfsbelasting geheven wordt per schijven van inkomsten van 3000 frank volgens aanslagcijfers die trapsgewijze van 2 tot 10 t. h. klimmen.

Eenvoudigheidshalve dient men die belasting te doen schommelen lijk de supertaxe, t. t. z. per schijven van inkomsten van 5.000 frank, te meer daar beide belastingen ten laste van de wedde- of loontrekkenden, gepensionneerden, enz. voortaan tegelijkertijd mogen geheven worden.

Om elke merkelijke vermindering van de opbrengst der bedrijfsbelasting te voorkomen, zou het aanvankelijk bedrag van 2 t. h. niet met één half t. h. maar met één t. h. stijgen per schijf van 5.000 frank inkomsten.

De tabelbijlage A doet het bedrag uitschijnen van de belasting berekend volgens het huidig en volgens het voorgesteld stelsel.

Men stelt vast dat dit laatste de belasting met 5 of 10 frank schijnt te verminderen voor de inkomsten die niet 11.000 frank overtreffen; maar, feitelijk, zal die vermindering geringer zijn, daar het nieuw stelsel ook toegepast zal

worden voor de berekening van de belasting welke verband houdt met het vrijgesteld minimum.

Voor de inkomsten van 12.000 tot 15.000 frank is er geene verandering.

Van 16.000 frank inkomsten af wordt de belasting eerst verhoogd met enkele franken, daarna met 15 tot ongeveer 225 frank voor de inkomsten die 45.000 frank niet overschrijden.

Voor de hogere inkomsten zal de verhooging de vaste som van 240 frank belooopen.

Als gevolg van de hiervoren uiteengezette wijzigingen stelt men voor aan de schatplichtigen het recht niet meer te laten zich te doen aanslaan per schijven van inkomsten vastgesteld in verhouding tot het aangewend kapitaal. Dat regime bevoordeelt zonder reden de vennootschappen die aanzienlijke reserves tot stand brengen en inzonderheid de vennootschappen onder gemeenschappelijken naam waarvan de vennoten er aldus in slagen de supertaxe gedeeltelijk te ontduiken.

Veronderstellen wij, ten titel van voorbeeld, dat eene vennootschap onder gemeenschappelijken naam waarvan het aangewend kapitaal een millioen bedraagt, 200,000 frank winst verwezenlijkt; zij keert slechts 125,000 frank uit aan hare vennoten en wendt het overschot of 75,000 frank aan om eenigerlei reserve- of voorzieningsfonds op te richten. Op de hun toegekende 125,000 frank zullen de vennoten te gelijk de cedulaire belastingen en de supertaxe betalen; de vennootschap zal uitsluitend aan de cedulaire belasting onderworpen worden op grond van de 75,000 frank voorbehouden winsten en dat per schijven gelijk aan één twintigste van het aangewend kapitaal, hetzij $\frac{1.000.000}{20} = 50,000$ frank; de thans door de vennootschap verschuldigde bedrijfsbelasting bedraagt 5 t. h. op de eerste schijf van 50,000 frank en 6 t. h. op de overige 25,000 frank die deel uitmaken van de tweede schijf van 50,000 frank. Zij zou dus $2,500 + 1,500 = 4,000$ frank bereiken.

De voorgestelde tekst heeft ten doel het regime van het gemeen recht op die vennootschap toepasselijk te maken, t. t. z. de belasting te doen berekenen per schijven van 5,000 frank, hetgeen 2 tot 10 t. h. zou vertegenwoordigen op de eerste 45,000 frank en 10 t. h. op de overblijvende 30,000 frank. Aldus zou de belasting 5,700 frank bedragen, 't zij 1,700 frank meer dan thans.

De in zake bedrijfsbelasting voorgestelde veranderingen zullen ongeveer vijf millioen opbrengen.

TITEL IX.

Verscheidene bepalingen.

Interesten wegens verwijl

ART. 76.

§ 2 van artikel 59 der geordende wetten, gewijzigd bij artikel 10 der wet van 20 Augustus 1921, voorziet dat een interest van 6 t. h. zal geheven worden in geval van laattijdige betaling der belastingen.

Het hoog bedrag van den interest door zekere beleggingen verstrekt, alsook de verlokking van mogelijke speculatiewinsten, zet sommige schatplichtigen aan de betaling van hunne fiscale schulden te verdagen tot op het oogenblik dat zij er toe gedwongen worden, daar de interest wegens verwijl die van hen gevorderd wordt lager is dan de inkomsten die zij met hunne beleggingen of speculaties verwerven of daarvan verhoppen.

Anderzijds, de schatplichtigen die geen voldoende beschikbare gelden hebben, stellen insgelijks de betaling hunner belastingen liever uit dan de noodige sommen te ontleenen tegen een soms merklijk hooger percentage dan dat van den interest wegens verwijl.

Welke ook de drijfveer van de belanghebbenden weze, de gevolgen van dergelijke handelwijze zijn dezelfde voor den Staat, de provinciën en de gemeenten, waarvan de Thesaurie aldus onregelmatig gestijfd wordt.

Om dien stand van zaken te verhelpen, stelt de Regeering voor het bedrag van den interest welke opvorderbaar is in geval van laattijdige betaling der rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes, met inbegrip van de nog niet gestorte bijzondere belastingen op de oorlogswinsten en op de uitzonderlijke winsten, van 6 tot 8 t. h. op te voeren.

TITEL X

Mijnrecht.

ART. 77 TOT 80.

Vóór de Fransche omwenteling van 1789, werden de mijnen beheerd door het hoogheidsrecht en waren hunne voortbrengselen onderworpen aan de belasting van het tiend ⁽¹⁾.

De wet van 18 Juli 1791 verklaart dat « de mijnen ter beschikking zijn van de natie », maar zij overdreef de rechten van de eigenaars van den bovengrond en kende aan den fiscus geen aandeel in de opbrengst der mijnen toe.

De wet van 21 April 1810 gaat van een andere opvatting uit : zij trekt een duidelijk onderscheid tusschen den eigendom van den bovengrond en dien van de vergunbare delfstoffenlagen; hiervan maakt zij een bijzonderen eigendom, waarover niemand mag beschikken vooraleer er vergunning voor gegeven is; zij schenkt de Regeering het recht om over die mijnvelden vergunning te verleenen, over de ontgunning er van toezicht uit te oefenen en een vasten cijns te heffen alsmede een *evenredigen cijns op de zuivere opbrengst van de uitdelving*.

In den Staatsraad reeds, ten jare 1810, werd erkend dat de mijnen belastbaar waren, maar dat de belasting *eenvoudig en gematigd* moest zijn; eveneens werd aangenomen dat *de belasting de uitgaven van het Beheer der Mijnen moest vergelden*.

Die beginselen worden bevestigd bij de artikelen 33 tot 39 der wet van 1810 :

(1) Die belasting bestond reeds onder het Romeinsch recht; zoo men oordeelt naar eene Grondwet van het jaar 382.

deze laatsten vestigden een vast mijnrecht (10 frank per vierkanten kilometer van de uitgestrektheid van het concessieveld) en een evenredig recht op de voortbrengselen der mijnen, beperkt tot een maximum van 5 t. h. der zuivere opbrengst (art. 34 en 35).

Artikel 36 vestigde 10 opcentiemen tot het samenstellen van een fonds van onwaarden en artikel 39 bepaalde dat gemelde mijnrechten een bijzonder fonds moesten stijven, bestemd tot de uitgaven van het Beheer der mijnen en tot die voor opsporingen tot het openen of het ontginnen van nieuwe mijnen.

Het decreet van 6 Mei 1811 bepaalde het evenredig mijnrecht op 5 t. h., het is te zeggen op *één twintigste*, maar de wet van 27 December 1822, aangevuld bij die van 20 Februari 1833, verminderde gemelde belasting tot $2\frac{1}{2}$ t. h. van de zuivere opbrengst der ontginning gedurende het vorig jaar.

Die bepalingen bleven van kracht tot 1913 behoudens dat, overeenkomstig de begrotingswetten en de wet van 15 Mei 1846 op de Staatsrekenplichtigheid, de twee mijnrechten in de Begroting van 's Lands middelen opgenomen en met de andere Staatsinkomsten vermengd werden. 25 opcentiemen werden er op gevestigd ten bate der Schatkist (wet van 20 December 1872) daar het fonds van onwaarden vanaf 1873 afgeschaft werd.

Feitelijk beliep het evenredig mijnrecht dus $2.50 + \frac{2.5 \times 25}{100} = 3.125$ t. h. van de zuivere opbrengst der ontginning, ongeacht de provincieopcentiemen, terwijl het patentrecht der naamloze vennootschappen ten bate van den Staat slechts 2 t. h., plus 20 opcentiemen, hetzij 2.4 t. h. der winst bedroeg.

De zuivere opbrengst der ontginning, waarop de cijns gezet was, werd bepaald volgens sommige regels en kon verschillen, en verschilde dan in feite doorgaans ook, van de handelswinsten die de onderneming afwierp.

De mijnen stonden dus onder een bijzonder stelsel.

De wet van 1 September 1913, waarbij de taxe op werkelijke inkomsten en winsten wordt ingevoerd, heeft den evenredigen Staatscijns afgeschaft. Daaruit volgt dat de mijnexploitanten, afgezien van den vasten cijns, die trouwens heel gering is, thans aan het gewoon regime onderworpen zijn.

Deze toestand is strijdig met de inzichten van den wetgever van 1810 en ook met de billijkheid. De mijnontginning vergt niet alleen een bijzonder beheer, maar verarmt ook 's Rijks bodem en het is dan ook stipt rechtvaardig dat een gedeelte der uit de gewonnen delfstoffen voortvloeiende winsten aan de gemeenschap ten goede komt; thans is aan de mijnontginners, als bijzondere belasting, slechts het vast mijnrecht opgelegd, hetwelk, voor gansch het land, 28,000 frank 's jaars bedraagt, cijfer dat voorzeker zeer gering is wanneer men nagaat dat 230,000 hectaren worden ontgonnen.

Verschillende formules worden voorgedragen om dien toestand te verhelpen.

Sommigen hebben de vestiging voorgesteld van eene taxe op de hoeveelheid of op de waarde van de jaarlijks aan den grond onttrokken delfstoffen. Maar eene dergelijke belasting zou den prijs der brandstoffen doen stijgen en de exploitatieuitgaven der spoorwegen ten eerste beïnvloeden. Anderdeels zou eene taxe per ton geen rekening houden met het verschillend voortbrengstvermogen der beddingen en zou eene belasting op den verkoopprijs meestal dubbelen aanslag uitmaken met de belasting wegens overdracht en tevens de ontginners bevoor-

deelen die kolen aanwenden of verwerken in aan hunne kolenmijnen toegevoegde fabrieken.

Eene aanmerkelijke verhooging van het vast mijnrecht, gegrond op de oppervlakte van het concessieveld, blijkt evenmin aan te bevelen, daar zij zoowel de tot verlies aanleiding gevende ontginningen zou treffen als die welke inzonderheid loonend zijn.

Elke op de uitgestrektheid der *ontginbare* beddingen gevestigde belasting zou eveneens weinig practisch ofwel onvereinigbaar zijn met het nieuw fiscaal stelsel.

In die voorwaarden blijkt het eenvoudigste middel om aan de mijnontginners een aanvullende belasting op te leggen ter vergelding van de verarming van 's Rijks bodem, de vervanging te zijn van het vast mijnrecht door een mijnrecht geheven van de al dan niet uitgekeerde winsten waarvan belasting op roerende zaken of bedrijfsbelasting geheven wordt.

Waar sommige provinciën en tal van gemeenten thans taxes heffen op de aan den grond onttrokken delfstoffen, welke taxes samen ongeveer 5 miljoen beloopt, is men van gevoelen dat het allesbehalve overdreven ware het nieuw recht op de mijnontginners, *de aandeelen der provinciën en der gemeenten er in begrepen*, op vijf ten honderd te bepalen. Gemeld cijfer zou evenwel met 2 t. h. verminderd of vermeerderd worden, wanneer de winsten per gewonnen ton onderscheidenlijk minder dan 5 frank of meer dan 10 frank zijn.

De nieuwe belasting zal slechts de winst, *voortvloeiende uit de aan den grond onttrokken delfstoffen* treffen, op voorwaarde dat de belanghebbenden hunne andere winsten door regelmatig gehouden boeken verantwoorden.

Echter zou het verstaan zijn dat de belastbare winsten niet minder zouden mogen bedragen dan de zuivere opbrengst der aan den grond onttrokken delfstoffen, vastgesteld voor het aan de bovengrondeigenaars verschuldigde evenredig recht, dat gewoonlijk 1 tot 3 t. h. bedraagt.

Het voorgestelde mijnrecht zou in alle opzichten gelijkgesteld worden met de bedrijfsbelasting, zoodat ter zake zouden van toepassing zijn de bepalingen der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, nopens de aangiften, de aanslagen, de kohieren, de bezwaren en verhalen, de betalingen en vervolgingen, alsmede de voorrechten en hypotheeken.

Evenwel, aangezien de nieuwe belasting een bijkomenden last der ontginning uitmaakt, zou zij niet afgetrokken worden van de bij uitkeering van winsten invorderbare belasting, zoo niet zouden de mijnontginners, ten slotte, niet meer dan de andere nijveraars betalen.

Men meent dat het voorgestelde mijnrecht, voor de eerste maal op de winsten van 1923 toegepast, 13 tot 14 miljoen frank zou opbrengen, wat, verdeeld over België 's gezamenlijke opbrengst tijdens dat jaar, aan fr. 0.60 per ton beantwoordt.

Dit mijnrecht zou voor drie tienden toekomen aan den Staat, twee tienden zouden naar de provincie gaan en vijf tienden naar de gemeenten op grond van de hoge onkosten welke de koolputten haar berokkenen. De omslag onder provinciën en gemeenten zou geschieden evenredig met de zuivere exploitatie onder haar grondgebied. Doze omslag zou over gansch het rijk gedaan worden opdat

de gemeenten met arme of middelmatige kolenmijnen den bloci der andere steenkolenmijnen deelachtig wezen.

Een voorbeeld zal dit verduidelijken.

Eene koolmijn die geene winst maakte, heeft tijdens een jaar, onder het grondgebied eener gemeente, 20,000 ton kolen opgedolven.

De koolputten van het gansche land hebben, anderzijds, winsten verwezenlijkt waarvoor zij krachtens tegenwoordig ontwerp van wet een met fr. 0.60 per ton overeenstemmend recht te betalen zouden hebben. De helft, dus fr. 0.20 per ton, gaat naar de gemeenten.

Wijl de omslag geschiedt onder alle gemeenten, onder het gebied waarvan gedurende gemeld jaar ontgonnen werd, en naar verhouding der opgedolven hoeveelheden, zou bewuste gemeente $20,000 \times 0.30 = 1,000$ frank ontvangen, terwijl zij niets zou krijgen moest enkel op den toestand der onder haar gebied werkende mijn gelet worden.

Maar provinciën noch gemeenten zouden opcentiemen op dat mijnrecht mogen vestigen. Het zou hun evenwel vrijstaan voort eene taxe per gewonnen ton delfstof te heffen, maar op voorwaarde dat die aanslag verminderd worde met hun aandeel in het nieuw mijnrecht over het vorig jaar. Een voorbeeld zal insgelijks de toepassing van die bepaling verduidelijken :

Een koolput die geene winst maakte, heeft, in 1923, 60,000 ton kolen opgedolven onder het grondgebied eener gemeente. Deze laatste is gemachtigd geworden tot het vestigen eener taxe van fr. 0.50 per ton kolen die onder haar gebied onttrokken is.

De koolput heeft uit dien hoofde in 1924 op de tijdens het jaar 1923 aan den grond onttrokken delfstof $60,000 \times 0.50 = 30,000$ frank taxe betaald.

Indien voor 1924 het nieuw mijnrecht, gevestigd op de winsten door de koolputten des Rijks in 1923 behaald, fr. 0.60 per ton voorstelt —, waarvan de helft, 't zij fr. 0.30 per ton naar de gemeenten gaat — dan zou bewuste gemeente een aandeel hebben van $60,000 \times 0.30 = 18,000$ frank. Die 18,000 frank zouden in mindering komen op de taxe van 1925, waaraan de uitdelfing in 1924 ten grondslag ligt; bijgevolg, in de veronderstelling dat de belangrijkheid der uitdelfing gelijk blijft, zoo die koolput in 1925 aan de gemeente nog enkel te betalen hebben $30,000 - 18,000 = 12,000$ frank taxe, of fr. 0.20 per ton.

Die maatregel is dus ten gunste der weinig bloeiende kolenmijnen, in dien zin dat hunne fiscale lasten verminderd worden naar verhouding van de belasting die voorspoedige kolenmijnen betalen.

Kortom, bij het ontwerp wordt beoogd het mijnrecht op te voeren ten bate van den Staat, maar ook de provinciën en de gemeenten die verhooging deelachtig te maken, wat enkel tot verbetering harer financiën zal kunnen bijdragen.

Uit het ontwerp zal insgelijks een betere omdeeling voortvloeien van de lasten die de ondergrondindustrie bezwaren.

TITEL XI.

Taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

Arr. 81 tot 84.

Bij artikel 10 der wet van 3 September 1913, houdende vestiging van eene taxe op de kinematographische voorstellingen, werden de provinciën en de gemeenten gemachtigd op die taxe opcentiemen te vestigen, onderscheidenlijk ten beloope van hoogstens 25 t. h. en 75 t. h., maar werden andere provinciale of gemeentelijke belastingen op die vertooningen verboden; diegene welke alsdan bestonden werden afgeschaft van 1 Januari 1914 af.

Bij het besluit van 23 April 1916 werd gezegde belasting uitgebreid tot alle openbare vertooningen of vermakelijkheden en werden onderscheidenlijk een achtste en drie achtsten der opbrengst van de taxe toegekend aan de provinciën en aan de gemeenten; deze werden daarenboven gemachtigd bijzondere taxes te vestigen, waarvan nochtans gezegde aandeelen afgetrokken werden. Tamelijk veel gemeenten hieven aldus taxes waarvan het bedrag soms overdreven was en, namelijk van wege de exploitanten van kinemas, menig protest uitlokte. In het ontwerp dat later de wet van 28 Februari 1920 geworden is, kwam de Regeering dan ook terug tot het bij de wet van 1913 gehuldigd verbod bijzondere taxes te vestigen; zij breidde het zelfs uit tot de opcentiemen, daar de verhooging van de aanslagpercentages eene vermeerdering medebracht van de aan de provinciën en aan de gemeenten toegekende sommen.¹

Maar naar aanleiding van het verzet van verschillende leden der Kamer, werd van dat verbod afgezien wat de bijzondere taxes betreft en werd het door den wetgever enkel gehandhaafd voor de opcentiemen. Sedert dan hebben enkele provinciën en ettelijke gemeenten op de vertooningen of op de toeschouwers zeer hooge taxes gevestigd die, samen met de belastingen welke door den Staat geheven worden en waarvan onderscheidenlijk één tiende en drie tienden aan gezegde besturen toekomen, verbiedende althans overdreven aanslagcijfers bereiken, indien men de geringe opbrengst in aanmerking neemt van exploitaties die niet altijd in staat zijn die taxes te dragen wegens de groote onkosten veroorzaakt door de algemeene stijging der prijzen en der loonen.

Daarenboven druischt het vestigen van provincie- of gemeentetaxes, in menig geval, regelrecht in tegen 's wetgevers wil, vermits zij alle vertooningen zonder onderscheid treffen zelfs die welke men heeft willen steunen en waarvoor bij artikel 2 der wet van 28 Februari 1920 toegelaten wordt kwijtschelding of vermindering van de belasting te verleen.

De veelvuldigheid der taxes is, ten slotte, voor de ondernemers van vertooningen, eene bron van verwikkelingen in zake geschriften en controlemaatregelen, zonder te rekenen dat het onbepaalde dier taxes hen blootstelt aan voortdurende verhoogingen van lasten die hen niet toelaten verbintenissen van langen duur aan te gaan en hunne exploitatie zeer onzeker maken.

Nochtans dient aan de provinciën en aan de gemeenten eene zekere fiscale

autonomie te worden verleend. In die voorwaarden wordt voorgesteld de taxe te verminderen en ze uitsluitend ten bate van den Staat te heffen, maar de provinciën en de gemeenten te machtigen een beperkt aantal opcentiemen te vestigen, dat nochtans hoog genoeg zou zijn om hun alle tekort uit dien hoofde te vermijden.

ART. 81.

Artikel 21 van het ontwerp is derwijze opgesteld dat het de beginselen van het verschuldigd-zijn der taxe handhaaft zooals deze voortspuiten uit de termen zelf der wet van 28 Februari 1920 en uit de parlementaire werkzaamheden welke daaraan voorafgingen.

Ter vermijding van alle betwisting, bepaalt de nieuwe tekst nochtans uitdrukkelijk dat de taxe niet enkel den inrichter van de vertooningen of gemakkelikheden treft, maar ook dengene die, zonder inrichter te zijn, eene ontvangst verwerft of eenigerlei vergelding bekomt ten laste van de personen die de vertooningen of gemakkelikheden bijwonen of daaraan deelnemen.

Daaruit volgt dat de taxe namelijk toepasselijk is op de ontvangsten die gedaan worden, zelfs zonder tusschenkomst van de inrichters, ten laste van de cliënteel van de inrichtingen voor vertooningen of gemakkelikheden en van die welke daarvan afhangen, zooals de slijterijen die geopend worden op de renbanen, op de foren of in andere plaatsen voor openbare aantrekkelikheden. Zijn aldus belastbaar, de ontvangsten welke gedaan worden namelijk door eenen concessionaris of eenen onderaannemer in eenen schouwburg, op eene paardenrenbaan of op een foorplein. De taxe is zelfs verschuldigd voor de slijterijen, fritures en andere rondreizende inrichtingen waar geene gemakkelikheden worden ingericht maar die geëxploiteerd worden op het foorplein, wijl dit de aantrekkelikheden is die aan den exploitant de *algeheelheid* zijner inkomsten bezorgt. Hij is dus uit dien hoofde aan dezelfde verplichtingen onderworpen als den eigenlijk gezegden inrichter.

Duidelijkheidshalve groepeerde de onder artikel 81 opgenomen tabel, onder de n^{os} 1 tot 8, de verscheidene openbare vertooningen of gemakkelikheden en zij laat aan den Minister toe de nuttige nieuwe indeelingen te doen wanneer de vertooningen en gemakkelikheden niet uitdrukkelijk in die tabel zijn vermeld; deze brengt bovendien enkele wijzigingen in de thans toepasselijke aanslagcijfers.

Men heeft er vooral naar gestreefd het toepassen der belasting te vereenvoudigen door deze te berekenen op de ruwe ontvangsten en niet meer op die ontvangsten vooraf verminderd met het bedrag der taxe. Met andere woorden, men zal, evenals voor de andere belastingen, de regels van de korting boven t' honderd in stede van die van de korting in het honderd toepassen, waaruit eene lichte verhooging der taxe zal voortvloeien.

Onderstaande tabel houdt aanduiding van de thans geldende nominale en werkelijke aanslagcijfers alsmede van de voorgestelde nieuwe percentages.

Het werd voegzaam geoordeeld de vertooningen te groepeeren per categorieën, volgens hunnen aard of hun karakter, met inachtneming nochtans van het vroegere onderscheid. Daar de taxe uitsluitend gevestigd is ten bate van den

Staat, zijn de percentages zoodanig vastgesteld geworden dat voor de provinciën en de gemeenten de mogelijkheid blijft bestaan om, door het stellen van opcentiemen, hunne inkomsten te verhoogen ter vergelding van hunne aandeelen in de huidige belasting en van de bijzondere taxes, welke beide zullen afgeschaft worden, behoudens de onder artikel 83 voorziene uitzonderingen. Voor de kinemavertooningen werden de percentages vastgesteld met inachtneming van de 5 opcentiemen, uitsluitend ten bate van den Staat gevestigd bij artikel 12 der wet van 20 Augustus 1921 om de uitgaven van censuur der films te dekken; die opcentiemen worden afgeschaft daar hunne opbrengst voortaan in de belasting is begrepen.

AARD VAN DE VERTOONINGEN OF VERMAKELIJKHEDEN.	Huidige aanslagcijfers met inbegrip van het aandeel der provinciën en der gemeenten (1).	Nieuwe bedragen uitsluitend ten bate van den Staat.
1° Opvoeringen van dramatische kunst of andere van denzelfden aard. Letterkundige voordrachten.		
Recitals of concerten niet gevolgd door bals . . .	15/115	8 t. h.
2° Vertooningen met kinematographische voorstellingen, zelfs als bijzaak	15/115, 20/120, 25/125 (2)	12 »
3° Tehoorgevingen van orchestrions of andere automatische instrumenten	15/115	8 »
4° Volksbals en dansavonden, concerten gevolgd door bals in andere lokalen dan die vermeld onder n° 5	15/115	8 »
5° Vermakelijkheden ingericht in danshuizen en in de daarvan afhangende slijterijen of restaurants	30/130	15 »
6° Panorama's, natuurlijke of kunstmatige merkwaardigheden. Fooraantrekkelijkheden of andere dergelijke	15/115	8 »
7° Sportvergaderingen niet bedoeld onder n° 8 hierna.	15/115	8 »
8° Wedrennen van paarden en van honden, wedstrijden van vogelgezang, tot spel of weddenschappen aanleiding gevende exhibities	25/125 (3) of 15/115	15 »

(1) Het aandeel der provinciën en der gemeenten is thans onderscheidenlijk bepaald op één tiende en op drie tienden van de taxe.

(2) Het bedrag der taxe wordt gebracht op 20/120 en op 25/125 naar gelang de prijs van de plaatsen meer dan 1 frank of meer dan 2 frank beloopt. Bovendien worden 5 opcentiemen geheven ten bate van den Staat krachtens de wet van 20 Augustus 1921.

(3) De taxe is bepaald op 25/125 voor de wedrennen van paarden en van honden (art. 1, § 3, der wet van 28 Februari 1920).

Behoudens wat de onder 4^o, 5^o en 8^o bedoelde gemaklijkheden betreft, blijkt het billijk de belasting met één vierde te verminderen voor de ontvangsten in verband met de plaatsen waarvan de prijs één frank niet te boven gaat. Die maatregel is eene aanmoediging voor de kleine exploitaties wier cliënteel hoofdzakelijk tot de werkende klas en de kleine burgerij behoort.

Het lijkt daarentegen niet minder voegzaam de taxe met één vierde op te voeren wat de ontvangsten betreft in verband met de plaatsen waarvan de prijs 5 frank te boven gaat voor de kinemavertoningen en 10 frank voor de andere vertoningen of gemaklijkheden. In aanmerking dient inderdaad te worden genomen dat in de kinema's doorgaans verscheidene vertoningen per dag gegeven worden, terwijl er in de schouwburgen gewoonlijk slechts een enkele ingericht wordt. Maar het gewoon percentage blijft toepasselijk op de bijkomende ontvangsten (kleerkamer, buffet, enz.).

Anderzijds zal, in navolging van hetgeen reeds in verschillende steden bestaat, eene geringe belasting gevorderd worden voor de plaatsen die kosteloos, zonder dienstverplichting, bezet worden : zij zal, in hoofdsom, 10 centiem bedragen voor de plaatsen van 2 frank of minder en 25 centiem voor de andere plaatsen. Aldus zullen al degenen die, om zich te vermaken of te verstrooien, eene vertooning bijwonen, de taxe moeten betalen.

De taxe zal desgevallend op forfaitaire wijze bepaald worden op grond van de vermoede ontvangsten, geraamd volgens de feiten vastgesteld gedurende enkele dagen van gemiddeld belang. De forfaitaire aanslag zal gebeurlijk herzien worden op aanvraag van den belanghebbende of op initiatief van het Beheer, zooals zulks reeds nu geschiedt voor drankslijterijen waar om zekere uren of op sommige dagen een orchestrion speelt.

ART. 82.

Artikel 82 machtigt de provinciën en de gemeenten opcentiemen te heffen, doch het bedrag er van mag, over de jaren 1923 tot 1928, onderscheidenlijk niet 20 en 80 centiem overschrijden.

Dank zij de nieuwe aanslagcijfers zal die maatregel over 't algemeen aan de provinciën en aan de gemeenten eene verhooging van inkomsten verzekeren.

In uitzonderlijke gevallen mag de Regeering overigens de gemeenten machtigen tot het vestigen van ten hoogste 50 buitengewone opcentiemen op de bij artikel 81 bepaalde belasting. Die opcentiemen zullen in ruime mate eene compensatie verstrekken aan de steden welke thans bijzondere taxes op de vertoningen heffen.

ART. 83.

Bij artikel 83 worden afgeschaft : 1^o de provincie- of gemeentetaxes op de openbare vertoningen of gemaklijkheden, behalve die ten laste van de exploitanten van de onder 4^o, 5^o of 8^o van artikel 81 bedoelde gemaklijkheden, t. t. z. van die welke, zedelijkheidshalve, aan eene bijzondere reglementeering

kunnen onderworpen worden; 2° de wettelijke bepaling tot vestiging ten bate van den Staat van 5 opcentiemen op de taxe op de kinematographische voorstellingen.

ART. 84.

Artikel 84 stelt de toepassing van de nieuwe bepalingen vast op den 1^{er} der maand welke volgt op de bekendmaking der wet.

De tabel (bladzijden 44 en 45) doet de financieele gevolgen van de voorgestelde bepalingen uitschijnen. Daarnit blijkt dat de Staat daardoor 2 miljoen nieuwe middelen zou verwerven en dat de provinciale en gemeentelijke belangen ruim zouden gevrijwaard zijn.

De Regeering heeft de eer U deze nieuwe fiscale bepalingen te onderwerpen en koestert den wensch dat het Parlement zoo spoedig mogelijk tot het onderzoek daarvan zal overgaan om aldus het werk te voltooien van ons financieel herstel, waaraan gij, Mijne Heeren, U sedert verscheidene jaren hebt gewijd.

De Eerste Minister :
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

Tabel aantoonende de belastingsverminderingen of -verhoogen welke zullen voortvloeien uit de in zake bedrijfsbelasting voorgestelde wijziging.

Bedrijfsbelasting : Per schijf van 5,000 frank en minder.

Het bedrag is 2 t. h. voor de eerste schijf; het verhoogt met 1 t. h. voor de volgende schijven, zonder 10 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der inkomsten dat 45,000 frank overtreft.

N. B. — De in kolommen 3, 4, 6, 7 en 8 aangeduide belasting-cijfers zijn *theoretisch* in dien zin dat zij rekening houden noch met den aftrek van de belasting overeenstemmende met het gedeeltelijk van belasting vrijgesteld minimuminkomen, noch met de vermindering wegens gezinslasten.

BEDRAG der inkomsten.	Bedrijfsbelasting.		Huidig stelsel.	Supertaxe. (Huidig stelsel.)		TOTAAL van kolommen 3 en 6 (ruwe be- lastingen).	Percentage der ruwe fiscale lasten in verhouding tot het bedrag der inkomsten.	Aanmerkingen.
	Voorgesteld stelsel.							
	Aanslag- cijfer.	Bedrag.		Aanslag- cijfer.	Bedrag.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
3,000	2 %	60	60	1 %	30	90	3 00	
4,000	2 %	80	85	1 %	40	120	3.00	
5,000	2 %	100	110	1 %	50	150	3.00	
6,000	3 %	130	135	1 ½ %	65	195	3 25	
7,000	3 %	160	165	1 ½ %	80	240	3.43	
8,000	3 %	190	195	1 ½ %	95	285	3 56	
9,000	3 %	220	225	1 ½ %	110	330	3 67	
10,000	3 %	250	260	1 ½ %	125	375	3.75	
11,000	4 %	290	295	2 %	145	435	3 95	
12,000	4 %	330	330	2 %	165	495	4 12	
13,000	4 %	370	370	2 %	185	555	4.27	
14,000	4 %	410	410	2 %	205	615	4 40	
15,000	4 %	450	450	2 %	225	675	4 50	
16,000	5 %	500	495	2 ½ %	250	750	4.68	
17,000	5 %	550	540	2 ½ %	275	825	4 85	
18,000	5 %	600	585	2 ½ %	300	900	5.00	
19,000	5 %	650	635	2 ½ %	325	975	5 13	
20,000	5 %	700	685	2 ½ %	350	1,050	5.25	
21,000	6 %	760	735	3 %	380	1,140	5 43	
22,000	6 %	820	790	3 %	410	1,230	5 59	
23,000	6 %	880	845	3 %	440	1,320	5.74	
24,000	6 %	940	900	3 %	470	1,410	5 87	
25,000	6 %	1,000	960	3 %	500	1,500	6.00	

BEDRAG der inkomsten.	Bedrijfsbelasting.			Supertaxe. (Huidig stelsel.)		TOTAAL van kolommen 3 en 6 (ruwe be- lastingen).	Percentage der ruwe fiscale lasten in verhouding tot het bedrag der inkomsten.	Aanmerkingen.
	Voorgesteld stelsel		Huidig stelsel.					
	Aanslag- cijfer	Bedrag.		Aanslag- cijfer.	Bedrag.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
30,000	7 %	1 350	1.275	3 1/2 %	675	2,025	6.75	
35,000	8 %	1 750	1.635	4 %	875	2,625	7.50	
40,000	9 %	2.200	2.035	5 %	1,125	3,325	8.31	
45,000	10 %	2,700	2,475	6 %	1,425	4,125	9.17	
50,000	10 %	3,200	2,960	7 %	1 775	4,975	9.95	
55,000	10 %	3,700	3,460	8 %	2,175	5,875	10.68	
60,000	10 %	4 200	3,960	9 %	2,625	6,825	11.37	
65,000	10 %	4,700	4,460	10 %	3 125	7,825	12.04	
70,000	10 %	5,200	4,960	11 %	3,675	8 875	12.68	
75,000	10 %	5,700	5,460	12 %	4,275	9,975	13.30	
80,000	10 %	6 200	5,960	13 %	4,925	11,125	13.91	
85,000	10 %	6,700	6,460	14 %	5,625	12,325	14.50	
90,000	10 %	7 200	6,960	15 %	6,375	13,575	15.08	
95,000	10 %	7 700	7,460	16 %	7,175	14,875	15.66	
100 000	10 %	8,200	7,960	17 %	8,025	16,225	16.22	
105,000	10 %	8,700	8,460	18 %	8,925	17,625	16.78	
110,000	10 %	9 200	8,960	19 %	9,875	19,075	17.34	
115,000	10 %	9,700	9,460	20 %	10,875	20,575	17.89	
120,000	10 %	10,200	9 960	21 %	11,925	22,125	18.44	
125,000	10 %	10,700	10,460	22 %	13,025	23,725	18.98	
130,000	10 %	11,200	10,960	23 %	14,175	25,375	19.52	
135,000	10 %	11,700	11,460	24 %	15,375	27,075	20.05	
140,000	10 %	12 200	11,960	25 %	16 625	28,825	20.59	
145,000	10 %	12,700	12,460	26 %	17,925	30,625	21.12	
150,000	10 %	13,200	12,960	27 %	19,275	32,475	21.65	
155,000	10 %	13,700	13,460	28 %	20,675	34,375	22.18	
160,000	10 %	14,200	13,960	29 %	22,125	36 325	22.70	
165,000	10 %	14,700	14,460	30 %	23,625	38,325	23.23	
200,000	10 %	18,200	17,960	30 %	34,125	52,325	26.16	
300,000	10 %	28,200	27,960	30 %	64,125	92 325	30.77	
400 000	10 %	38,200	37,960	30 %	94,125	132,325	33.08	
500,000	10 %	48,200	47,960	30 %	124,125	172,325	34.46	
750,000	10 %	73 200	72,960	30 %	199,125	272,325	36.31	
1,000,000	10 %	98,200	97 960	30 %	274,125	372,325	37.23	

Tabel aantonende de financiële gevolgen van het ontwerp in

AARD DER VERTOONINGEN OF VERMAKELIJKHEDEN.	Opbrengst, in duizenden frank, van de taxe toegepast volgens de voorgestelde aanslagcijfers.			
	Aan- slagcijfer t. h. 1	Rijkstaxe. 3	Provincie- opcentiemen. (1) 4	Gemeente- opcentiemen. (1) 5
1° Opvoeringen van dramatische kunst of andere van denzelfden aard, letterkundige voordrachten, recitals of concerten niet gevolgd door bals	8 %	3,140	628	2,512
2° Vertooningen met kinematographische voorstellin- gen, zelfs als bijzaak	12 %	10,319	2,064	8,255
3° Tehoorgevingen van orchestrions of andere auto- matische instrumenten	8 %	957	191	765
4° Volksbals en dansavonden, concerten gevolgd door danspartijen, in andere lokalen dan die vermeld in 5°	8 %	1,828	365 (2)	1,462 (2)
5° Vermakelijkheden ingericht in danshuizen en in de daarvan afhingende slijterijen of restaurants.	15 %	2,703	541 (2)	2,162 (2)
6° Panorama's, natuurlijke of kunstmatige merk- waardigheden. Fooraantrekkelijkheden of an- dere dergelijke	8 %	785	157	628
7° Sportvergaderingen niet bedoeld onder n° 8 hierna.	8 %	1,392	278	1,114
8° Wedrennen van paarden en van honden, wed- strijden van vogelgezag, tot spel of wedden- schappen aanleiding gevende exhibities	15 %	1,743	349 (2)	1,394 (2)
TOTAUX.		22,867	4,573	18,292 (2)

(1) In geval de provinciën en de gemeenten van al hunne rechten tot aanslag zouden gebruik maken.

(2) Zonder de bijzondere taxes welke de provinciën en de gemeenten gerechtigd zijn te heffen op de onder 4°, 5° en 8° voorziene vermakelijkheden.

(3) Ter vergoeding van de bijzondere taxes welke zij thans heffen, mogen de gemeenten buitengewone opcentiemen vestigen; voor de stad Brussel, namelijk, zouden die opcentiemen jaarlijks ongeveer 3 miljoen belooopen, hetzij, bij benadering, de opbrengst van de gemeentetaxe, doch er valt aan te merken dat de gemeenteopcentiemen aan de hoofdstad 3 1/2 miljoen zouden opbrengen tegen 2 1/2 miljoen, bedrag van haar aandeel in de huidige taxe.

zake taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

TOTAAL der kolommen 5 tot 5.	Huidige toestand.				Vermoedelijke verhoogingen ten bate van		
	Aandeel van den Staat.	Aandeel van de provincie.	Aandeel van de gemeente	Totale taxe.	den Staat.	de provincie.	de gemeente.
6	7	8	9	10	11	12	13
6 280	2,596	433	1,298	4 327	544	195	1,214
20,638	9,638	1,606	4,819	16,063	681	458	3,436
1,913	932	155	486	1,553	25	36	299
3,655	1,789	298	894	2,981	39	67	568
5,406	2,286	381	1,143	3,810	417	160	1,019
1 570	770	128	385	1,283	15	29	243
2,784	1,262	210	631	2,103	130	68	433
3,486	1,374	229	687	2,290	369	120	707
45,732	20,647	3,440	10,323	34,410	2,220	1,133	7,969

(46)

ANNEXE AU N° 340.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives, par Notre Pre-
mier Ministre, Ministre des Finances :

TITRE PREMIER.

Droit de timbre.

ARTICLE PREMIER.

Par modification à l'article 12, 3°,
de la loi du 25 mars 1891 et à l'ar-
ticle 10 de celle du 30 décembre 1913,
le droit de timbre proportionnel établi
sur les actions et obligations de société,
dont la durée n'excède pas cinq ans à
partir de leur émission, est fixé ainsi
qu'il suit :

Pour celles de 250 francs et au-des-
sous fr. 0.25

Pour celles de plus de 250
francs jusqu'à 500 francs . 0.50

Pour celles de plus de 500
francs jusqu'à 1,000 francs. 1.00

et ainsi de suite à raison de 50 cen-
times par 500 francs ou fraction de
500 francs.

BIJLAGE VAN N° 340.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Mi-
nister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de
inhoud volgt, zal, in Onzen naam, bij
de Wetgevende Kamers ingediend wor-
den, door Onzen Eersten Minister,
Minister van Financiën :

TITEL ÉÉN.

Zegelrecht.

EERSTE ARTIKEL.

Met wijziging in artikel 12, 3°, van
de wet van 25 Maart 1891 en in arti-
kel 10 dergene van 30 December 1913,
wordt het evenredig zegelrecht, geves-
tigd op de aandeelen en obligaties van
vennootschappen, waarvan de duur
geen 5 jaar overtreft te rekenen van
hunne uitgifte, bepaald als volgt :

Voor die van 250 frank en
minder fr. 0.25

Voor die van meer dan 250
frank tot en met 500 frank. 0.50

Voor die van meer dan 500
frank tot en met 1,000
frank 1.00

en zoo voort tegen 50 centiem per
500 frank of breuk van 500 frank.

ART. 2.

Le droit de timbre proportionnel établi par l'article 14 de la loi du 25 mars 1891 sur les actions et obligations et tous autres effets à terme illimité ou d'une durée de plus de cinq ans à partir de leur émission, est fixé ainsi qu'il suit :

Pour ceux de 250 francs et au-dessous fr.	0.50
Pour ceux de plus de 250 francs jusqu'à 500 francs .	1.00
Pour ceux de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs.	2.00

et ainsi de suite à raison de 1 franc par 500 francs ou fraction de 500 francs.

ART. 3.

Le droit de timbre proportionnel établi par l'article 12, 1°, de la loi du 25 mars 1891 sur les billets, mandats et obligations non négociables, y compris les reconnaissances de dépôts irréguliers, est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les titres de 100 francs et au-dessous fr.	0.10
Pour ceux de plus de 100 francs jusqu'à 200 francs .	0.20
Pour ceux de plus de 200 francs jusqu'à 300 francs .	0.30
Pour ceux de plus de 300 francs jusqu'à 400 francs .	0.40
Pour ceux de plus de 400 francs jusqu'à 500 francs .	0.50
Pour ceux de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs.	1.00
Pour ceux de plus de 1,000 francs jusqu'à 1,500 francs.	1.50

et ainsi de suite à raison de 50 centimes par 500 francs ou fraction de 500 francs.

ART. 2.

Het evenredig zegelrecht gevestigd bij artikel 14 der wet van 25 Maart 1891 op de aandelen en obligaties en alle andere effecten op onbepaalden termijn of met eenen duur van meer dan 5 jaar te rekenen van hunne uitgifte, wordt bepaald als volgt :

Voor die van 250 frank en minder fr.	0.50
Voor die van meer dan 250 frank tot en met 500 frank.	1.00
Voor die van meer dan 500 frank tot en met 1,000 frank	2.00

en zoo voort tegen 1 frank per 500 frank of breuk van 500 frank.

ART. 3.

Het bij artikel 12, 1°, der wet van 25 Maart 1891 gevestigde evenredig zegelrecht op de niet verhandelbare briefjes, mandaten en obligaties, met inbegrip van de erkenningsbewijzen van onregelmatige deposito's, wordt bepaald als volgt :

Voor de titels van 100 frank en minder fr.	0.10
Voor die van meer dan 100 frank tot en met 200 frank.	0.20
Voor die van meer dan 200 frank tot en met 300 frank.	0.30
Voor die van meer dan 300 frank tot en met 400 frank.	0.40
Voor die van meer dan 400 frank tot en met 500 frank.	0.50
Voor die van meer dan 500 frank tot en met 1,000 fr.	1.00
Voor die van meer dan 1,000 frank tot en met 1,500 frank	1.50

en zoo voort tegen 50 centiem per 500 frank of breuk van 500 frank.

ART. 4.

Sont soumis au droit proportionnel fixé par l'article précédent les prêts sur nantissement et, généralement, les écrits désignés au dit article portant obligation de sommes avec prestation d'un gage.

Sont applicables aux écrits visés au présent article les dispositions des articles 36, 37, 38, 39 et 44 de la loi du 25 mars 1894.

ART. 5.

Par dérogation à l'article qui précède, les prêts sur nantissement consentis par un banquier ou toute autre personne se livrant habituellement à ce genre d'opérations sont soumis à un droit proportionnel de timbre de 25 centimes par 1,000 francs, ou fraction de 1,000 francs, si ces prêts sont faits ou continués pour vingt jours au maximum.

En cas de prorogation du prêt au-delà du terme ci-dessus fixé, chaque renouvellement donne ouverture à un nouveau droit de 25 centimes par 1,000 francs, pour chaque période supplémentaire de vingt jours.

Tous les prêts sur nantissement consentis par les banquiers ou autres personnes désignées au 1^{er} alinéa du présent article doivent être constatés par écrit; il en est de même des renouvellements de ces prêts.

En cas d'infraction aux dispositions des alinéas qui précèdent, il est encouru individuellement par le prêteur et l'emprunteur une amende égale au vingtième de la somme empruntée, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus au paiement du droit de timbre éludé.

ART. 4.

Worden aan het bij voorgaand artikel bepaalde zegelrecht onderworpen de pandleeningen en, over 't algemeen, de onder gemeld artikel aangeduide geschriften houdende schuldbekentenis van sommen met pandgeving.

Zijn toepasselijk op de bij het tegenwoordig artikel bedoelde geschriften, de bepalingen van artikelen 36, 37, 38, 39 en 44 der wet van 25 Maart 1894.

ART. 5.

Met afwijking van voorgaand artikel, worden de pandleeningen toegestaan door eenen bankier of door elk anderen persoon die zich gewoonlijk met dergelijke verrichtingen bezig houdt, aan een evenredig zegelrecht van 25 centiem per 1,000 frank, of breuk van 1,000 frank, onderworpen indien die leeningen voor ten hoogste 20 dagen gedaan of voortgezet worden.

In geval van voortzetting der leening boven vorenvermelden termijn, geeft elke hernieuwing opening tot een nieuw recht van 25 centiem per 1,000 frank, voor elk bijkomend tijdvak van 20 dagen.

Alle pandleeningen toegestaan door de bankiers of door de andere onder het eerste lid van voorgaand artikel vermelde personen moeten schriftelijk vastgesteld worden; hetzelfde geldt voor de hernieuwing van die leeningen.

In geval van overtreding van de bepalingen van voorgaande leden, beboopen leener en ontleener individueel eene boete gelijk aan het twintigste van de geleende som, zonder dat die boete minder dan 100 frank moge bedragen. De overtreders zijn bovendien hoofdelijk gehouden tot betaling van het ontdoken zegelrecht.

ART. 6.

La perception du droit de timbre établi par les deux articles qui précèdent exclut l'exigibilité de tout droit de timbre sur le double de la convention qui est destiné au débiteur.

ART. 7.

Les comptes d'avances et, généralement, les crédits ayant pour objet des avances de fonds, ouverts par des banquiers et autres personnes se livrant habituellement à ce genre d'opérations sont soumis à une taxe trimestrielle de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs, qui est calculée sur le découvert moyen résultant des opérations traitées au cours du trimestre.

Ce découvert est représenté par le capital qui, pour une période de nonante jours et au taux convenu entre parties pour les postes débiteurs, aurait produit la somme dont le compte est débité à titre d'intérêts à l'expiration du trimestre ou, le cas échéant, à la date de la clôture du compte si celle-ci a lieu au cours du trimestre.

•

La taxe est acquittée par le banquier ou autre professionnel, au moyen de l'apposition et de l'annulation d'un timbre dont une partie doit être appliquée sur l'extrait de compte que le banquier est tenu de remettre à son client dans les trois mois qui suivent l'expiration de chaque trimestre, c'est-à-dire dans les trois mois qui suivent le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre.

ART. 6.

De heffing van het bij beide voorgaande artikelen gevestigde zegelrecht sluit de opvorderbaarheid uit van alle zegelrecht op het voor den schuldenaar bestemde dubbel der overeenkomst.

ART. 7.

De voorschotrekeningen en, over 't algemeen, de credieten, welke geldvoorschotten tot voorwerp hebben, geopend door bankiers en andere personen, die zich gewoonlijk met dergelijke verrichtingen bezig houden, zijn onderworpen aan een driemaandijksche taxe van 25 centiem per 1,000 frank of breukvan 1,000 frank, die berekend wordt over het gemiddelde ongedekt bedrag dat voortvloeit uit de in den loop van het kwartaal gedane verrichtingen.

Dat ongedekt verbedrag is vertegenwoordigd door het kapitaal dat, voor een tijdvak van negentig dagen en tegen het percent dat voor de debetposten onder partijen overeengekomen is, de som zou opgebracht hebben waarmede de rekening, ten titel van interesten, wordt gedebiteerd op het einde van het kwartaal, of desgevallende, op den datum van afsluiting der rekening, indien deze in den loop van het kwartaal geschiedt.

De taxe wordt door den bankier of anderen vakman voldaan door middel van het aanbrengen en het onbruikbaar maken van een zegel waarvan een gedeelte moet geplakt worden op het uittreksel uit de rekening hetwelk de bankier gehouden is aan zijnen klant af te geven binnen de drie maanden na het verstrijken van elk kwartaal, t. t. z. binnen de drie maanden na 31 Maart, 30 Juni, 30 September en 31 December.

Toutefois, les banquiers et autres professionnels qui n'envoient à leurs clients que des extraits de compte semestriels peuvent acquitter en une fois la taxe afférente à chaque trimestre, dans les trois mois qui suivent l'expiration du semestre.

En cas d'infraction aux dispositions du présent article, il est encouru par le banquier ou autre professionnel une amende égale au vingtième de la somme qui sert de base à la perception de la taxe, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs. Le contrevenant est en outre tenu au paiement de la taxe éludée.

Sont exonérés de la taxe les comptes d'avances ouverts entre banquiers.

ART. 8.

Les bulletins de souscription à des actions ou obligations et, plus généralement, à des fonds publics belges ou étrangers quelle que soit leur dénomination sont assujettis à un droit de timbre fixe de 10 centimes.

Il est fait défense aux sociétés ou collectivités qui ont émis des titres d'actions ou d'obligations ainsi qu'aux banquiers ou autres intermédiaires chargés de recevoir les souscriptions d'accepter des bulletins de souscription venant de l'étranger qui ne seraient pas timbrés, sans les revêtir immédiatement du timbre prescrit.

ART. 9.

Sont soumis à un droit de timbre fixe de 10 centimes les bulletins, signés ou non signés, qui s'échangent entre agents de change et autres professionnels d'opérations de bourse ou qui sont remis aux comités ou organismes de

Evenwel mogen de bankiers en andere vaklieden, die aan hunne klanten slechts halfjaarlijksche uittreksels uit de rekeningen toezenden, de taxe in verband met elk kwartaal in eens voldoen binnen de drie maanden na het verstrijken van het semester.

In geval van overtreding van de bepalingen van dit artikel, wordt door den bankier of anderen vakman eene boete belooopen gelijk aan een twintigste van de som die tot grondslag dient voor de heffing van de taxe, zonder dat die boete minder dan 100 frank moge bedragen. De overtreder moet bovendien de ontdoken taxe betalen.

De voorschotrekeringen onder bankiers zijn van de taxe vrijgesteld.

ART. 8.

De bulletins van intekening op aandelen of obligaties en, over 't algemeen, op Belgische of vreemde effecten hoe ook genaamd, zijn aan een vast zegelrecht van 10 centiem onderworpen.

Het is den vennootschappen of collectiviteiten die titels van aandelen of van obligaties uitgegeven hebben, alsmede den bankiers of anderen tusschenpersonen gelast de intekeningen te ontvangen, verboden bulletins van intekening, die uit den vreemde komen en die niet zouden gezegeld zijn, te aanvaarden zonder ze onmiddellijk met het vereischte zegel te bekleeden.

ART. 9.

Worden aan een vast zegelrecht van 10 centiem onderworpen de al dan niet geteekende bulletins, welke gewisseld worden tusschen wisselagenten en andere beroepsverhandelaars ter beurs, of welke afgegeven worden aan de

liquidation pour constater les opérations effectuées au comptant ou à terme.

La rédaction des bulletins visés à l'alinéa qui précède est obligatoire; il doit être dressé un bulletin distinct pour chaque opération.

ART. 10.

Il est encouru :

1° En cas d'infraction au premier alinéa de l'article 8 ou au premier alinéa de l'article 9, individuellement par la personne qui a dressé l'écrit et par celle qui l'a accepté, une amende de 100 francs;

2° En cas d'infraction au deuxième alinéa de l'article 8, par la société ou le banquier intermédiaire, une amende de 100 francs;

3° En cas de contravention au deuxième alinéa de l'article 9 par chacune des parties, une amende de 100 francs.

Dans tous les cas, les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus au paiement du droit de timbre éludé.

ART. 11.

Est soumis à un droit de timbre fixe de 10 centimes l'écrit désigné sous le nom d'*ordre de virement ou de transfert*, par lequel un particulier ou une collectivité donne à un banquier l'ordre de porter une somme du crédit d'un compte au crédit d'un autre compte.

Il est défendu à tout banquier d'exécuter un ordre de virement ou de transfert, même venant de l'étranger, qui ne serait pas timbré, avant de l'avoir revêtu du timbre prescrit.

comiteiten of organismen van verevening ten bewijze der kontant of op termijn gedane verrichtingen.

Het opmaken van de onder voorgaand lid bedoelde bulletins is verplichtend; voor elke verrichting moet een afzonderlijk bulletin opgesteld worden.

ART. 10.

Beloopen wordt :

1° In geval van overtreding van het eerste lid van artikel 8 of van het eerste lid van artikel 9, eene boete van 100 frank individueel door den persoon die het geschrift opgesteld en door den-gene die het aanvaard heeft;

2° In geval van overtreding van het tweede lid van artikel 8, door de vennootschap of den tusschenbankier, eene boete van 100 frank;

3° In geval van overtreding van het tweede lid van artikel 9 door elk der partijen, eene boete van 100 frank.

In alle geval zijn de overtreders bovendien hoofdelijk gehouden tot betaling van het ontdoken zegelrecht.

ART. 11.

Wordt aan een vast zegelrecht van 10 centiem onderworpen het geschrift aangeduid onder den naam van *bevel van overschrijving of van overdracht*, waarbij een particulier of eene collectiviteit aan eenen bankier last geeft eene som van het credit van ééne rekening op het credit van ééne andere over te brengen.

Aan elken bankier wordt verboden een zelfs uit den vreemde komende, niet gezegeld bevel van overschrijving of van overdracht uit te voeren vooraleer het met het vereischte zegel bekleed te hebben.

ART. 12.

Sont également soumis à un droit de timbre fixe de 10 centimes :

1° Les écrits, signés ou non signés, connus sous le nom d'*avis de crédit* ou d'*débit*, par lesquels un banquier informe son client qu'il a porté une somme au crédit ou au débit de son compte;

2° Les extraits de comptes, signés ou non signés, envoyés par les banquiers à leurs clients.

ART. 13.

En cas de contravention aux dispositions des deux articles qui précèdent, il est encouru une amende de 100 francs par le banquier; celui-ci est, en outre, tenu au paiement du droit de timbre éludé.

ART. 14.

Ne tombent pas sous l'application des articles 11 et 12 :

1° Les ordres de virement ou de transfert donnés aux bureaux des chèques postaux, par les titulaires d'un compte;

2° Les extraits de compte et les avis de crédit ou de débit envoyés par les susdits bureaux aux titulaires d'un compte;

3° Les extraits de compte visés à l'article 7 ci-avant.

ART. 15.

Le deuxième alinéa du n° 1 de l'article 34 de la loi du 28 août 1921 est abrogé.

ART. 12.

Worden insgelijks aan een vast zegelrecht van 10 centiem onderworpen :

1° De al dan niet geteekende geschriften, bekend onder den naam van *kennisgeving van credit* of van *debet*, waarbij een bankier aan zijnen klant bericht dat hij eene som op het credit of op het debet van zijne rekening geboekt heeft;

2° De al dan niet geteekende uittreksels uit rekeningen, door de bankiers aan hunne klanten toegezonden;

ART. 13.

In geval van overtreding van de bepalingen van de twee voorgaande artikelen, wordt eene boete van 100 frank door den bankier beloopen; deze is bovendien gehouden tot betaling van het ontdoken zegelrecht.

ART. 14.

Vallen niet onder toepassing van artikelen 11 en 12 :

1° De bevelen van overschrijving of van overdracht aan de bureelen der postcheques gegeven door de titularissen van eene rekening;

2° De uittreksels uit de rekeningen en de kennisgevingen van credit of van debet door gemelde bureelen aan de titularissen van eene rekening toegezonden;

3° De onder voorgaand artikel 7 bedoelde uittreksels uit de rekeningen.

ART. 15.

Het tweede lid van n° 1 van artikel 34 der wet van 28 Augustus 1921 wordt ingetrokken.

ART. 16.

Par modification à l'article 28 de la loi du 28 août 1921, les chèques autres que ceux tirés sur un banquier sont assujettis au timbre proportionnel établi par l'article 8 de la loi du 24 octobre 1919, sur les effets négociables ou de commerce.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, sont considérés comme n'étant pas tirés sur un banquier les chèques domiciliés chez un banquier et ceux qui sont tirés sur un banquier pour compte d'un tiers donneur d'ordre.

ART. 17.

Il est fait défense aux banquiers :

1° D'accepter aux fins d'encaissement, d'escompte ou d'inscription au compte du créancier une quittance ou un reçu de sommes qui ne mentionnerait pas la date de l'échéance de la dette ou qui leur serait remis plus de quinze jours avant cette échéance ;

2° D'admettre en portefeuille ou de recevoir à titre de garantie des billets négociables qui ne seraient pas datés ou dont l'époque du paiement ne serait pas indiquée.

Il est encouru pour chaque contravention une amende égale au dixième de la somme exprimée dans la quittance ou le billet, sans que cette amende puisse être inférieure à 500 francs.

La même amende est encourue par toute personne qui présente à un banquier un billet ou une quittance de sommes rentrant dans les termes du premier alinéa du présent article.

ART. 16.

Met wijziging in artikel 28 der wet van 28 Augustus 1921, zijn de andere checks dan die op eenen bankier getrokken, onderworpen aan het bij artikel 8 der wet van 24 October 1919, gevestigde evenredig zegelrecht op de verhandelbare- of handelseffecten.

Worden, voor de toepassing van voorgaand artikel, beschouwd als niet op eenen bankier getrokken, de checks waarvan een bankier de aangewezen betaler is en die welke voor rekening van eenen derden lastgever op eenen bankier getrokken zijn.

ART. 17.

Het is den bankiers verboden :

1° Een kwijtschrift of een ontvangstbewijs van sommen waarop de vervaldag der schuld niet zou vermeld zijn of dat hun meer dan vijftien dagen vóór dien vervaldag zou afgegeven worden, te aanvaarden ter incasseering, ter disconto of ter inschrijving op de rekening van den schuldvorderaar ;

2° Verhandelbare briefjes, welke niet gedagteekend zijn of waarop bij de betaaldatum niet vermeld is, in portefeuille op te nemen of als zekerheid te aanvaarden.

Voor elke overtreding wordt eene boete belooopen gelijk aan één tiende van de som op de quittance of op het briefje vermeld, zonder dat die boete minder dan 500 frank moge bedragen.

Dezelfde boete wordt belooopen door elken persoon die een binnen debewoorden van het eerste lid van dit artikel vallend briefje of kwijtschrift van sommen aan eenen bankier voorlegt.

ART. 18.

L'opération de bourse connue sous le nom de *report*, qui est conclue avec un agent de change, commissionnaire ou courtier en fonds publics et qui consiste en un achat et une revente simultanés de titres de même nature, est assujettie à une taxe de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Sans préjudice à l'application du troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 30 août 1913, la taxe est exigible à charge de chacune des parties contractantes, sous cette réserve qu'elle couvre les deux opérations faites par chacune d'elles.

Cette taxe est calculée sur le montant total des sommes en capital et intérêts à acquitter par le reporté.

Est assimilée au report la convention par laquelle les parties prorogent à une nouvelle échéance l'exécution d'un marché à terme.

En cas de reports successifs, chaque renouvellement du contrat est considéré comme une opération nouvelle sujette à la taxe.

Les dispositions des articles 15 et suivants de la loi du 30 août 1913, relatives à la taxe sur les opérations de bourse, sont applicables à la taxe établie par le présent article.

ART. 19.

Est soumis à un droit de timbre proportionnel de 25 centimes par 1,000 francs, ou fraction de 1,000 francs, l'écrit constatant le report qui est conclu avec un banquier.

En cas de reports successifs, chaque

ART. 18.

De beursverrichting, bekend onder den naam van *report*, die gesloten wordt met een wisselagent, commissionnaire of makelaar in effecten, en die bestaat uit een gelijktijdigen aankoop en verkoop van gelijkaardige titels, wordt aan eene taxe van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank onderworpen.

Onverminderd de toepassing van het derde lid van artikel 12 der wet van 30 Augustus 1913, is de taxe opvorderbaar ten laste van elk der handelende partijen, onder dit voorbehoud dat zij de twee door elk harer gedane verrichtingen dekt.

Die taxe wordt berekend over het totaal bedrag der sommen, in hoofdsom en interesten, door den gereporteerde te voldoen.

Wordt met het report gelijkgesteld, de overeenkomst waarbij de partijen de uitvoering van eenen koop op termijn tot op een nieuwen vervaldag verschuiven.

In geval van achtereenvolgende reports, wordt elke hernieuwing van het contract beschouwd als eene nieuwe taxeplichtige verrichting.

De bepalingen van artikelen 15 en volgende der wet van 30 Augustus 1913, betreffende de taxe op de beursverrichtingen, zijn toepasselijk op de bij dit artikel gevestigde taxe.

ART. 19.

Wordt aan een evenredig zegelrecht van 25 centiem per 1,000 frank, of breuk van 1,000 frank, onderworpen het geschrift waaruit het report blijkt, dat met eenen bankier is gesloten.

In geval van achtereenvolgende repor-

renouvellement rend exigible un nouveau droit de timbre.

Toute opération de report conclue avec un banquier doit être constatée par écrit; il en est de même de chaque renouvellement de l'opération.

Le droit établi par le présent article est calculé sur le montant des sommes à acquitter par le reporté.

En cas de contravention aux dispositions du présent article, il est encouru individuellement par le banquier et le reporté, une amende égale au vingtième de la somme qui sert de base à la perception du droit. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus au paiement du droit de timbre éludé.

ART. 20.

La taxe établie sur les opérations de bourse par les articles 14 et suivants de la loi du 30 août 1913 doit être acquittée dans les trois jours de la conclusion du marché, qu'il s'agisse d'une opération au comptant ou d'une opération à terme.

Tombent sous l'application des dispositions précitées de la loi du 30 août 1913, ainsi que de l'alinéa précédent les opérations à prime.

ART. 21.

La taxe sur les opérations de bourse, fixée à 50 centimes par 1,000 francs par l'article 23, 1^{er} alinéa, de la loi du 28 août 1921, est portée à 1 franc par 1,000 francs.

Toutefois, la taxe reste fixée à 50 centimes par 1,000 francs pour les opérations au comptant ayant pour objet les titres de la Dette publique belge et de

ten, geeft elke hernieuwing aanleiding tot een nieuw zegelrecht.

Elke met eenen bankier gesloten reportverrichting, moet schriftelijk vastgesteld worden; hetzelfde geldt voor elke hernieuwing van de verrichting.

Het bij dit artikel gevestigde recht wordt berekend over het totaal van de sommen door den gereporteerde te voldoen.

In geval van overtreding van de bepalingen van dit artikel, wordt door den bankier en door den gereporteerde individueel eene boete belopen gelijk aan een twintigste van de som welke aan de heffing van het recht tot grondslag ligt. De overtreders zijn bovendien hoofdelijk gehouden tot betaling van het ontdoken zegelrecht.

ART. 20.

De bij artikelen 14 en volgende der wet van 30 Augustus 1913 op de beursverrichtingen gevestigde taxe moet voldaan worden binnen de drie dagen na het sluiten van den koop, ongeacht of het eene verrichting met of zonder tijdsbepaling geldt.

De verrichtingen met premie vallen onder toepassing van voormelde bepalingen der wet van 30 Augustus 1913, alsmede van het voorgaand lid.

ART. 21.

De taxe op de beursverrichtingen, bij artikel 23, 1^o lid, der wet van 28 Augustus 1921, op 50 centiem per 1,000 frank gesteld, wordt op 1 frank per 1,000 frank gebracht.

De taxe blijft echter op 50 centiem per 1,000 frank bepaald voor verrichtingen zonder tijdsbepaling betreffende de titels van de Belgische Openbare

la Dette publique congolaise, les obligations émises par les provinces et les communes du Royaume et, généralement, toutes les obligations à revenu fixe émises par des sociétés ou collectivités belges ou congolaises.

ART. 22.

Si un achat et une vente de fonds publics de même espèce sont opérée par le même professionnel intermédiaire, le même jour et pour le compte de la même personne, la taxe aux taux indiqués à l'article qui précède n'est exigible que sur le solde de ces opérations. Pour le surplus de ces opérations, la susdite taxe est réduite à 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Le deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 30 août 1913 est abrogé.

ART. 23.

Sans préjudice à l'application de l'article 11 de la loi du 25 mars 1891, qui soumet au droit de timbre fixe de 25 centimes les warrants et leurs cédules, est assujettie au droit de timbre proportionnel de 25 centimes par 1,000 francs, ou fraction de 1,000 francs, la mention inscrite sur le warrant et destinée à faire preuve d'une obligation de sommes au profit du porteur de ce titre.

Sont applicables aux warrants qui sont revêtus de la mention susindiquée, les dispositions des lois existantes relatives au droit de timbre en tant qu'elles concernent les effets négociables ou de commerce.

Schuld en van de Congoleesche Openbare Schuld, de obligaties door de provinciën en door de gemeenten van het Rijk uitgegeven en, over 't algemeen, alle door Belgische of Congoleesche vennootschappen of collectiviteiten uitgegeven obligaties met vast inkomen.

ART. 22.

Indien een aankoop en een verkoop van gelijkaardige effecten verricht worden door denzelfden vakman als tussenpersoon, op denzelfden dag en voor rekening van denzelfden persoon, dan is de taxe tegen de in voorgaand artikel aangeduide bedragen enkel over het saldo van die verrichtingen opvorderbaar. Voor het overige van die verrichtingen wordt gemelde taxe vermindert tot 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Het 2^{de} lid van artikel 14 der wet van 30 Augustus 1913 wordt ingetrokken.

ART. 23.

Onverminderd de toepassing van artikel 11 der wet van 25 Maart 1891, hetwelk de warrants en hare cedels aan het vast zegelrecht van 25 centiem onderwerpt, is de op de warrant gestelde melding om te dienen tot bewijs van eene schuldbekentenis van sommen ten bate van den houder van dien titel, aan het evenredig zegelrecht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank onderworpen.

De bepalingen van de bestaande wetten op het zegelrecht zijn, voor zoover zij de verhandelbare of handelseffecten betreffen, toepasselijk op de met voornoemde melding bekleede warrants.

ART. 24.

Par modification à l'article 44 de la loi du 30 août 1913, le droit de timbre sur les titres étrangers est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Pour ceux de 25 francs et au-dessous fr.	0.50
Pour ceux de plus de 25 francs jusqu'à 50 francs	1.00
Pour ceux de plus de 50 francs jusqu'à 100 francs	2.00
Pour ceux de plus de 100 francs jusqu'à 200 francs	4.00

et ainsi de suite à raison de 2 francs par 100 francs ou fraction de 100 francs.

Le droit est calculé sur la valeur fixée par le dernier prix-courant publié par le Gouvernement belge avant la date de l'exigibilité du droit.

Si les titres ne sont pas cotés au prix-courant, le droit est calculé sur leur valeur vénale à déclarer par les parties intéressées, sous le contrôle de l'administration.

ART. 25.

L'administration est autorisée à constater par tous les moyens établis par le droit commun, à l'exception du serment, et notamment par la cote officielle du pays ou de l'étranger, les insuffisances d'évaluation de titres qui ne sont pas cotés au prix-courant.

S'il est reconnu que les titres visés à l'alinéa précédent n'ont pas été déclarés à leur véritable valeur, le droit supplémentaire auquel donnerait lieu l'insuffisance sera acquitté et, en outre, une somme égale à ce droit, à titre d'amende,

ART. 24.

Met wijziging in artikel 44 der wet van 30 Augustus 1913, wordt het zegelrecht op de vreemde titels als volgt bepaald, te weten :

Voor die van 25 frank en minder fr.	0.50
Voor die van meer dan 25 fr. tot en met 50 frank	1.00
Voor die van meer dan 50 fr. tot en met 100 frank	2.00
Voor die van meer dan 100 fr. tot en met 200 frank	4.00

en zoo voort tegen 2 frank per 100 frank of breuk van 100 frank.

Het recht wordt berekend op de waarde bepaald bij de laatste prijslijst door de Belgische Regeering uitgegeven vóór den datum waarop het recht opvorderbaar is.

Indien de titels in de prijslijst niet genoteerd zijn, wordt het recht berekend op hunne verkoopwaarde door de belanghebbende partijen aan te geven onder toezicht van het Beheer.

ART. 25.

Het Beheer is gemachtigd door alle middelen van gemeen recht, den eed uitgezonderd, en namelijk door de officiële beursnotering van het Rijk of van het buitenland, de ontoereikendheid te bewijzen van de raming der titels die in de prijslijst niet genoteerd zijn.

Wordt bevonden dat de onder voorgaand lid bedoelde titels niet tegen hunne werkelijke waarde werden aangegeven, dan moet het aanvullend recht, waartoe de ontoereikendheid aanleiding geeft, voldaan worden met

si cette insuffisance excède d'un huitième ou davantage la valeur déclarée.

ART. 26.

La disposition qui fait l'objet de l'article précédent est applicable aux titres belges dans l'hypothèse — prévue à la partie finale de l'article 14 de la loi du 25 mars 1891 — où le droit de timbre doit être liquidé sur la valeur des actions ou parts d'intérêts à déclarer par la société sous le contrôle de l'administration.

ART. 27.

L'article 42 de la loi du 30 août 1913 est abrogé.

ART. 28.

Il est établi une taxe sur toute opération de vente et d'achat de devises ou monnaies effectuées, pour leur compte personnel ou pour le compte de tiers, par les banquiers, agents de change ou autres professionnels qui se livrent habituellement à pareilles opérations, et qui ont en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opération.

La taxe est fixée à 10 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Elle est liquidée sur le montant total des diverses opérations effectuées dans le courant de chaque journée.

La base imposable est déterminée, savoir :

Si l'une des prestations fournies par les parties contractantes consiste en

bovendien eene som gelijk aan dat recht, ten titel van boete, wanneer die ontoereikendheid met een achtste of meer de aangegeven waarde overtreft.

ART. 26.

De bepaling die het voorwerp uitmaakt van voorgaand artikel is insgelijks toepasselijk op de Belgische titels in de veronderstelling — voorzien in het slotgedeelte van artikel 14 der wet van 25 Maart 1891 — dat het zegelrecht moet verevend worden op de waarde der aandelen of interestdeelen door de vennootschap, onder toezicht van het Beheer, aan te geven.

ART. 27.

Artikel 42 der wet van 30 Augustus 1913 wordt ingetrokken.

ART. 28.

Eene taxe wordt gevestigd op elke verrichting van verkoop en aankoop van deviezen of munten voor eigen rekening of voor rekening van derden gedaan door de bankiers, wisselagenten of andere vaklieden die zich gewoonlijk met dergelijke verrichtingen bezig houden, en die hunne hoofdinrichting, een bijhuis of eenigerlei zetel van verrichtingen in België hebben.

De taxe is bepaald op 10 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Zij wordt verevend over het totaal bedrag van de verschillende verrichtingen in den loop van elken dag gedaan.

De belastbare grondslag wordt bepaald, te weten :

Indien een der prestaties door de handelende partijen verstrekt uit natio-

monnaie nationale, par le montant de cette prestation;

Si les deux prestations consistent en monnaie ou devises étrangères, par la valeur, calculée en francs belges, des monnaies ou devises reçues par le professionnel; cette valeur est fixée par le cours officiel du change, au jour de l'opération, tel qu'il est arrêté par les banquiers réunis en chambre de compensation à Bruxelles.

ART. 29.

La taxe est acquittée par les banquiers et autres professionnels, au moyen de l'apposition et de l'annulation d'un timbre, dans les dix jours qui suivent celui où les opérations imposables ont été effectuées.

ART. 30.

Il est encouru par le banquier ou autre professionnel, en cas de contravention aux deux articles qui précèdent, une amende égale à 50 fois le droit fraudé sans qu'elle puisse être inférieure à 500 francs pour chaque opération d'achat ou de vente. Le contrevenant est, en outre, tenu au paiement du droit éludé.

ART. 31.

Sont exemptes de la taxe les opérations faites pour le compte de l'État.

ART. 32.

Le Gouvernement règle le mode d'acquiescement des taxes et droits éta-

nale munt bestaat, door het bedrag van die prestatie;

Indien beide prestaties uit buitenlandse deviezen of munten bestaan, door de waarde, in Belgische franken berekend, van de door den vakman ontvangen munten of deviezen; die waarde wordt bepaald door den officiëlen wisselkoers op den dag der verrichting, zooals hij vastgesteld is door de bankiers vergaderd in de Kamer van Schuldvergelijking te Brussel.

ART. 29.

De taxe wordt door de bankiers en andere vaklieden voldaan door het aanbrengen en het onbruikbaar maken van een zegel, binnen de tien dagen na den dag waarop de belastbare verrichtingen gedaan werden.

ART. 30.

Door den bankier of anderen vakman wordt, in geval van overtreding van de twee voorgaande artikelen, eene boete belooopen gelijk aan 50 maal het ontdoken recht zonder dat zij voor elke verrichting van aankoop of verkoop, minder dan 500 frank moge bedragen.

De overtreder is, bovendien, gehouden tot betaling van het ontdoken recht.

ART. 31.

De verrichtingen gedaan voor rekening van den Staat zijn van de taxe vrijgesteld.

ART. 32.

De Regeering regelt de wijze van voldoening der bij voorgaande bepa-

blis par les dispositions qui précèdent, le mode selon lequel, le cas échéant, les timbres seront appliqués, la conservation et la représentation des pièces justificatives du paiement des taxes et droits et, plus généralement, toutes les mesures en vue d'assurer l'exécution des susdites dispositions.

Les infractions aux prescriptions des arrêtés royaux pourront être réprimées par des amendes dont le taux n'excédera pas 500 francs pour chacune d'elles.

ART. 33.

Les associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les changeurs et les agents d'affaires sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement, agissant en vertu d'une autorisation spéciale du directeur général de cette administration, leurs registres, répertoires, livres, actes et tous autres documents, à l'effet par les dits fonctionnaires de s'assurer de l'exécution des lois sur le droit de timbre et sur les taxes assimilées au timbre.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires de l'enregistrement pour constater les refus de communication font foi jusqu'à preuve contraire.

Sont abrogés les alinéas 2 et 3 de l'article 19 de la loi du 30 août 1913.

lingen gevestigde taxes en rechten, de wijze waarop de zegels desgevallende zullen aangebracht worden, de bewaring en de voorlegging van de stukken ten bewijze van de betaling der taxes en rechten, en, meer algemeen, alle maatregelen om de uitvoering van vorenvermelde bepalingen te verzekeren.

De overtredingen van de voorschriften der koninklijke besluiten mogen betoelgeld worden door boeten waarvan het bedrag 500 frank voor elk harer niet zal overtreffen.

ART. 33.

De vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen, die in België hunne hoofdinrichting, een bijhuis of eenigerlei zetel van verrichtingen hebben, de bankiers, de wisselagenten, de geldwisselaars en de zaakwaarnemers zijn gehouden, zonder verplaatsing, hunne registers, repertoria, boeken, akten en al andere bescheiden mede te deelen aan de ambtenaren van het Beheer der Registratie, handelende krachtens eene bijzondere machtiging van den algemeenen bestuurder van dat beheer, opdat eerstgenoemde ambtenaren zich kunnen vergewissen van de uitvoering van de wetten op het zegelrecht en op de met het zegel verwante taxes.

Elke weigering van mededeeling wordt bij proces-verbaal vastgesteld en met eene boete van 500 tot 5,000 frank gestraft.

De processen-verbaal door de ambtenaren der registratie opgemaakt om de weigeringen van mededeeling vast te stellen, zijn rechtsgeldig tot dat het tegendeel bewezen is.

Leden 2 en 3 van artikel 19 der wet van 30 Augustus 1913 worden ingetrokken.

TITRE II.**Droits d'enregistrement
et d'hypothèque.****ART. 34.**

Il est ajouté au 3° de l'article 18 de la loi du 28 août 1921 un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Pour l'application de l'alinéa qui précède, les diverses inscriptions prises soit dans un même bureau d'hypothèques, soit dans des bureaux différents, sont réputées former une inscription unique. »

ART. 35.

Il est ajouté à l'article 3 de la loi du 30 août 1913 un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Est également perçu sans attendre la réalisation du crédit le droit proportionnel d'enregistrement auquel donnent ouverture les sûretés réelles ou personnelles fournies par un tiers pour garantir l'exécution des contrats visés à l'alinéa qui précède. »

ART. 36.

Les baux de toute nature, d'une durée ne dépassant pas neuf ans, sont assujettis à un droit d'enregistrement de 25 centimes par 100 francs, sur le prix cumulé de toutes les années et les charges imposées au preneur.

ART. 37.

Les baux de plus de neuf ans, les baux à vie et ceux à durée illimitée sont

TITEL II.**Registratie- en hypotheekrechten.****ART. 34.**

Aan het 3° van artikel 18 der wet van 28 Augustus 1921 wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt :

« Voor de toepassing van voorgaand lid, worden de verschillende inschrijvingen genomen hetzij in eenzelfde kantoor der hypotheeken, hetzij in verschillende kantoren, geacht een enkele inschrijving uit te maken. »

ART. 35.

Aan artikel 3 der wet van 30 Augustus 1913 wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt :

« Wordt insgelijks geheven zonder de tegeldemaking van het crediet af te wachten, het evenredig registratierecht waartoe opening gegeven wordt door de zakelijke of persoonlijke zekerheden door eenen derde gesteld om de uitvoering van de onder voorgaand lid bedoelde contracten te waarborgen. »

ART. 36.

De huurcontracten van allen aard waarvan de duur negen jaar niet overschrijdt, worden aan een registratierecht van 25 centiem per 100 frank onderworpen op den gezamenlijken prijs van alle jaren en de lasten aan den huurder opgelegd.

ART. 37.

De huurcontracten van meer dan negen jaar, de levenslange huurcon-

assujettis à un droit de 50 centimes par 100 francs.

La perception s'établit : pour les baux de plus de neuf ans, sur le prix cumulé de toutes les années et les charges imposées au preneur; et pour les baux à vie ou à durée illimitée sur un capital formé de dix fois le prix et les charges annuels quant aux baux à vie, et de vingt fois le prix et les charges annuels quant aux baux à durée illimitée.

ART. 38.

Par modification aux deux articles qui précèdent, le droit pour les baux de chasse et de pêche est fixé à 1 franc par 100 francs, quelle que soit la durée du bail; ce droit est perçu selon les distinctions établies aux susdits articles.

ART. 39.

Le droit des cautionnements de baux est de moitié de celui fixé pour les baux.

ART. 40.

Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont applicables aux sous-baux, subrogations, cessions et rétrocessions de baux.

ART. 41.

Pour les baux faits en plusieurs lots par adjudication publique, le droit est perçu sur les sommes que contient cumulativement le procès-verbal.

tracten en die van onbepaalden duur worden aan een recht van 50 centiem per 100 frank onderworpen.

De heffing geschiedt : voor de huurcontracten van meer dan negen jaar, over den gezamenlijken prijs van alle jaren en de lasten aan den huurder opgelegd; en voor de levenslange huurcontracten of voor degene van onbepaalden duur over een kapitaal gelijk aan tienmaal de jaarlijksche prijs en lasten wat betreft de levenslange huurcontracten en aan twintigmaal de jaarlijksche prijs en lasten wat betreft de huurcontracten van onbepaalden duur.

ART. 38.

Met wijziging in de twee voorgaande artikelen wordt het recht voor de jachten en vischpachten op 1 frank per 100 frank bepaald, welke ook de duur zij van de pacht; dit recht wordt geheven volgens de in voormelde artikelen gestelde onderscheidingen.

ART. 39.

Het recht op de borgtochten van huurcontracten is gelijk aan de helft van datgene bepaald voor de huurcontracten.

ART. 40.

De bepalingen van de vier voorgaande artikelen zijn toepasselijk op de akten van onderverhuring, van indeplaatsstelling, op den afstand en wederafstand van huur.

ART. 41.

Voor de huurcontracten opgemaakt in verschillende loten bij openbare aanbesteding, wordt het recht geheven over de sommen welke het proces-verbaal gezamenlijk bevat.

ART. 42.

Le troisième alinéa de l'article 9 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par la disposition suivante :

« Si l'acte n'est pas enregistré dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII, il est encouru individuellement par le bailleur et par le preneur une amende égale au droit exigible, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs. »

Les fonctionnaires des administrations de l'enregistrement et des domaines et des contributions directes et du cadastre à qui seraient produits des baux qui n'auraient pas été enregistrés dans le délai dont il s'agit à l'alinéa précédent, sont autorisés à constater les contraventions par des procès-verbaux. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire; ils sont dispensés du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

ART. 43.

Les dispositions des articles 20 et 21 de la loi du 31 mai 1824 sont rendues applicables à l'hypothèse où l'acquisition du bois où des bâtiments a eu lieu après l'acquisition du fonds. Dans ce cas, les droits complémentaires d'enregistrement et de transcription exigibles doivent être payés dans les trois mois de l'acquisition du bois où des bâtiments, à peine d'une amende égale aux droits complémentaires.

L'alinéa qui précède ainsi que les dispositions y rappelées de la loi du

ART. 42.

Het derde lid van artikel 9 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Is de akte niet geregistreerd binnen den termijn bepaald bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII, dan wordt individueel door den verhuurder en door den huurder eene boete belooopen gelijk aan het opvorderbaar recht, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen. »

De ambtenaren van de beheeren van de registratie en domeinen en van de rechtstreeksche belastingen en het kadaster aan wien huurcontracten zouden voorgelegd worden, welke, binnen den termijn waarvan sprake onder voorgaand lid, niet zouden geregistreerd geworden zijn, zijn gemachtigd de overtredingen bij processen-verbaal vast te stellen. Die processen-verbaal zijn rechtsgeldig tot dat het tegendeel bewezen wordt; zij zijn vrijgesteld van het zegel en van de formaliteit der registratie.

ART. 43.

De bepalingen van artikelen 20 en 21 der wet van 31 Mei 1824 worden toepasselijk gemaakt op de veronderstelling dat het hout of de gebouwen verworven zijn na de verkrijging van den grond. In dat geval moeten de opvorderbare aanvullende registratie- en overschrijvingsrechten betaald worden binnen de drie maanden na de verkrijging van het hout of van de gebouwen, op straf van eene boete gelijk aan de aanvullende rechten.

Voorgaand lid en de daarin herinnerde bepalingen der wet van 31 Mei

31 mai 1824 sont également applicables, quel que soit le laps de temps qui sépare les deux acquisitions, à la transmission simultanée ou successive consentie à la même personne d'un fonds et des objets affectés au service et à l'exploitation de ce fonds.

ART. 44.

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement les titres de la Dette publique belge et de la Dette publique congolaise, les titres d'emprunts émis par les provinces et les communes tant du pays que de l'étranger et par les gouvernements étrangers, les actions et obligations nominatives ou au porteur des sociétés ou collectivités belges ou étrangères, les certificats d'actions ou d'obligations nominatives et, généralement, tous les fonds publics belges ou étrangers, quelle que soit leur dénomination.

ART. 45.

Par modification aux dispositions légales existantes, sont soumis au droit d'enregistrement de fr. 1.80 par 100 francs, les actes portant vente et, plus généralement, transmission à titre onéreux de fonds publics rentrant dans les termes de l'article précédent ainsi que de parts ou intérêts dans les sociétés possédant la personnification civile.

Le droit est liquidé sur le montant du prix en y ajoutant les charges imposées à l'acquéreur.

En aucun cas, la base imposable ne peut être inférieure à la valeur qui serait fixée par le dernier prix-courant publié

1824 zijn insgelijks van toepassing, welke ook de tijdruimte weze die de twee verkrijgingen scheidt, op de aan denzelfden persoon gedane gelijktijdige of achtereenvolgende overdracht van eenen grond en van de voorwerpen bestemd tot den dienst en tot de exploitatie van dien grond.

ART. 44.

Zijn van de formaliteit der registratie vrijgesteld de titels van de Belgische Openbare Schuld en van de Congoleesche Openbare Schuld, de titels van leeningen uitgegeven door de provinciën en de gemeenten, zoowel van het Rijk als van het buitenland, en door de vreemde regeeringen, de aandeelen en obligaties op naam of aan toondervan de Belgische of vreemde vennootschappen of collectiviteiten, de bewijzen van aandeelen of obligaties op naam en, over 't algemeen, alle Belgische of buitenlandsche effecten hoe ook genaamd

ART. 45.

Met wijziging in de bestaande wettelijke bepalingen, worden aan het registratierecht tegen fr. 1.80 per 100 frank onderworpen, de akten houdende verkoop en, meer algemeen, overdracht ten bezwarenden titel van in de bewoordingen van voorgaand artikel vallende effecten alsmede van deelen of interesten in vennootschappen die rechtspersoonlijkheid bezitten.

Het recht wordt verevend over het bedrag van den prijs mits bijvoeging der lasten aan den huurder opgelegd.

In geen enkel geval mag de belastbare grondslag beneden de waarde zijn, bepaald bij de laatste prijslijst door de

par le Gouvernement belge avant la date de l'exigibilité du droit.

ART. 46.

Le droit d'enregistrement sur les donations entre vifs des fonds publics ainsi que des parts sociales visés aux articles 44 et 45 est liquidé sur la base indiquée au dernier alinéa de l'article 43.

Si les titres ne sont pas cotés au prix-courant le droit est calculé sur leur valeur vénale à déclarer par les parties sous le contrôle de l'administration

ART. 47.

L'administration est autorisée à constater par tous les moyens établis par le droit commun, à l'exception du serment, et, notamment, par la cote officielle des bourses du pays ou de l'étranger, les insuffisances d'évaluation dans les actes portant transmission à titre onéreux ou à titre gratuit de fonds publics ou de parts sociales non cotés au prix-courant publié par le Gouvernement belge.

Sans préjudice à l'application éventuelle des articles 34 et 42 de la loi du 11 octobre 1919, s'il est reconnu que la valeur des fonds publics ou des parts sociales n'a pas été déclarée dans les actes susvisés conformément aux articles 43 et 46 le droit d'enregistrement sur l'insuffisance devra être acquitté et, en outre, une somme égale à titre d'amende si l'insuffisance excède d'un huitième ou davantage la somme qui a servi de base à la perception de l'impôt.

Belgische Regeering uitgegeven vóór den datum van opvorderbaarheid van het recht.

ART. 46.

Het registratierecht op de giften onder de levenden der effecten alsmede der onder artikelen 44 en 45 bedoelde maatschappelijke aandeelen, wordt verevend op den grondslag in het laatste lid van artikel 43 aangeduid.

Worden de titels in de prijslijst niet genoteerd, dan wordt het recht berekend over hunne verkoopwaarde door de partijen, onder toezicht van het Beheer, aan te geven.

ART. 47.

Het Beheer is gemachtigd tot vaststelling door alle middelen van gemeen recht, bij uitzondering van den eed, en, namelijk, door de officieele noteeringen der beurzen van het Rijk of van het buitenland, der ontoereikendheden van raming in de akten houdende overdracht ten bezwarenden of ten kostelloozen titel van effecten of maatschappelijke aandeelen welke niet genoteerd zijn in de door de Belgische Regeering uitgegeven prijslijst.

Onverminderd de gebeurlijke toepassing van artikelen 34 en 42 der wet van 11 October 1919, moet, indien bevonden wordt dat de waarde van vorenvermelde effecten of maatschappelijke aandeelen niet overeenkomstig artikelen 43 en 46 aangegeven werd, het registratierecht betaald worden op de ontoereikendheid en, bovendien, eene gelijke som ten titel van boete wanneer de ontoereikendheid met een achtste of meer de som overtreft welke tot grondslag gediend heeft voor de heffing der belasting.

ART. 48.

Doivent être enregistrés dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII les actes sous seings privés ou passés en pays étranger portant : 1° cession ou marché pour construction de navires et autres bâtimens de mer naviguant ou destinés à naviguer sous pavillon belge; 2° cession ou marché pour construction de bateaux ou embarcations d'intérieur, si l'une des parties contractantes est domiciliée en Belgique.

A défaut d'actes constatant la cession ou le marché, il y est suppléé par une déclaration détaillée et estimative, conformément à l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

ART. 49.

L'acte est enregistré et la déclaration faite au bureau de l'enregistrement du domicile de l'une ou l'autre des parties contractantes et, à défaut de domicile en Belgique, au bureau d'Anvers.

Sont applicables aux actes sous seings privés susvisés les dispositions des articles 1^{er} et 2 de la loi du 28 août 1921.

ART. 50.

Si l'acte n'est pas enregistré ou si la déclaration n'est pas faite dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit exigible.

ART. 48.

Moeten binnen het bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII bepaald tijdsbestek geregistreerd worden, de onderhandsche of in het buitenland verleden akten houdende :

1° Afstand van of overeenkomst tot aanbouw van zeeschepen en andere zeevaartuigen welke de Belgische vlag voeren of bestemd zijn ze te voeren;

2° Afstand van of overeenkomst tot aanbouw van binnenschepen of -vaartuigen, wanneer eene der handelende partijen in België metterwoon gevestigd is.

Bij gebreke van akten ten bewijze van den afstand of van de overeenkomst, wordt daarin voorzien door eene omstandige en begrootende aangifte, overeenkomstig artikel 4 der wet van 27 Ventôse jaar IX.

ART. 49.

De akte wordt geregistreerd en de aangifte wordt gedaan op het registratiekantoor van de woonplaats van een of ander der handelende partijen en, bij gebreke van eene woonplaats in België, ten kantore te Antwerpen.

Zijn op bovenbedoelde onderhandsche akten toepasselijk, de bepalingen der artikelen 1 en 2 der wet van 28 Augustus 1921.

ART. 50.

Indien de akte niet geregistreerd of indien de aangifte niet gedaan is binnen den vorenbepaalden termijn, wordt door elke handelende partij individueel eene boete beloopt gelijk aan het opvorderbaar recht.

ART. 51.

Les dispositions des articles 22 et 23 de la loi du 24 octobre 1919 sont applicables aux cessions et aux marchés pour construction de navires et bateaux.

ART. 52.

Par modification à l'article 13, 1^o de la loi du 28 août 1921, le droit d'enregistrement applicable aux marchés pour construction et aux contrats à titre onéreux translatifs de propriété ou d'usufruit de navires et bateaux est fixé à 2 francs par cent francs.

ART. 53.

Il est fait défense aux autorités, fonctionnaires et agents à ce préposés de délivrer une lettre de mer et d'admettre à l'immatriculation ou au jaugeage un navire ou bateau, dans le cas où l'impétrant a acquis l'embarcation en suite d'un marché pour construction ou par l'effet d'un contrat translatif de propriété ou d'usufruit, s'il ne leur est justifié, au préalable, du paiement du droit d'enregistrement exigible sur la convention, à peine par les contrevenants d'être personnellement responsables de ce droit.

ART. 54.

Les dispositions qui précèdent restent étrangères aux conventions ayant pour objet des yachts, bateaux et embarcations de plaisance dont s'occupe l'article 38 de la loi du 28 août 1921, relatif à la taxe de luxe.

ART. 51.

De bepalingen van artikelen 22 en 23 der wet van 24 October 1919 zijn van toepassing op de afstanden van en de overeenkomsten tot aanbouw van zee- en binnenschepen.

ART. 52.

Met wijziging in artikel 13, 1^o, der wet van 28 Augustus 1921, wordt het registratierecht toepasselijk op de overeenkomsten voor den bouw en op de contracten ten bezwarenden titel houdende overdracht van eigendom of van vruchtgebruik van zee- en binnenschepen, bepaald op 2 frank per 100 frank.

ART. 53.

Het is aan de daartoe aangestelde overheden, ambtenaren en agenten verboden eenen zeebrief uit te reiken en een zee- of binnenschip tot de inschrijving of tot de meting toe te laten, ingeval de verzoeker het vaartuig verworven heeft ingevolge eene overeenkomst voor bouw of op grond van een contract van overdracht van eigendom of vruchtgebruik, indien de betaling van het over de verbintenis opvorderbaar registratierecht niet vooraf bewezen wordt, op straf voor de overtreders persoonlijk aansprakelijk te zijn voor dat recht.

ART. 54.

Voorgaande bepalingen raken niet aan de overeenkomsten hebbende tot voorwerp jachten, plezierbooten en plezierbootjes waarover artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921, betreffende de weeldetaxe, handelt.

ART. 55.

Par modification aux articles 42 et suivants de la loi du 28 août 1921 relative à la taxe de transmission, sont affranchis de cette taxe les cessions et les marchés pour construction de navires et bateaux.

ART. 56.

Le droit d'enregistrement établi par l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 28 août 1921 sur les autorisations d'addition à un nom de famille est porté à 5,000 francs. Il est dû un droit par chaque bénéficiaire de l'autorisation.

Le droit d'enregistrement établi par la disposition légale précitée sur les autorisations de substitution de nom de famille est réduit à 100 francs. Il est dû un droit par chaque bénéficiaire de l'autorisation.

Le droit d'enregistrement établi par l'article 6, § 1^{er} de la loi susvisée, sur les lettres de noblesse ou la collation d'un rang de noblesse supérieur est porté à 5,000 francs.

Le Gouvernement est autorisé à établir des droits de chancellerie pour la délivrance de lettres patentes en matière de noblesse et d'armoiries.

ART. 57.

La grande naturalisation est assujettie à un droit d'enregistrement de 2,000 francs, la naturalisation ordinaire à un droit d'enregistrement de 500 francs.

Exemption totale ou partielle du paiement de ce droit peut être accordée par la législature pour services éminents rendus à l'État ou à la Colonie ou pour

ART. 55.

Met wijziging in artikelen 42 en volgende der wet van 28 Augustus 1921 betreffende de overdrachtstaxe, zijn de afstanden van en de overeenkomsten tot aanbouw van zee- en binnenschepen van deze taxe vrijgesteld.

ART. 56.

Het bij artikel 6, § 1. der wet van 28 Augustus 1921 gevestigd registratierecht op de verloven tot toevoeging aan eenen familienaam wordt op 5,000 frank gebracht. Een recht is verschuldigd door elken beneficiant van het verlof.

Het bij voormelde wettelijke bepaling gevestigd recht op de verloven tot vervanging van den familienaam wordt tot 100 frank verminderd. Een recht is verschuldigd door elken beneficiant van het verlof.

Het bij artikel 6, § 1, der voorenvermelde wet gevestigd recht op de brieven van adeldom of op de toekenning van een hooger rang van adeldom wordt op 5,000 frank gebracht.

De Regeering is gemachtigd kanselarijrechten te heffen voor de uitgifte van opene brieven in zake adeldom en wapenschilden.

ART. 57.

De staatsnaturalisatie wordt aan een registratierecht van 2,000 frank, de gewone naturalisatie aan een registratierecht van 500 frank onderworpen.

Geheele of gedeeltelijke vrijstelling van de betaling van dat recht kan door de Wetgeving verleend worden wegens uitstekende diensten aan den Staat of

participation à la grande guerre dans l'armée belge ou une armée alliée.

Le droit d'enregistrement de la grande naturalisation est réduit à 1,500 francs lorsque celui qui en est tenu a précédemment acquitté le montant du droit établi sur la naturalisation ordinaire.

L'acquisition de la qualité de Belge par voie de déclaration est assujettie à un droit d'enregistrement de 100 francs lorsque cette déclaration est soumise aux formalités de l'agrément prescrite par l'article 10 de la loi du 15 mai 1922.

Toutefois, est exonéré de ce droit l'intéressé dont l'indigence est constatée par un certificat du bourgmestre de sa résidence.

La transcription sur le registre dont s'agit aux articles 17 et 22 de la loi du 15 mai 1922 ne pourra être requise que sur la production soit de la quittance du droit délivrée par le receveur de l'enregistrement, soit, le cas échéant, lorsqu'il s'agit d'une déclaration d'option, d'un écrit par lequel l'officier du Ministère public qui requiert la transcription, attestera que l'intéressé a justifié de son état d'indigence.

Mention de cette production sera faite au dit registre.

La loi du 7 août 1881 est abrogée.

aan de Kolonie bewezen, of wegens deelneming aan den wereldoorlog in het Belgisch leger of in een geallieerd leger.

Het registratierecht op de staatsnaturalisatie wordt tot 1,500 frank verminderd wanneer degene die ze verkrijgt vroeger het bedrag van het op de gewone naturalisatie gevestigd recht betaald heeft.

De verkrijging van de hoedanigheid van Belg bij wege van verklaring van keuze wordt aan een registratierecht van 100 frank onderworpen wanneer die verklaring aan de formaliteiten van de bij artikel 10 der wet van 15 Mei 1922 voorgeschreven inwilliging onderworpen is.

Evenwel, wordt van dat recht vrijgesteld de belanghebbende waarvan het onvermogen door een bewijs van den burgemeester zijner verblijfplaats vastgesteld wordt.

De overschrijving in het register waarvan sprake onder artikelen 17 en 22 der wet van 15 Mei 1922, mag slechts gevorderd worden op vertoon hetzij van de door den ontvanger der registratie afgegeven quitantie van het recht, hetzij, desgevallende, wanneer het eene verklaring van keuze geldt, van een geschrift waarbij de ambtenaar van het openbaar ministerie die de overschrijving vordert, getuigen zal dat de belanghebbende zijnen staat van onvermogen bewezen heeft.

Melding van dat vertoon wordt op gemeld register gesteld.

De wet van 7 Augustus 1881 wordt afgeschaft.

TITRE III.

Droit de Greffe.

Art. 58.

Les droits fixes perçus, en vertu des dispositions légales existantes, pour la mise au rôle des causes contentieuses dans les cours et tribunaux sont remplacés par un droit proportionnel, dont la quotité est fixée à 50 centimes par 100 francs.

Art. 59.

Le droit est liquidé sur le montant de la somme ou sur la valeur de la chose qui fait l'objet de la demande en justice.

La base imposable est, s'il y a lieu, arrondie au multiple de 100 pour la perception.

Le minimum du droit à percevoir est fixé savoir : à 5 francs dans les justices de paix et les tribunaux de commerce; à 10 francs dans les tribunaux de première instance; à 20 francs dans les Cours d'appel et à 25 francs à la Cour de cassation.

Art. 60.

La base imposable est déterminée dans l'acte introductif d'instance et, à défaut, dans une déclaration souscrite, sur papier non timbré, par la partie ou son fondé de pouvoir, suivant le mode établi par le Code de procédure pour la compétence et le ressort.

En cas d'augmentation du chiffre de la demande par conclusions, le montant de la demande additionnelle est ajouté au chiffre de la demande primitive et

TITEL III.

Griffierechten.

Art. 58.

De vaste rechten krachtens de bestaande wettelijke bepalingen geheven voor het ter rolle brengen van de betwiste zaken bij de hoven en rechtbanken, worden vervangen door een evenredig recht waarvan het bedrag bepaald wordt op 50 centiem per 100 frank.

Art. 59.

Het recht wordt verevend over het bedrag van de som of over de waarde van de zaak die het voorwerp van den eisch in rechte uitmaakt.

De belastbare grondslag wordt, desgevallende, voor de heffing afgerond tot het veelvoud van honderd.

Het te heffen minimumrecht wordt bepaald te weten : op 5 frank in de vrederechten en in de rechtbanken van koophandel; op 10 frank in de rechtbanken van eersten aanleg; op 20 frank in de beroepshoven en op 25 frank in het Verbrekingshof.

Art. 60.

De belastbare grondslag wordt bepaald in de akte van rechtsingang en, bij gebreke daarvan, in eene aangifte op ongezegeld papier, door de partij of haren gevolmachtigde onderschreven, naar de wijze door het Wetboek van rechtspleging vastgesteld voor de bevoegdheid en het gebied.

In geval van verhooging van het cijfer van den eisch bij besluiten, wordt het bedrag van den bijkomenden eisch gevoegd bij het cijfer van den oorspron-

le droit est liquidé sur le total, sauf déduction du droit qui a été payé pour la demande primitive.

ART. 61.

Dans le cas où la demande a pour objet une chose qui, de sa nature, n'est pas appréciable en argent, le droit est fixé à cinq fois le droit minimum qui peut être dû d'après l'article 59.

ART. 62.

L'État est recevable à prouver par tous moyens, à l'exception du serment, l'insuffisance de la valeur déclarée en conformité de l'article 60. Il est dû, le cas échéant, à titre d'amende une somme égale à trois fois le droit éludé sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs, à 200 francs, à 300 francs et à 400 francs selon qu'il s'agit d'une cause introduite devant la justice de paix ou le tribunal de commerce, le tribunal de première instance, la cour d'appel et la cour de cassation.

ART. 63.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement sur une demande sujette à la perception d'un droit de mise au rôle avant que ce droit ait été acquitté.

ART. 64.

Par dérogation aux articles 23, 42 et 47 de la loi du 22 frimaire an VII, 30 et 68 de la loi du 25 mars 1891, il peut être fait usage dans les actes des procédures contentieuses — y compris les

kelijken eisch en wordt het recht over het totaal geheven, behoudens aftrekking van het recht dat voor den oorspronkelijken eisch betaald werd.

ART. 61.

In geval de eisch een voorwerp ten doel heeft dat, wegens zijnen aard, niet in geld kan worden begroot, wordt het recht bepaald op vijfmaal het minimumrecht dat volgens artikel 59 verschuldigd kan zijn.

ART. 62.

De Staat is ontvankelijk om door alle middelen, met uitzondering van den eed, de ontoereikendheid der overeenkomstig artikel 60 aangegeven waarde te bewijzen. Desgevallende is, ten titel van boete, eene som verschuldigd gelijk aan driemaal het ontdoken recht zonder dat zij onderscheidenlijk minder dan 100 frank, 200 frank, 300 frank en 400 frank moge bedragen, naar gelang het eene zaak geldt aangelegd voor het vredegericht of de rechtbank van koophandel, de rechtbank van eersten aanleg, het beroepshof en het verbrekingshof.

ART. 63.

Het is den rechters verboden eenig vonnis te wijzen nopens eenen eisch onderworpen aan de heffing van een recht tot brenging ter rolle, vooraleer het recht betaald is.

ART. 64.

Met afwijking van artikelen 23, 42 en 47 der wet van 22 Frimaire jaar VII, 30 en 68 der wet van 25 Maart 1891, kan in de akten der betwistbare rechtsvorderingen — met inbegrip van de

jugements et arrêts — suivies devant les cours et tribunaux désignés aux articles 59 et 62 de tous actes ou écritures non soumis au droit de timbre au moment de leur rédaction et non assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur, sans qu'ils soient timbrés ni enregistrés.

ART. 65.

Les dispositions des articles précédents seront applicables aux instances contentieuses actuellement en cours qui ne seront pas terminées par un jugement ou arrêt statuant au fond à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Le cas échéant, le nouveau droit ne sera perçu que sous déduction du droit de mise au rôle qui a été acquitté en conformité de la loi du 25 novembre 1889 modifiée par l'article 9 de celle du 28 août 1921.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement dans les instances rentrant dans les prévisions des deux alinéas qui précèdent, avant que le droit supplémentaire éventuellement dû ait été acquitté.

ART. 66.

Le Gouvernement est autorisé :

1^o A confondre le produit des droits de greffe avec le produit des droits de timbre dans la mesure où la perception des premiers serait assurée au moyen de timbres adhésifs ;

2^o A faire concourir les greffiers à la perception des droits de greffe sans qu'il en résulte pour eux la qualité de

vonnissen en arresten — welke voor de in artikel 59 en 62 aangeduide hoven en rechtbanken gevoerd worden, gebruik worden gemaakt van om 't even welke akten of geschriften die op het oogenblik hunner opstelling niet aan het zegelrecht onderworpen en binnen een bepaalden termijn niet aan registratie onderhevig zijn, zonder dat zij gezegeld of geregistreerd zijn.

ART. 65.

De bepalingen van voorgaande artikelen zijn toepasselijk op de thans aangelegde betwistbare rechtsgedingen, die, op den datum van de inwerking-treding dezer wet, niet zijn beëindigd bij een vonnis of bij een arrest, uitspraak doende over den grond der zaak.

Desgevallende, wordt het nieuw recht niet geïnd dan na aftrek van het recht voor ter rolle brenging dat overeenkomstig de wet van 25 November 1889, gewijzigd bij artikel 9 dergene van 28 Augustus 1921, werd betaald.

Den rechters wordt verbod gedaan eenig vonnis te wijzen in rechtsgedingen vallende onder toepassing van hetgeen bij de twee voorgaande leden wordt voorzien, alvorens het gebeurlijk verschuldigd aanvullend recht betaald geworden zij.

ART. 66.

De regeering is gemachtigd :

1^o De opbrengst der griffierechten samen te vermengen met de opbrengst der zegelrechten in de mate waarin de heffing der eerste door middel van plakzegels zou verzekerd worden ;

2^o De griffiers te doen tussekomen in de heffing der griffierechten, zonder dat daaruit de hoedanigheid van

comptable de l'État et notamment à mettre à leur disposition, pour le compte des receveurs de l'enregistrement et des domaines, les timbres qui leur sont nécessaires dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 67.

Par modification aux articles 10 et 12 de la loi du 25 novembre 1889, chaque rôle contient 25 lignes à la page et 16 à 20 syllabes à la ligne, compensation faite des unes avec les autres.

Les droits fixés par rôle, à l'exclusion de ceux relatifs à la matière pénale, sont portés aux taux ci-après, savoir :

Le droit de 1 franc à fr.	2.50
Id. 2 francs à fr.	5 00
Id. 4 id.	10.00
Id. 8 id.	20.00

Les droits de 85 centimes et de 53 centimes visés à l'article 12, § 5, 3°, de la loi du 25 novembre 1889, et portés au double par l'article 9 de la loi du 28 août 1921, sont ramenés respectivement à fr. 1.50 et 1.00.

ART. 68.

Les infractions aux prescriptions des arrêtés royaux réglant la perception des droits de greffe au moyen de timbres adhésifs, l'emploi et l'annulation de ceux-ci, pourront être réprimées par des amendes dont le taux n'excèdera pas 500 francs pour chacune d'elles.

Staatsrekenplichtige voor hen zou voortvloeien, en namelijk door de zegels, welke zij noodig hebben in het uitoefenen van hun ambt, te hunner beschikking te stellen voor rekening van de ontvangers der registratie en domeinen.

ART. 67.

Met wijziging in artikelen 10 en 12 der wet van 25 November 1889, bevat elke rol 25 regels per bladzijde en 16 tot 20 lettergrepen per regel, door malkaam berekend.

De rechten bepaald per rol, ter uitsluiting van die betreffende de strafzaak, worden tot onderstaande bedragen opgevoerd, te weten :

Het recht van 1 frank tot fr.	2.50
Id. 2 id.	5.00
Id. 4 id.	10.00
Id. 8 id.	20.00

De rechten van 85 centiem en 53 centiem, bedoeld onder artikel 12, § 5, 3°, der wet van 25 November 1889, tot het dubbel opgevoerd bij artikel 9 der wet van 28 Augustus 1921, worden onderscheidenlijk teruggebracht tot fr. 1.50 en 1.00.

ART. 68.

De overtredingen van de voorschriften der koninklijke besluiten tot regeling van de heffing der griffierechten door middel van plakzegels, van het gebruik en het onbruikbaarmaken daarvan, kunnen beteugeld worden door boeten waarvan het bedrag 500 frank voor elk harer niet zal overtreffen.

TITRE IV.

Disposition commune aux droits de timbre, d'enregistrement et de greffe.

ART. 69.

Le deuxième alinéa de l'article 25 de la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les salaires dus à raison des procédures prévues à la présente loi sont réduits de moitié.

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement ainsi que des droits de timbre et de greffe les requêtes adressées au Président du tribunal de commerce, les cédules, les actes de dépôt des factures au greffe, l'inscription au rôle des causes portées devant le Président du tribunal de commerce et tous les actes des procédures gracieuses organisées par la présente loi. »

TITRE V.

Droit de succession.

ART. 70.

La première phrase du deuxième alinéa du litt. *D* de l'article 11 de la loi du 27 décembre 1817, relative au droit de succession, est remplacée par la disposition suivante :

« Le capital des effets publics, des actions et des intérêts est réglé d'après le prix-courant publié par ordre du Gouvernement pendant le mois au cours duquel est survenu le décès. »

TITEL IV.

Bepaling welke aan de zegel-, registratie- en griffierechten gemeen is.

ART. 69.

Het tweede lid van artikel 25 der wet van 25 October 1919 op het beroepscrediet ten bate van de handel- en nijverheidrijvende klein-burgerij wordt vervangen door volgende bepalingen :

« De salarissen verschuldigd wegens de bij deze wet voorziene rechtspleging worden met de helft verminderd.

» Zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie alsmede van de zegel- en griffierechten de requesten toegezonden aan den voorzitter van de rechtbank van koophandel, de cedels, de akten van neerlegging der facturen ter griffie, de inschrijving in den rol der voor den voorzitter van de rechtbank van koophandel gebrachte zaken en alle akten van de bij deze wet ingerichte kosteloze rechtsplegingen. »

TITEL V.

Successierecht.

ART. 70.

De eerste volzin van het tweede lid van littera *D* van artikel 11 der wet van 27 December 1817, betreffende het successierecht, wordt door onderstaande bepaling vervangen :

« Het kapitaal van de openbare effecten, van de aandeelen en van de interesten wordt geregeld volgens de prijslijst, op last van de Regeering uitgegeven tijdens de maand waarin het overlijden overkomen is. »

Le mot « semaine » employé dans l'article 29 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence des tribunaux en matière contentieuse, est remplacé par le mot « mois ».

ART. 71.

Les titres, sommes, valeurs, coffres et plis dont il est question à l'article 29 de la loi du 11 octobre 1919 ne peuvent faire l'objet d'une restitution, d'un paiement ou d'un transfert, s'ils reviennent en tout ou en partie à un héritier, légataire ou autre ayant droit habitant l'étranger, avant qu'ait été fourni le cautionnement prescrit par l'article 24 de la loi du 17 décembre 1851.

De même, dans le cas prévu par l'article 30 de la loi susvisée du 11 octobre 1919, si parmi les ayants droit se trouvent une ou plusieurs personnes habitant l'étranger, le loueur du coffre-fort ou le notaire qui a dressé la liste ou l'inventaire prescrit par le dit article ne peut autoriser la prise de possession par les ayants droit des titres, sommes, valeurs ou objets contenus dans le coffre avant la prestation du cautionnement imposé par la disposition précitée de la loi du 17 décembre 1851.

Les contrevenants aux deux alinéas qui précèdent sont solidairement tenus, avec les héritiers, donataires ou légataires au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la contravention; les dispositions des articles 42 et 43 de la loi du 11 octobre 1919 leur sont en outre applicables.

Het woord « week », gebezigd in artikel 29 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid der rechtbanken in twistzaken, wordt vervangen door het woord « maand ».

ART. 71.

De titels, sommen, waarden, koffers en omslagen, waarvan sprake onder artikel 29 der wet van 11 October 1919, mogen, indien zij geheel of gedeeltelijk toekomen aan eenen erfgenaam, legataris of anderen rechthebbende die in den vreemde woont, het voorwerp van eene teruggave, eene betaling of eene overdracht niet uitmaken, alvorens de bij artikel 24 der wet van 17 December 1851 voorgeschreven borgtocht gesteld geworden zij.

Desgelijks indien, in het geval voorzien bij artikel 30 van hoogergeroemde wet van 11 October 1919, onder de rechthebbenden zich één of meer in den vreemde wonende personen bevinden, mag de verhuurder der brandkast of de notaris, die de lijst of den inventaris, voorgeschreven bij gemeld artikel, opge maakt heeft, niet machtigen tot inbezitting door de rechthebbenden der in de kast vervatte titels, sommen, waarden of voorwerpen, vóór het stellen van den bij voormelde bepaling der wet van 17 December 1851 voorgeschreven borgtocht.

De overtreders van beide voorgaande leden zijn met de erfgenamen, begiftigden of legatarissen hoofdelijk gehouden tot betaling van de rechten, welke, door het feit der overtreding, mochten ontdoken zijn; daarenboven zijn de bepalingen van artikelen 42 en 43 der wet van 11 October 1919 op hen toepasselijk.

TITRE VI.**Amende pénale.****ART. 72.**

L'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1921 établissant des décimes additionnels sur les amendes pénales est modifié comme suit :

« Le montant des amendes pénales prononcées par les cours et tribunaux en vertu du Code pénal et des lois et règlements particuliers, même postérieurs à la présente loi, est majoré de 30 décimes, sans que cette majoration modifie le caractère juridique de ces peines.

» Les cours et tribunaux constateront dans leurs arrêts ou jugements que, par application de la présente loi, l'amende prononcée à charge du prévenu, en application du Code pénal, de la loi spéciale ou des règlements particuliers, est majorée de 30 décimes, en indiquant le chiffre qui résulte de cette majoration.

» Les décimes additionnels sont recouvrés en même temps et par les mêmes moyens que le principal, conformément à la loi et au jugement de condamnation ».

Disposition générale.**ART. 73.**

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle les dispositions de la présente loi entreranno en vigueur.

TITEL VI.**Strafrechtelijke geldboeten.****ART. 72.**

Artikel 1 der wet van 24 Juli 1921 tot vestiging van opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten, wordt gewijzigd als volgt :

« Het bedrag der strafrechtelijke geldboeten uitgesproken door de hoven en rechtbanken krachtens het Strafwetboek en de bijzondere wetten en reglementen, zelfs van lateren datum dan deze wet, wordt verhoogd met dertig decimen, zonder dat door die verhooging de gerechtelijke aard der straffen wordt gewijzigd.

» De hoven en rechtbanken stellen in hunne arresten of vonnissen vast dat, bij toepassing der tegenwoordige wet, de geldboete, ten laste van den betichte uitgesproken bij toepassing van het Strafwetboek, van de bijzondere wet of van de bijzondere reglementen, met dertig opdecimen wordt verhoogd met aanduiding van het cijfer dat uit die verhooging voortspuit.

» De opdecimen worden terzelfder tijd en door dezelfde middelen als de hoofdsom geïnd, overeenkomstig de wet en het vonnis van veroordeeling. «

Algemeene bepaling.**ART. 73.**

De Regeering stelt den datum vast waarop de bepalingen van deze wet van kracht zullen worden.

TITRE VII.

Taxe mobilière spéciale.

ART. 74.

§ 1^{er}. — Il est établi une taxe mobilière spéciale sur la valeur des actions ou parts y assimilées dans les sociétés par actions ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif.

§ 2. — La taxe est fixée à 2 pour mille; elle est payable annuellement par les sociétés, mais celles-ci ont le droit de la retenir sur les revenus desdites actions ou parts et ce nonobstant toute opposition des bénéficiaires quelle que soit leur nationalité.

§ 3. — La taxe n'est pas due par les sociétés qui soldent en perte, pour autant que l'avoir social soit inférieur au capital versé et non remboursé.

§ 4. — La valeur imposable des actions ou parts y assimilées est déterminée d'après leur cours moyen en Belgique pendant les deux mois qui suivent celui de la clôture de l'exercice social. Un arrêté royal règle la façon d'établir le cours moyen.

A défaut de cet élément, la valeur imposable est fixée eu égard à la valeur effective du capital investi à la clôture de l'exercice social.

§ 5. — La taxe mobilière spéciale

TITEL VII.

Bijzondere belasting op roerende zaken.

ART. 74.

§ 1. — Eene bijzondere belasting op roerende zaken wordt gevestigd op de waarde van de acties of daarmede gelijkgestelde deelen in de vennootschappen op aandeelen waarvan de maatschappelijke zetel of de bestuurlijke hoofd-inrichting in België gevestigd is.

§ 2. — De belasting is vastgesteld op 2 per duizend; zij is jaarlijks te betalen door de vennootschappen doch deze laatsten zijn gerechtigd om ze af te houden van de inkomsten van gemelde acties of deelen, en wel niettegenstaande elk verzet van de rechthebbenden, welke ook dezer nationaliteit weze.

§ 3. — De belasting is niet verschuldigd door de vennootschappen die niet verlies sluiten, voor zoover het maatschappelijk bezit minder bedrage dan het gestorte en niet terugbetaalde kapitaal.

§ 4. — De belastbare waarde van de acties of daarmede gelijkgestelde deelen wordt bepaald volgens hun gemiddelden koers in België tijdens de twee maanden welke volgen op die van het afsluiten van het maatschappelijk boekjaar. Een koninklijk besluit regelt de wijze van vaststelling van den gemiddelden koers.

Bij gebrek van dat element, wordt de belastbare waarde bepaald met inachtneming van de werkelijke waarde van het bij de afsluiting van het maatschappelijk boekjaar aangewend kapitaal.

§ 5. — De bijzondere belasting op

est acquittée sur déclaration des sociétés redevables, dans les quinze jours qui suivent l'attribution ou la mise en paiement des dividendes et, à défaut, avant le 15 du troisième mois qui suit celui de la clôture de l'exercice social.

§ 6. — Les dispositions légales concernant les déclarations, l'établissement des cotisations, le recouvrement, les pénalités, les réclamations, le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus, sont applicables à la taxe mobilière spéciale ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que les dispositions qui précèdent n'y dérogent point.

§ 7. — La taxe mobilière spéciale sera appliquée pour la première fois aux sociétés dont les bilans seront clôturés à partir du lendemain de la publication de la présente loi.

TITRE VIII.

Taxe professionnelle.

ART. 75.

Les deux premiers paragraphes de l'article 35 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, sont remplacés comme suit :

ART. 35, § 1^{er}. — La taxe professionnelle est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenus annuels de 5,000 francs et moins, ou à raison de toute somme proportionnellement équivalente pour les périodes inférieures ou supérieures à un an.

roerende zaken wordt voldaan op aangifte van de schatplichtige vennootschappen, binnen de 15 dagen na de toekenning of de betaalbaarstelling der dividenden, en, bij ontstentenis, vóór den 15^e van de derde maand welke volgt op die van het afsluiten van het maatschappelijk boekjaar.

§ 6. — De wettelijke bepalingen betreffende de aangiften, de vestiging der aanslagen, de invordering, de straffen, de bezwaren, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake inkomstenbelastingen, zijn toepasselijk op de bijzondere belasting op roerende zaken, alsmede op de daarmede verband houdende interesten en kosten, voor zoover de vorenstaande bepalingen er niet van afwijken.

§ 7. — De bijzondere belasting op roerende zaken zal voor de eerste maal toegepast worden op de vennootschappen waarvan de balanssen zullen afgesloten worden van den dag na de bekendmaking dezer wet af.

TITEL VIII.

Bedrijfsbelasting.

ART. 75.

De eerste twee paragrafen van artikel 35 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, worden vervangen als volgt :

ART. 35, § 1. — De bedrijfsbelasting wordt, voor elk belastingplichtige, toegepast per schijf van jaarlijksche inkomsten van 5,000 frank en minder, of op grond van elke evenredig gelijkwaardige som voor de tijdvakken van minder of meer dan één jaar.

§ 2. — Le taux, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé à 2 % pour la première tranche et augmente graduellement de 1 % pour chaque nouvelle tranche, sans pouvoir dépasser 10 % pour les revenus excédant 45,000 francs.

Le second alinéa du § 3 du dit article 35 est supprimé.

TITRE IX.

Dispositions diverses.

Intérêts de retard.

ART. 76.

Le taux des intérêts de retard exigibles en vertu du § 2 de l'article 59 des lois précitées est porté à 8 %.

TITRE X.

Redevance sur les mines.

ART. 77.

La redevance fixe établie par les articles 33 et 34 de la loi du 21 avril 1810 (articles 41 et 42 des lois minières coordonnées) est supprimée et remplacée par une redevance variable fixée à 5 % des revenus distribués ou non, passibles des taxes mobilière ou professionnelle, sauf déduction de la partie nette des bénéfices dûment justifiés, ne provenant pas de l'extraction.

Le dit taux est réduit ou augmenté de 2 %, lorsque les bénéfices par tonne extraite sont respectivement inférieurs à 5 francs ou supérieurs à 10 francs.

§ 2. — Het bedrag, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en der gemeenten, wordt op 2 t. h. gesteld voor de eerste schijf en verhoogt trapsgewijze met 1 t. h. voor elke nieuwe schijf, zonder 10 t. h. te mogen overschrijden voor de inkomsten welke 45,000 frank overtreffen.

Het tweede lid van paragraaf 3 van gemeld artikel 35 wordt ingetrokken.

TITEL IX.

Verscheidene bepalingen.

Interesten wegens verwijl.

ART. 76.

Het bedrag der krachtens § 2 van artikel 59 van gemelde wetten opvorderbare interessen wegens verwijl wordt op 8 t. h. gebracht.

TITEL X.

Mijnrecht.

ART. 77.

De bij artikelen 33 en 34 der wet van 21 April 1810 (art. 41 en 42 der geordende mijnwetten) gevestigde vaste cijns wordt afgeschaft en vervangen door een veranderlijk recht vastgesteld op 5 t. h. van de al dan niet uitgekeerde inkomsten waarvan belasting op roerende zaken of bedrijfsbelasting geheven wordt, behoudens aftrekking van het zuiver gedeelte der behoorlijk verantwoorde winsten, dat niet uit het winnen van delfstoffen voortvloeit.

Gemeld bedrag wordt met 2 t. h. verminderd of vermeerderd, wanneer de winsten per gewonnen ton delfstof onderscheidenlijk minder dan 5 frank of meer dan 10 frank belopen.

ART. 78.

La redevance sur les mines est assimilée en tous points à la taxe professionnelle; toutefois, elle n'est pas déductible des impôts cédulaires.

ART. 79.

§ 1^{er}. — Deux dixièmes de la redevance sur les mines sont attribués aux provinces et cinq dixièmes aux communes.

Ces parts sont réparties pour tout le pays, au prorata de l'exploitation nette sous le territoire des provinces ou communes intéressées.

§ 2. — Il ne peut être établi des additionnels à la redevance sur les mines.

Les parts de cet impôt, attribuées aux provinces et aux communes, sont éventuellement déduites de leurs taxes spéciales sur les mines pour l'année suivante.

ART. 80.

La nouvelle redevance sur les mines sera perçue pour l'exercice 1924 sur les bénéfices de l'année 1923 ou des exercices sociaux clôturés pendant cette année.

TITRE XI.

Taxe sur les spectacles
ou divertissements publics.

ART. 81.

L'article 1^{er} de la loi du 28 février 1920 est remplacé par les dispositions suivantes :

§ 1^{er}. — Quiconque organise ou ex-

ART. 78.

Het mijnrecht wordt in alle opzichten gelijkgesteld met de bedrijfsbelasting; echter kan het niet van de cedulaire belastingen afgetrokken worden.

ART. 79.

§ 1. — Van het mijnrecht worden twee tienden aan de provinciën en vijf tienden aan de gemeenten toegekend.

Die aandeelen worden voor gansch het land verdeeld, in verhouding tot de zuivere exploitatie onder het grondgebied van de belanghebbende provinciën of gemeenten.

§ 2. — Op het mijnrecht mogen geene opcentiemen gevestigd worden.

De aandeelen in die belasting, aan de provinciën en aan de gemeenten toegekend, worden desgevallende afgetrokken van hunne bijzondere taxes op de mijnen voor het volgend jaar.

ART. 80.

Het nieuw mijnrecht zal voor het dienstjaar 1924 geheven worden van de winsten van het jaar 1923 of van de tijdens laatstgemeld jaar afgesloten maatschappelijke boekjaren.

TITEL XI.

Taxe op de openbare vertooningen
ofvermakelijkheden.

ART. 81.

Artikel 1 der wet van 28 Februari 1920 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

§ 1. — Alwie, zelfs toevallig, open-

ploite, même occasionnellement, des spectacles ou divertissements publics, de même que quiconque effectue une perception à charge de ceux qui assistent ou prennent part à ces spectacles ou divertissements, est assujetti, sur le montant brut des recettes, à une taxe spéciale au profit de l'État, dont les taux pour cent sont fixés selon les distinctions établies ci-après :

Nature des spectacles ou divertissements imposables.	Taux de la taxe.	Aard van de belastbare vertooningen of vermakelijkheden.	Bedrag der taxe.
1° Représentations d'art dramatique ou autres du même genre, conférences littéraires, récitals ou concerts non suivis de bals	8	1° Opvoeringen van dramatische kunst of andere van denzelfden aard, letterkundige voordrachten, recitals of concerten niet gevolg door bals.	8
2° Spectacles comportant, même à titre accessoire, des projections cinématographiques	12	2° Vertooningen met kinematographische voorstellingen, zelfs als bijzaak	12
3° Auditions d'orchestration ou d'autres instruments automatiques	8	3° Tehoorgevingen van orchestrons of andere automatische instrumenten	8
4° Bals populaires et soirées dansantes, concerts suivis de bals dans des locaux autres que ceux désignés au 5°	8	4° Volksbals en dansavonden, concerten gevolgd door danspartijen in andere lokalen dan die vermeld onder n° 5°	8
5° Divertissements organisés dans les maisons de danse et dans les débits ou restaurants qui en dépendent	15	5° Vermakelijkheden ingericht in danshuizen en in de daarvan afhange slijterijen of restaurants	15
6° Panoramas, curiosités naturelles ou artificielles. Attractions foraines ou autres analogues	8	6° Panorama's, natuurlijke of kunstmatige merkwaardigheden. Fooraantrekkelijkheden of andere dergelijke.	8
7° Réunions sportives non visées au 8° ci-après	8	7° Sportvergaderingen niet bedoeld onder n° 8 hierna	8
8° Courses de chevaux et de chiens, concours de chants d'oiseaux, exhibitions donnant lieu à des jeux ou paris	15	8° Wedrennen van paarden en van honden, wedstrijden van vogelgezang, tot spel of weddenschappen aanleiding gevende exhibities	15

Le Ministre des Finances est autorisé à ranger par analogie dans l'une des catégories ci-dessus les spectacles ou divertissements qui n'y sont pas expressément dénommés.

§ 2. — Sauf dans les cas visés aux 4°, 5° et 8°, l'impôt est réduit d'un quart pour les recettes afférentes aux

bare vertooningen of vermakelijkheden inricht of exploiteert, alsmede alwie eene heffing doet ten laste van hen die dergelijke vertooningen of vermakelijkheden bijwonen of er deel aan nemen, is op het ruw bedrag der ontvangsten, onderworpen aan eene bijzondere taxe ten bate van den Staat, waarvan de percentages vastgesteld zijn volgens het hieronder bepaalde onderscheid :

De Minister van Financiën is gemachtigd de vertooningen of vermakelijkheden, welke hiervoren niet uitdrukkelijk vermeld staan, bij vergelijking in eene van bovenstaande categorieën in te deelen.

§ 2. — Behoudens in de gevallen voorzien onder 4°, 5° en 8°, wordt de belasting met één vierde verminderd

places dont le prix n'excède pas 1 franc. Il est augmenté d'un quart pour les recettes afférentes aux places dont le prix est supérieur à 5 francs ou à 10 francs, selon qu'il s'agit de spectacles visés au 2° ou d'autres spectacles.

Toutefois, les recettes provenant de la vente des programmes, de l'exploitation des vestiaires, du débit de consommations ou d'autres fournitures quelconques, restent soumises aux taux indiqués au § 1^{er} pour chaque catégorie de spectacles ou divertissements.

§ 3. — En ce qui concerne les places occupées gratuitement sans obligation de service, la taxe est fixée en principal à 10 centimes par personne pour les places de 2 francs ou moins et à 25 centimes pour les places supérieures à 2 francs.

§ 4. — A la demande des intéressés, la taxe peut, dans les cas déterminés par le Ministre des Finances, être fixée forfaitairement eu égard aux recettes constatées pendant quelques jours d'importance moyenne.

ART. 82.

L'article 8 de la loi précitée du 28 février 1920 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les provinces et les communes sont autorisées à établir des centimes additionnels à ladite taxe.

Pour les années 1925 à 1928, ces additionnels ne peuvent dépasser 20 centimes pour les provinces et 80 centimes pour les communes.

op de ontvangsten in verband met plaatsen waarvan de prijs 1 frank niet overschrijdt. Zij wordt met één vierde verhoogd op de ontvangsten in verband met plaatsen waarvan de prijs meer dan 5 frank of meer dan 10 frank belooft, naar gelang het onder 2° bedoelde ofwel andere vertooningen geldt.

De ontvangsten voortvloeiende uit den verkoop van programma's, uit de exploitatie van de kleerkamers, uit het slijten van consumptiën of van andere welkdanige verstrekkingen, blijven evenwel onderworpen aan de onder de § 1 voor elke categorie van vertooningen of vermakelijkheden aangeduide aanslagcijfers.

§ 3. — Wat de kosteloos zonder dienstverplichting bezette plaatsen betreft, is de taxe in hoofdsom bepaald op fr. 0.10 per persoon voor de plaatsen van 2 frank of minder en op fr. 0.25 voor de plaatsen van meer dan 2 frank.

§ 4. — Op verzoek der belanghebbers mag de taxe, in de door den Minister van Financiën bepaalde gevallen, op forfaitaire wijze gevestigd worden met inachtneming van de tijdens enkele dagen van gemiddelde belangrijkheid vastgestelde ontvangsten.

ART. 82.

Artikel 8 van voormelde wet van 28 Februari 1920 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De provinciën en de gemeenten zijn gemachtigd opcentiemen te vestigen op gemelde taxe.

Voor de jaren 1925 tot 1928 mogen die opcentiemen niet meer bedragen dan 20 centiem voor de provinciën en 80 centiem voor de gemeenten.

Cependant, le Gouvernement peut, en compensation des taxes spéciales qu'elles perçoivent actuellement, permettre aux communes d'établir des centimes additionnels extraordinaires qui ne peuvent, en aucun cas, excéder la moitié de l'impôt ordinaire.

ART. 83.

§ 1^{er}. — Sont abolies les taxes provinciales ou communales sur les spectacles ou divertissements publics, autres que les bals, divertissements et spectacles visés aux 4°, 5° et 8° de l'article 81.

§ 2. — Est également abrogé l'article 12 de la loi du 20 août 1921, établissant 5 centimes additionnels à la taxe sur les spectacles cinématographiques.

ART. 84.

Les dispositions des articles 81 à 83 de la présente loi sont exécutoires à partir du 1^{er} du mois qui suit la date de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1924.

Nochtans kunnen de gemeenten, ter vergoeding van de bijzondere taxes welke zij thans heffen, door de Regeering toegelaten worden buitengewone opcentiemen te vestigen die, in geen enkel geval, de helft van de gewone belasting mogen overschrijden.

ART. 83.

§ 1. — De provincie- en gemeentetaxes op de andere openbare vertooningen of gemakkelikheden dan de onder 4°, 5° en 8° van artikel 81 voorziene bals, gemakkelikheden en exhibities worden afgeschaft.

§ 2. — Artikel 12 der wet van 20 Augustus 1921, houdende vestiging van vijf opcentiemen op de taxe op de kinematographische voorstellingen, wordt insgelijks ingetrokken.

ART. 84.

De bepalingen van artikelen 81 tot 83 dezer wet worden van kracht te beginnen van den 1ⁿ der maand welke volgt op den datum van hare bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Juni 1924.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.